



National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Canadian Theses Service

Service des thèses canadiennes

Ottawa, Canada
K1A 0N4

NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.

Permission has been granted to the National Library of Canada to microfilm this thesis and to lend or sell copies of the film.

The author (copyright owner) has reserved other publication rights, and neither the thesis nor extensive extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her written permission.

L'autorisation a été accordée à la Bibliothèque nationale du Canada de microfilmer cette thèse et de prêter ou de vendre des exemplaires du film.

L'auteur (titulaire du droit d'auteur) se réserve les autres droits de publication; ni la thèse ni de longs extraits de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation écrite.

ISBN 0-315-56360-5

LA COURSE AUX ARMEMENTS NUCLEAIRES ENTRE LES ETATS-UNIS ET L'URSS
DE 1945 A 1983

Olga Hlinovsky

Thèse déposée à
l'Ecole des études supérieures et de la recherche
en vue de l'obtention de la maîtrise ès arts en sociologie

Université d'Ottawa

Septembre 1988

 Olga Hlinovsky, Ottawa, Canada, 1988



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

REMERCIEMENTS

Je veux remercier toutes les personnes qui m'ont conseillée et soutenue tout au long de ce travail, plus particulièrement mes parents qui m'ont permis de rédiger cette thèse en toute quiétude, Fred Caloren qui a su être un directeur de thèse qui prodigue non seulement les conseils mais, aussi l'écoute, mon ami Luc Bernard qui m'a apporté ses encouragements et Nicole Ross qui a obligeamment accepté de "se taper" ces "quelques" pages.

Une pensée toute particulière pour
"Tati" (mon père) décédé le 15 mars dernier

Tout mon souvenir

TABLE DES MATIERES

<u>INTRODUCTION</u>	1
<u>CHAPITRE I: REVUE DE LA DOCUMENTATION, PROBLEMATIQUE ANALYTIQUE ET METHODOLOGIE</u>	3
A. <u>REVUE DE LA DOCUMENTATION</u>	3
1. Perspectives diverses	4
2. Articulation du politique et du technique	7
Jacques Ellul, p. 8 : Robert Jungk, p. 13; Edward P. Thompson, p. 14; Lewis Mumford, p. 17; Richard S. Barnett, p. 21; George F. Kennan, p. 26; David Horowitz, p. 31; Jacques Lévesque, p. 35.	
B. <u>PROBLEMATIQUE ANALYTIQUE ET METHODOLOGIE</u>	40
1. Problématique analytique	40
2. Méthodologie	42
Analyse de l'aspect technico-militaire, p. 43; analyse de l'aspect politique, p. 45; sources utilisées, p. 46.	
<u>CHAPITRE II: EVOLUTION DES RAPPORTS DE FORCES ET DES STRATEGIES MILITAIRES NUCLEAIRES</u>	47
A. <u>EVOLUTION DES RAPPORTS DE FORCES MILITAIRES NUCLEAIRES</u>	47
Monopole nucléaire américain, p. 52; bombe à hydrogène, p. 54; suprématie nucléaire américaine, p. 56; ICBM et satellites, p. 58; diversification et prolifération de l'armement nucléaire, p. 60; ARM et MIRV, p. 64; SALT I, p. 66; accroissement de la précision des missiles, p. 68; SALT II et modernisation des forces nucléaires régionales, p. 70; l'IDS, le projet Manhattan du XX ^e siècle, p. 73; résumé, p. 74.	
B. <u>EVOLUTION DES STRATEGIES MILITAIRES NUCLEAIRES</u>	78
1. Evolution de la stratégie militaire nucléaire	78
2. Evolution de la stratégie militaire nucléaire soviétique	85
<u>CHAPITRE III: EVOLUTION DES RELATIONS POLITIQUES AMERICANO- SOVIETIQUES</u>	97
A. <u>FIN DE LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE ET FISSURATION DE L'ALLIANCE</u>	98

B.	<u>LA GUERRE FROIDE</u>	100
	Bipolarisation du monde. p. 100.; la guerre de Corée. p. 103;	
C.	<u>LE DÉGEL</u>	105
	Les premières heures du dégel. p. 105; la crise de Suez. p. 108.	
D.	<u>RETOUR A LA GUERRE FROIDE</u>	110
	La crise de Berlin. p. 110; la crise des missiles à Cuba. p. 112; l'après-Khrouchtchev. p. 115; la guerre du Viêt-nam. p. 117; la guerre des Six jours. p. 118; la politique de Nixon au Viêt-nam. p. 120.	
E.	<u>LA DÉTENTE</u>	121
	Normalisation des rapports de l'URSS avec l'Allemagne. p. 121; ouverture américaine envers la Chine et SALT I. p. 122; les accords d'Helsinki. p. 124; la guerre du Kippour. p. 125; l'Asie. p. 128; l'Angola. p. 129; l'Éthiopie. p. 130.	
F.	<u>LES DERNIÈRES HEURES DE LA DÉTENTE</u>	132
	SALT II. p. 132; Camp David. p. 133; Amérique centrale. p. 134; la crise iranienne. p. 134.	
G.	<u>A NOUVEAU LA GUERRE FROIDE</u>	136
	L'Afghanistan. p. 136; la politique Reaganienne. p. 138.	
H.	<u>RÉSUMÉ</u>	141
	<u>CHAPITRE IV: LA COURSE AUX ARMEMENTS NUCLEAIRES: TECHNIQUE OU POLITIQUE?</u>	153
A.	<u>INTRODUCTION</u>	153
B.	<u>HISTOIRE TECHNIQUE ET POLITIQUE DE LA COURSE AUX ARMEMENTS</u>	157
	Bombe, partage du monde et guerre froide. p. 157; la bombe nucléaire, instrument de puissance. p. 161; bombe H américaine, réplique à la bombe A soviétique?, p. 166; guerre de Corée, militarisation de l'endiguement. p. 168; bombe H soviétique et guerre préventive. p. 170; dégel et puissance nucléaire soviétique. p. 171; représailles massives, la réaffirmation d'une menace. p. 173; la guerre d'Indochine. p. 175; Quemoy et Matsu, dramatisation des conflits par le nucléaire. p. 176; la crise de Suez, fin du monopole nucléaire diplomatique. p. 177; ICBM et satellite soviétique... et américains. p. 179; riposte graduée, un raffinement de la diplomatie de l'atome. p. 181; la deuxième crise de Berlin. p. 183;	

B. HISTOIRE TECHNIQUE ET POLITIQUE DE LA COURSE AUX ARMEMENTS (SUITE)

la révolution et la crise des missiles à Cuba, un concentré des relations américano-soviétiques, p. 185; Viêt-nam, l'application d'une "guerre limitée et contrôlée", p. 189; parité nucléaire, limitation des armements et reconnaissance du statu quo européen, p. 192; Moyen-Orient, polarité Etats-Unis/URSS et dynamique régionale, p. 196; options multiples, sophistication de la diplomatie de l'atome, p. 198; SALT II, et euro-missiles, l'une n'empêche pas l'autre, p. 201; la crise iranienne, p. 202; retour à la guerre froide, p. 203.

C. <u>INTERPRETATION</u>	204
<u>CONCLUSION</u>	217
<u>BIBLIOGRAPHIE</u>	223

INTRODUCTION

L'objet de cette thèse est d'analyser la course aux armements nucléaires entre les Etats-Unis et l'URSS de 1945 à 1983. L'analyse a été faite à partir des aspects techniques et politiques de la course, c'est-à-dire qu'elle a regardé les liens entre d'une part l'évolution de la technologie militaire nucléaire et celle des stratégies qui y sont liées, et d'autre part l'affrontement entre les deux grandes puissances compris dans le cadre des rapports de forces au niveau du système politique international.

Cette démarche visait à saisir le sens de l'impulsion de la course, à partir de la technique ou de la politique. L'aspect politique, plus précisément l'affrontement des deux grandes puissances sur la scène internationale m'apparaissait important, car sa prise en considération permettait une analyse qui tient compte de la dynamique globale qui s'établit entre les deux protagonistes de la course, et non seulement d'une dynamique particulière, interne à chacune des sociétés considérée seule à seule. Quant à l'aspect technique, il définit partiellement la dynamique interne, mais de plus il m'apparaissait important du fait de l'accélération de l'évolution technologique inscrite dans la civilisation industrielle, accélération qui caractérise également l'évolution de la technologie militaire nucléaire.

Cette démarche se situait donc par conséquent par rapport à deux termes, technico-militaire et politique. Elle a été suivie, tout d'abord en retraçant l'évolution des rapports de forces militaires nucléaires américano-soviétiques, sous leurs aspects quantitatifs mais aussi à partir

des principales percées technologiques qui ont marqué la course, et en retraçant l'évolution des stratégies qui étaient liées à l'évolution du rapport de forces quantitatif et qualitatif. J'ai ensuite retracé l'évolution de l'affrontement américano-soviétique à son niveau global de guerre froide ou de détente, mais aussi à partir des principaux conflits et tensions au travers desquels les grandes puissances s'affrontent indirectement. En un dernier temps, je procède à la mise en relation des moments marquant les deux aspects technico-militaire et politique des relations américano-soviétiques, ce qui constitue l'analyse proprement dite.

Je dois souligner que du fait que je me suis attachée à la dynamique globale qui s'établit entre les deux protagonistes de la course, je n'ai pas cherché à relever les particularités qui distinguent les deux sociétés, non pas parce qu'une telle étude n'ait pas été digne d'intérêt, mais parce qu'elle aurait constitué tout un autre volet à une thèse plus vaste et plus complexe.

CHAPITRE I

REVUE DE LA DOCUMENTATION. PROBLEMATIQUE ANALYTIQUE ET METHODOLOGIE

A. REVUE DE LA DOCUMENTATION

La course aux armements nucléaires qui se déroule entre les Etats-Unis et l'URSS est un phénomène complexe où s'entremêlent les relations politiques internationales, les considérations stratégiques, l'évolution technologique, les facteurs économiques, les intérêts des Etats, entreprises, armées, etc.

Le phénomène se situe d'emblée au niveau macrosociologique. Les aspects les plus divers entrent donc en jeu. Il existe par conséquent, une multiplicité de perspectives à partir desquelles on peut l'aborder. Elles correspondent souvent à différentes disciplines qui mettront l'accent sur l'un ou l'autre de ces aspects selon leur domaine d'étude respectif. Le phénomène pourra aussi bien être objet d'étude pour le domaine juridique, que pour le domaine économique, politique ou militaire.

La course aux armements nucléaires peut aussi être considérée à partir de divers niveaux de rapports, que ce soit au niveau du système politique international ou l'économie mondiale, qu'à l'échelle des jeux de pouvoir informels au niveau institutionnel.

Elle peut être considérée à partir du dynamisme interne des sociétés ou de facteurs externes, c'est-à-dire à partir de la rivalité entre les grandes puissances.

Ainsi, les niveaux de rapports d'ordres divers à partir desquels on peut considérer la course aux armements nucléaires, sont nombreux. Il en est de même pour les facteurs qu'on peut privilégier dans une étude sur le sujet, facteurs qui peuvent même constituer autant de domaines d'étude spécifiques.

1. Perspectives diverses

Quand on se penche sur l'étude de la course aux armements, on se trouve tout d'abord en présence d'une abondante documentation qui relève du domaine de ce qu'on a appelé "études stratégiques" ou encore "science militaire". Les études américaines et soviétiques différeront entre elles par leurs méthodes d'analyse, leurs interprétations d'une même situation, ou par leurs doctrines stratégiques: cependant ces ouvrages ont en commun le fait qu'ils portent sur les aspects techniques des rapports de forces militaires ou de la conduite d'une guerre. C'est-à-dire que ces études tenteront d'évaluer le rapport des forces militaires en comparant les mérites des différents systèmes d'armements, ou encore chercheront à élaborer des stratégies efficaces. Les divergences au sein d'un même camp pourront porter sur l'importance relative qu'il faut donner aux divers systèmes d'armements, sur les armes particulières qu'il convient de développer et corollairement sur les stratégies à adopter. Mais ces ouvrages font beaucoup plus partie intégrante

de la course qu'ils ne l'analysent, dans la mesure où ils ne remettent pas en cause la nécessité de se munir du matériel le plus sophistiqué.

Sur le plan juridique, la tendance à analyser la course aux armements nucléaires en termes techniques s'exprimera par la recherche de mécanismes juridiques qui seraient efficaces dans la limitation de la prolifération d'armements nucléaires. Mais en codifiant ainsi la course, en institutionalisant les rapports militaires, ce type d'ouvrages lui aussi, fait plus partie de la course qu'il ne contribue à l'expliquer, ni même à l'endiguer.

D'autres ouvrages s'appliquent davantage à comprendre les forces qui agissent dans la course aux armements et la guerre froide plutôt que de se limiter à ses aspects techniques.

Il y aura ainsi toute une documentation qui analysera la course aux armements à partir des intérêts des complexes militaro-industriels, ou s'attachera au rôle que joue l'industrie militaire dans l'économie globale: dépenses militaires comme roue de secours de l'économie ou destruction du surplus.

On ne saurait nier l'importance des facteurs économiques ou des facteurs internes aux sociétés dans la course aux armements nucléaires, que ce soit au niveau des industries particulières, du complexe scientifico-militaro-industriel ou de l'économie globale. Mais on ne peut nier davantage l'importance des intérêts étatiques qui méritent de retenir

notre attention. En effet cette course se fait entre deux Etats impérialistes qui sont des puissances mondiales, dominantes, concurrentes et rivales. S'il y a des facteurs internes dans ces sociétés qui poussent à la course, il y a aussi une dynamique qui s'inscrit au niveau des rapports inter-étatiques. L'analyse des facteurs internes des sociétés est bien sûr importante, mérite d'être faite et a d'ailleurs déjà considéré divers facteurs, économiques, institutionnels ou autres. L'analyse axée sur les facteurs internes a cependant le désavantage d'exclure l'autre protagoniste de la course de son champ d'étude. Ceci est souvent le cas quand on aborde l'analyse de la course aux armements à partir des facteurs économiques. Comme pour l'économie soviétique la course aux armements est plus visiblement distraction des ressources que source de profits, l'analyse des facteurs économiques a bien souvent pour effet d'exclure l'URSS ou de limiter son rôle à une attitude réactive ou défensive. Or il me semble important de procéder à une analyse qui tienne compte de la dynamique qui s'inscrit entre les deux protagonistes de la course. Par conséquent je considérerai les intérêts étatiques dans mon analyse.

Il existe des liens étroits entre le politique et le militaire. Mais la rivalité politique et militaire entre les Etats-Unis et l'URSS se produit à une époque qui a fourni le nucléaire et alors que l'évolution technologique est très rapide. Plus précisément, la technique vient modifier ces liens à deux titres: d'abord par la destructivité des armements nucléaires ce qui en fait à mon avis, des armes inutilisables pour atteindre des objectifs militaires ou politiques quels qu'ils soient; deuxièmement par la sophistication des armements qui exige une structure institutionnelle

permanente pour la production d'armements, ce qui contribue à accélérer l'innovation militaire. Le facteur technique s'avère donc important dans la course aux armements.

Ainsi, s'il y a une dynamique interne aux sociétés qui pousse à la course, il y a aussi une dynamique plus globale qui s'instaure entre les deux protagonistes de la course. Cette dynamique de compétition politico-militaire se déroule dans un contexte caractérisé par l'accélération technologique qui trouve son pendant au niveau de l'évolution technologique militaire.

Je compte donc analyser la course aux armements nucléaires entre les Etats-Unis et l'URSS, en regardant les liens entre d'une part l'évolution de la technologie militaire nucléaire et celle des stratégies qui y sont liées, et d'autre part l'affrontement des deux grandes puissances compris dans le cadre du rapport de force au niveau du système politique international. Cette démarche vise à saisir le sens de l'impulsion de la course aux armements nucléaires, à partir de l'élément technique ou de l'élément politique. Ce faisant, elle permet aussi de regarder l'articulation du politique et du militaire à l'ère de la technologie nucléaire.

2. Articulation du politique et du technique

L'élément technique ou l'élément politique prendra selon différents auteurs, la place de facteur important, principal ou déterminant dans les phénomènes sociaux. Les auteurs discutés ci-après ont été choisis en raison de leur

représentativité des divers degrés de cette gamme technico-politique. Leurs positions s'échelonnent de ceux pour qui le facteur technique est le facteur déterminant à ceux pour qui le facteur politique relève presque du volontarisme, en passant par des positions intermédiaires.

Jacques Ellul

Rien qu'il n'ait pas spécifiquement parlé de la course aux armements nucléaires, Jacques Ellul serait représentatif de la position extrême du côté "détermination technique" de l'éventail. Si nombre d'auteurs étudient les techniques et les phénomènes techniques à travers leurs conséquences ou leurs dangers, Ellul s'est attaché à l'étude de la technique comme phénomène social. Le système technicien (1977) est en quelque sorte une mise à jour d'une réflexion amorcée une vingtaine d'années plus tôt avec La technique ou l'enjeu du siècle (1954). Dans Le système technicien, il conçoit la technique, comme l'indique le titre, en tant que système qu'il cherche à comprendre à travers les caractères et les interrelations des phénomènes techniques. Pour Ellul, la technique est le facteur principal voire déterminant pour expliquer les phénomènes sociaux, la clé d'interprétation de la modernité.

Il n'entend cependant pas "technique" au sens de technocratie, car à son avis, une telle couche sociale technicienne, détentrice du pouvoir, n'existe pas. C'est l'ensemble de la société qui est technocratique.



Selon Ellul, la technique est devenue un milieu au fur et à mesure que les techniques particulières recouvraient tous les champs de l'activité humaine et que la technique envahissait la totalité du vécu et de la pratique collective. En effet, la technique se substitue au milieu naturel, exclut les contacts directs de l'humain avec la nature et modifie les rapports qui subsistent avec cette dernière.

Ellul qualifie la technique d'exclusive et de totale. Elle fait éclater les anciens milieux où elle pénètre, non seulement par l'utilisation abusive des techniques, mais par la rupture du réel en ses éléments, qu'elle réordonne artificiellement. Ce qui ne peut être instrumentalisé, opérationnalisé, contrôlé, est abandonné au hasard, neutralisé, désigné.

Comme je l'ai mentionné plus haut, Ellul conçoit la technique comme système. En tant que tel, elle est forcément intégratrice et intégrée. Il entend système au sens d'un réseau d'interrelations, d'interactions, possédant sa logique propre, ses propres lois de développement et de transformation. Comme dans d'autres systèmes, les diverses composantes ont une tendance préférentielle à se combiner entre elles, plutôt qu'avec des éléments externes. Le système est formé de sous-systèmes intégrés. S'ils paraissent indépendants, ce n'est d'après Ellul, qu'en raison des diversités culturelles; cependant la technique est partout. Le système crée ses propres mécanismes de conformismes techniques, et élabore ses propres processus d'adaptation, de compensation, de facilitation. Ainsi, contrairement à d'autres systèmes, le système technique ne fonctionne que par

"introinformation": il lui manque donc le "feed-back". Les problèmes provoqués par la technique seront donc aussi résolus par elle, ce qui se traduit par l'accroissement du système. Ellul qualifie ce système de technicien, en ce qu'il est formé par le phénomène technique caractérisé par la conscience, la critique, la rationalité et par la progression technique constitutive des objets techniques qui produisent leur propre changement.

Ellul cherche à comprendre la technique au travers des caractères du phénomène technique, qu'il identifie comme étant l'autonomie, l'unité, l'universalité et la totalisation.

"l'autonomie", car le système technicien n'admet de loi et de règle qu'envisagées en lui et par rapport à lui. La technique est autonome par rapport aux diverses forces sociales scientifique, politique, économique et éthique. Elle est autonome par rapport à la science car l'objet technique se cause et se conditionne dans les réactions de son utilisation. Il est autonome par rapport à l'Etat. Si une décision politique est prise dans un sens autre que celui vers lequel s'oriente la technique, les résultats seront si piétres que la décision devra finalement être modifiée pour se conformer à cette orientation. La technique est autonome par rapport à l'économie. Bien que cette dernière puisse constituer une condition ou un obstacle au progrès technique, elle n'est ni son principe d'orientation, ni de fonctionnement. Enfin la technique est autonome par rapport à l'éthique. La progression dans la recherche et dans l'application techniques ne se fait pas par rapport à la morale ou à l'intérêt humain, mais en fonction de ce qui est techniquement

réalisable. L'éthique technicienne se pose en absolu et se construit à partir du bon fonctionnement du système.

Le phénomène technique se caractérise aussi par "l'unité" du système. Toutes les parties sont étroitement interdépendantes. Ainsi la technique se développe maintenant surtout par la combinaison, la synthèse des techniques, beaucoup plus que par l'innovation. La technique n'est plus un facteur parmi d'autres dans la société, mais bien un facteur enveloppant le corps social. Cette globalisation conduit à la standardisation des techniques qui à son tour conduit à la concentration du commandement.

Le phénomène technique est "universel". La technique s'étend à l'environnement qui devient ainsi de plus en plus artificiel. Elle s'étend aussi à tous les domaines de l'activité humaine individuelle et collective au moyen de la machine et des techniques de comportements. Le système technicien naît dans les mêmes conditions et produit partout les mêmes effets, indépendamment du système politique. Le système restera bureaucratique et technocratique, et adoptera les formes les plus aptes à utiliser au mieux l'ensemble technicien. L'universalité de la technique est aussi géographique même si inégalement répartie.

Enfin un dernier caractère de la technique est la "totalisation", car la croissance de la technique demande à être intégrée pour être cohérente.

D'après Ellul, le système technicien est aussi formé par le progrès technique caractérisé par "l'autoaccroissement", "l'automatisme" et "l'absence de finalité".

"L'auto-accroissement", car toutes les décisions et les activités de l'homme technicisé, assuré de la supériorité technique, sont déjà fixées par le champ technique et contribuent à son accroissement. De plus, l'accroissement technique résulte de la mobilisation collective s'inscrivant dans la logique de sa croissance antérieure. La technique engendre la technique. Le progrès de l'une sollicite ou favorise le progrès de l'autre. Enfin, les groupes d'experts constitués dans le but de résoudre des problèmes techniques spécifiques, continuent à développer leur technique une fois le problème résolu.

Le progrès technique est "automatique". La croissance technique s'oriente en fonction des possibilités immédiates ou proches. Ce qui est possible sera fait et ce qui est fait, utilisé. La prolifération des techniques s'ordonnera autour d'une technique majeure en fonction des rapports entre les techniques. Le choix entre les techniques est purement automatique car l'une s'imposera par la supériorité de ses résultats, comme 4 est supérieur à 3.

L'adaptation des milieux individuel, social, économique, idéologique à la technique est automatique. On suppose que le progrès technique est nécessaire et bon en soi, et le système technicien produit des propres mécanismes d'adaptation et de compensation. Là où l'adaptation n'est pas automatique du fait de résistances, il y a conflit jusqu'à ce que l'on trouve une solution technique. La technique est exclusive et sans concurrence.

Elle élimine les activités pré-techniciennes ou artisanales là où elle s'introduit.

Enfin, le progrès technique se fait causalement et "sans finalité". La technique ne se développe pas par rapport à ces finalités qui lui seront attribuées à postériori, mais par rapport à ses possibilités de croissance, dont les limites et les moyens sont définis par les experts, les techniciens.

La technique chez Ellul, milieu et système autorégularisé, autonome, autoaccru, autodéterminé, globalisant et totalitaire se présente donc comme déterminante. Pour Ellul, la course aux armements comme phénomène éminemment technique, serait un processus où la volonté politique et les intérêts de différents groupes seraient subordonnés aux impératifs de la technique comprise au sens de système, et serait marquée par les caractères du progrès technique, soit l'autoaccroissement, l'automatisme et l'absence de finalité.

Robert Jungkt

Ce déterminisme technique appliqué à la technologie nucléaire est illustré par Robert Jungkt en ce qui concerne le nucléaire civil, et par Edward P. Thompson en ce qui concerne le nucléaire militaire.

Dans The Nuclear State, Jungkt regarde les conséquences politiques et sociales du choix du développement de centrales nucléaires. D'après lui, la technologie du nucléaire par son gigantisme et les dangers inhérents à son utilisation, conduisent à une concentration accrue du pouvoir économique et

politique. L'importance des moyens techniques, administratifs et économiques que supposent l'implantation et le fonctionnement d'une centrale nucléaire, et la nécessité de coordination étroite que de tels moyens exigent, en appellent à l'intervention de l'Etat.

La sévérité des dommages qui résulteraient d'un accident nucléaire important et les conséquences qu'impliqueraient un sabotage ou l'utilisation terroriste du nucléaire conduisent les Etats à exercer un contrôle strict afin de garantir la sécurité. Ce contrôle est marqué par l'intolérance face aux critiques concernant le développement du nucléaire et s'exprime par l'ampleur accrue et l'intensification de la surveillance aussi bien sur les lieux de travail que dans la vie privée. Choisir de développer le nucléaire revient par conséquent à choisir un Etat fort, peu soucieux des libertés civiles.

Il y a aussi un phénomène d'irréversibilité qui caractérise le nucléaire. Une fois qu'un réacteur est en marche, il y a des déchets nucléaires qui ne pourront être éliminés avant plusieurs milliers d'années, ce qui a des conséquences sur le contrôle et la surveillance, à long terme.

Ainsi le déterminisme technique chez Jungkt se lirait dans le sens qu'une technique est en soi porteuse d'un certain modèle politique et social.

Edward P. Thompson

Cette détermination sociale par la technique nucléaire est aussi formulée par Thompson, mais à propos du nucléaire militaire. De plus, il y a chez lui

comme chez Ellul, un aspect automatique et autonourri dans la progression technologique. Thompson recourt au concept "d'exterminisme" pour rendre compte de la course aux armements. J'explicitai plus loin comment il est arrivé à ce concept: disons pour le moment que la sophistication continue des armements a conduit à une véritable restructuration des sociétés en une forme qui les entraîne vers l'extermination des masses.

Thompson a introduit ce concept dans le cadre d'un débat organisé en Angleterre par la New Left Review au moment où il était question du déploiement des euro-missiles. Le débat visait une meilleure compréhension de la course aux armements afin de mieux pouvoir l'empêcher.

Thompson commence par rejeter les hypothèses qui expliquent les origines et la persistance de la guerre froide par la poussée de l'impérialisme mondial se manifestant surtout dans le Tiers-monde, où l'Europe n'a qu'un rôle d'auxiliaire à l'impérialisme, et où les Etats socialistes auraient une position militaire principalement défensive. En d'autres mots, il rejette l'idée que la guerre froide s'étendrait de la périphérie vers le centre et que la machine militaire soviétique ne serait que défensive.

Il admet que la dynamique de l'entreprise capitaliste contribue fortement à la course, de même que la volonté générale de survie et d'expansion du capitalisme, qui prend la forme de recherches de marchés et de réactions contre les mouvements anti-impérialistes du Tiers-monde. Cependant le concept habituel d'impérialisme ne représente à son avis qu'un aspect partiel des contradictions et de la confrontation globales.

Car il y a bien deux puissances impériales, même si elles sont différentes par leurs origines et leurs caractéristiques. Si aux Etats-Unis la course aux armements se fait sous la poussée du capital, en URSS elle se fait par inertie bureaucratique. Cela représente plus qu'une simple réaction à l'édification de la machine militaire occidentale, car la priorité accordée au militaire est peu à peu devenue une caractéristique institutionnelle. L'existence d'une armée importante, une industrie militaire puissante, les centres de recherches et développement, sont une source interne d'incitation à la course aux armements. L'inertie bureaucratique s'est peu à peu incrustée dans la structure sociale soviétique.

Si à l'origine on pouvait expliquer la guerre froide et la course aux armements par la poursuite d'intérêts, cette dernière connaît aujourd'hui un développement relativement autonome, bien que les tendances et intentions originelles continuent à y jouer un rôle. La course est maintenant un processus auto-reproduit. Si la logique des accumulations d'armes n'est pas identique (capital et inertie bureaucratique), elle est dominée par la même force d'inertie globale et c'est ici qu'entre en ligne de compte le facteur technique. En effet, les deux super-puissances ont passé plus de trente ans à édifier leur arsenal, ce qui a eu pour conséquence de graduellement restructurer tout l'ensemble de leurs sociétés: économie, institutions politiques, idéologies, sur la base des impératifs imposés par les perfectionnements techniques et la sophistication des systèmes d'armements. C'est véritablement un système social, une organisation spécifique de la production qui en ont émergé.

Si chez Thompson l'impulsion de la course aux armements et de la guerre froide a pu être politique à l'origine, et si sa dynamique se confondait à celles du capital et de l'inertie bureaucratique, elle s'est depuis lors largement autonomisée. Cette autonomie de la course aux armements résulte du fait que le perfectionnement technique et la sophistication continus des systèmes d'armements d'abord liés à l'affrontement des deux grandes puissances, a fini par produire un nouveau système social.

Lewis Mumford

Lewis Mumford au travers de différents ouvrages s'est abondamment penché sur le phénomène de la technique. Mais dès la rédaction de Technique et civilisation (1934), il relativise l'importance de l'élément technique dans le développement humain et social. C'est par l'étude des pyramides qu'il a faite pour la rédaction de The City in History (1961) qu'il identifia un parallèle entre les premières civilisations du Proche-Orient et la nôtre. Pour lui, ce n'est pas tant le développement technique qui explique l'émergence de la civilisation de même que la société moderne, mais bien un certain type d'organisation sociale, où la technique n'est qu'une composante parmi d'autres. Elle est un facteur important mais non plus déterminant. Si on considère l'éventail technico-politique, Mumford, plutôt que de se situer à une extrême ou l'autre, en intègre différents éléments qui sont les constituants de ce qu'il nomme "mégamachine". Cette dernière est en fait un type d'organisation sociale sur l'étude de laquelle il se penche dans Le mythe de la machine (1973).

D'après Mumford, l'émergence des premières civilisations coïncide avec celle d'un ordre nouveau. C'était un ordre extérieur à l'humain et supérieur à lui, un ordre cosmique qui prenait forme à partir d'observations astronomiques et de calculs scientifiques. Cet ordre significatif mécanique, immuable, supra-humain qui est un des éléments constitutifs et une condition de la mégamachine, se transpose dans l'organisation sociale sous la forme d'une machine dont les composantes sont humaines. C'est une organisation de masse en vue de l'accomplissement de tâches situées hors de la portée de petits groupes artisanaux ou tribaux. Ces tâches sont accomplies sous une autorité centralisée et absolue. Les organisateurs de la mégamachine tirent leur pouvoir de l'autorité divine et s'appuient sur la coercition militaire.

Un tel type d'organisation sociale "mégamécanique" a été reconstitué à notre époque sous une nouvelle forme. L'ordre mécanique, extra-humain est constitué dans sa version moderne, par l'absolutisme de la science comme pensée et le progrès scientifique et technique comme seul impératif catégorique.

La centralisation et l'absolutisme politiques sont des composantes des deux mégamachines, ancienne et moderne. De la souveraineté personnelle du roi de droit divin, on est passé à la souveraineté impersonnelle de l'Etat. Le gouvernement collectif, oligarchique ou républicain, revendique les prérogatives et pouvoirs originellement revendiqués par le roi. Son pouvoir est appuyé par la bureaucratie et l'armée permanentes.

Enfin, une composante de la mégamachine moderne qui n'existait pas dans l'ancienne, est ce type particulier de dynamisme économique fondé sur la rapide accumulation du capital et travaillant à l'accélération de la technologie.

La Deuxième Guerre mondiale donna l'impulsion décisive pour hâter l'assemblage des éléments constitutifs de la mégamachine, qui étaient encore dispersés. En effet, l'automatisme et l'absolutisme qui sont essentiels à la mégamachine, sont précisément les caractéristiques de toute organisation militaire. La guerre est donc la condition idéale pour assembler la mégamachine, et l'état de guerre permanent le plus sûr moyen de maintenir ensemble ses composantes autrement autonomes.

Dès le début de la guerre, tous les domaines de la routine quotidienne ont été placés sous contrôle étatique: conscription industrielle et militaire. Le développement de trusts, de cartels, de monopoles qui avait eu lieu dans les industries, les avait équipés pour une production centralisée sous contrôle gouvernemental.

Ce furent les conditions sous lesquelles fut construite la bombe A, qui constituèrent un moment crucial dans la renaissance de la mégamachine sous sa forme moderne. L'entreprise a nécessité une mobilisation de ressources matérielles et scientifiques sans précédent, effectuée sous contrôle centralisé et sous le sceau du secret. Réalisant un réacteur puis une bombe, elle a produit, composante importante de la mégamachine moderne, le type

d'énergie la caractérisant, soit l'énergie nucléaire. Une fois passée l'urgence militaire, les institutions industrielles et scientifiques indépendantes ont été intégrées dans un processus totalitaire, au lieu d'être démontées. Le système de contrôle s'est étendu au-delà du secteur militaire, à d'autres domaines reliés à l'amalgame original "industriel, militaire, scientifique", auquel s'est ajouté l'establishment éducatif et bureaucratique.

Dans le processus de constitution de la mégamachine moderne comme dans l'implosion des éléments d'où était sortie la civilisation, les facteurs qui accroissent la productivité, accroissent aussi les forces destructives, aujourd'hui pouvoir de destruction absolu. Puissance, vitesse et contrôle comme caractéristiques des monarques absolus, sont dans la mégamachine moderne, débarrassés de leurs limitations grâce aux facilités en matière de transport et de communication. De plus la mégamachine moderne a partiellement surmonté la nécessité de coercition ouverte en y substituant des récompenses apparentes sous la forme de consommation de masse, permettant la jouissance de biens et de loisirs autrefois réservés à la seule élite.

Dans l'explication de Mumford de la société moderne, la technique occupe la place d'une composante importante, mais dont l'importance est relativisée par les autres composantes.

Richard J. Barnet

Richard J. Barnet a occupé diverses charges au sein d'institutions américaines étatiques ou autres, notamment dans la Arms Control & Disarmament Agency et au sein de la défense. Il s'est beaucoup intéressé à la politique extérieure américaine et aux relations entre les Etats-Unis et d'autres puissances, notamment avec les pays de l'OTAN et avec l'URSS. Cependant dans Roots of War, il situe les racines de l'état de guerre permanent beaucoup plus à l'intérieur de la société américaine, que dans une menace extérieure. Il attache de l'importance surtout aux facteurs institutionnels et à l'interaction entre les institutions.

Pour lui, l'état de guerre permanent et l'expansionisme américain ont reçu une impulsion importante au moment de la Deuxième Guerre mondiale qui a transformé la forme d'organisation et l'échelle de grandeur des diverses institutions étatiques, industrielles et militaires qui se sont développées pour répondre aux urgences de la guerre. Les groupes d'intérêts qui s'étaient constituées autour de ces institutions ont agi dans le sens du maintien de ces institutions et de leur orientation militaire, bien que la guerre fût terminée.

Ainsi d'après Barnet, la guerre froide serait explicable à partir de facteurs internes de la société américaine plutôt qu'en termes d'intérêts étatiques. Il regardera donc le mode de fonctionnement des diverses institutions et comment elles se renforcent mutuellement.

Au niveau de la diplomatie, Barnet constate que depuis la doctrine Monroe (1823) et jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, la diplomatie américaine sur la scène européenne se limitait plutôt à des postes honorifiques ou à quelques liens économiques ou commerciaux. Les diplomates n'étaient pas préparés à la pratique de la politique internationale. Comme la diplomatie américaine s'est surtout développée sous l'impulsion de la guerre, le vacuum politique fut rempli par le militaire. Ce sont les militaires qui ont fourni le cadre conceptuel en matière de politique étrangère, et ce sera sur ses aspects militaires que l'accent sera mis par la suite.

La bureaucratie militaire qui s'est développée durant la guerre s'est constituée en groupe d'intérêt désireux de se maintenir. Les institutions mises en place à cette même époque, ont été incorporées de façon permanente dans l'appareil de sécurité nationale.

Les gestionnaires de la sécurité nationale proviennent originalement de divers secteurs. Ils sont avocats, banquiers, industriels, et transposent en politique internationale les comportements de leurs professions, selon une logique bureaucratique et technique. Les méthodes et le mode de fonctionnement bureaucratique basés sur la rapidité, l'efficacité, la généralité, la quantification, le statu quo, aboutissent au manichéisme et au réductionisme en matière de compréhension de la politique internationale, et à une vision de la guerre comme performance technique.

Les caractéristiques bureaucratiques - hiérarchie, stabilité, schèmes répétitifs et éprouvés - y ont donc une valeur de vertu, et la "libération du monde" est conçue en termes d'implantation technique américaine. Pour le bureaucrate carriériste, la promotion de positions politiques fermes et la production d'analyses factuelles, quantitatives, générales, sont les outils de son avancement. Un tel type d'analyse ne favorisera cependant pas les remises en question, l'approfondissement de problèmes ou la réflexion.

Le bureaucrate de la sécurité nationale conçoit la politique internationale comme un jeu où il s'agit de gagner ou du moins de perdre le moins d'influence possible, en utilisant la technologie d'intimidation. La conception de la nature humaine repose sur une simplification behaviouriste: l'intervention militaire y devient un "renforcement négatif" face aux comportements non souhaitables, et le compromis équivaut à une retraite et un "renforcement positif". Une telle vision de la politique internationale et de la nature humaine ne laisse que peu de place pour les solutions non militaires.

Les institutions de la sécurité nationale véhiculent une vision du monde héritée de la guerre, où la sécurité est conçue en termes de domination par l'armement.

L'élite de la sécurité nationale de l'après-guerre démontre une cohésion, une persistance qu'on ne retrouve ni auparavant, ni dans d'autres secteurs. Elle est constituée d'un nombre restreint de personnes qui se retrouvent alternativement dans les différentes institutions liées à la sécurité

nationale. Au sein de cette bureaucratie, l'éventail des opinions est assez restreint et les bureaucrates ont intérêt à ne pas trop s'en éloigner sous peine de perdre leur crédibilité.

Ainsi la fermeture des institutions de la sécurité nationale, l'homogénéité des opinions de ses gestionnaires, leur vision du monde, le mode de fonctionnement et les méthodes bureaucratiques entraînent la rigidité des réponses et le manque d'imagination.

Les décisions des bureaucrates peuvent être comprises par les luttes bureaucratiques internes qui ont leur propre logique et lois et qui perdent contact avec ce pour quoi elles ont été créées.

Le maintien et le développement après la fin des hostilités de groupes d'intérêt constitués durant la guerre, de même que l'orientation militariste de ces groupes se vérifiera aussi dans d'autres institutions. C'est le cas notamment de l'industrie.

Il y a consensus parmi les industriels, les banquiers et les leaders de la politique américaine sur une certaine identité d'intérêt entre les domaines économique, stratégique et politique; notamment que l'expansion économique sans limite est la clé de la survie des entreprises et aussi la condition de la prospérité intérieure. Cela exige un contrôle important des ressources critiques par les corporations. C'est donc la responsabilité gouvernementale de maintenir à l'étranger des conditions favorables aux investissements américains.

L'industrie bénéficie de la promotion de politiques économiques expansionistes. Elle bénéficie des plans d'aide économique et/ou militaire protégeant les avoirs et les marchés américains à l'étranger. Certaines régions et industries bénéficient de façon particulière de l'expansion des dépenses militaires qui se sont surtout accrues avec la guerre de Corée pour ensuite prendre la forme d'un véritable "keynesianisme" militaire à l'ère Kennedy. La bureaucratie de la sécurité nationale et les corporations se renforcent mutuellement.

Cependant il peut aussi y avoir des divergences entre les intérêts des corporations et les intérêts étatiques, et des divergences entre les intérêts des industries particulières.

De l'avis de Barnet, l'expansionisme américain relève davantage d'une volonté politique que d'une nécessité économique. Il ne nie pas la dépendance de l'économie américaine de l'extérieur pour l'approvisionnement en ressources critiques, mais ne croit pas que la prise de pouvoir par un mouvement révolutionnaire ou nationaliste empêche l'accès à ces ressources ou le maintien de liens commerciaux. Cela ne ferait que diminuer quelque peu les profits et le contrôle des entreprises.

L'élément technique est absent de l'analyse de Barnet. La guerre froide n'est pas non plus le fait d'intérêts strictement étatiques mais prend racine dans la structure même des institutions étatiques, industrielles et

militaires américaines et dans le réseau très cohérent qu'elles forment en se renforçant mutuellement.

George F. Kennan

George F. Kennan accorde une importance primordiale au facteur politique, au point d'adopter une attitude carrément volontariste. D'autre part, il émet parfois l'idée que l'accumulation d'armes d'abord conçue comme un moyen tend à devenir une fin en soi qui se détache des différends politiques qui l'ont inspirée. Il ne cherche cependant pas à expliquer ce qui demeure un simple constat.

Kennan a d'abord été connu pour avoir posé la nécessité d'élaborer une politique d'endiguement face à l'URSS, dans le désormais célèbre "long télégramme" de Mr. X. * Par contre, il se méfiait d'une politique de défense fondée sur l'arme nucléaire et d'un sur-engagement militaire. Pour lui, l'arme nucléaire est tout à fait inapte à servir un objectif politique quelconque ou pour assurer la défense. Il semble croire qu'il suffirait simplement de reconnaître ces faits et de prendre des décisions politiques en conséquence, pour stopper la course aux armements.

*Rapport envoyé en février 1946 à l'administration américaine, et publié dans le Foreign Affairs de juillet 1947, avec l'autorisation du Département d'Etat. (Kennan, 1983, p. 22.)

De même, il semble penser qu'une fois dispersées les perceptions erronées sur l'URSS et les attentes irréalistes envers elle, il serait possible d'user de bon sens et de bonne volonté politiques pour tenter d'améliorer les relations américano-soviétiques. Ainsi, la course aux armements et les relations américano-soviétiques sont pour Kennan entièrement soumises aux déterminations et à la bonne volonté politique. Comme les choix politiques se fondent selon lui sur l'incompréhension, plusieurs de ses articles rassemblés dans Le mirage nucléaire, sont consacrés à remettre en perspective la société soviétique et les relations qu'il est possible d'espérer avec elle.

D'après lui, l'opinion américaine face à la Russie a été marquée par l'incompréhension dès l'époque des tsars. Avant la première guerre mondiale, l'opinion est centrée sur le sort réservé aux juifs, négligeant de ce fait les aspects profonds de la crise progressive de la société russe.

Les Etats-Unis ont en outre eu tort d'alimenter les craintes d'une expansion soviétique en accordant trop de crédit à l'engagement soviétique envers la révolution mondiale.

En 1917, l'imminence d'une révolution mondiale ne devait pas être comprise comme le fait d'une conquête armée, mais d'une transformation qui prenait forme sur des empires en train de s'écrouler. D'ailleurs, dès 1921, l'imminence de la révolution semblait moins assurée aux dirigeants révolutionnaires, et la priorité allait à la préservation et au développement du communisme en Russie. Si l'idéologie continue à jouer un rôle dans le

discours et les actes des dirigeants soviétiques, leur souci primordial c'est le maintien de leur pouvoir et la sécurité du pays.

Durant les deux Guerres mondiales, l'URSS sera considérée à partir de son implication dans la guerre contre l'Allemagne. La collaboration qui avait eu lieu durant la Deuxième Guerre mondiale entre l'URSS et les Alliés avait suscité des espoirs irréalistes quant à sa poursuite après la fin des hostilités. Or il s'agissait plutôt de reconnaître par des accords, les sphères d'influence américaine et soviétique, fondées sur les avances des armées. Il fallait aussi redonner de la vigueur à l'Europe occidentale pour endiguer l'URSS. En ce sens le Plan Marshall convenait parfaitement.

Il aurait été alors possible de discuter du retrait des armées pour permettre la démilitarisation et la neutralisation de l'Allemagne. Mais c'est à ce moment que selon Kennan, l'Europe occidentale céda à la panique militaire devant les troupes soviétiques qui ne démobilisaient pas suffisamment. Dans ces circonstances, l'OTAN fut mis sur pied, exprimant l'abandon de l'idée d'une solution négociée. Alors même qu'on aurait dû faire un effort supplémentaire pour placer le nucléaire sous contrôle international, on choisit l'option contraire. L'emprise de la rivalité militaire se faisait de plus en plus forte, alimentée par les événements: bombe A soviétique, guerre de Corée, réarmement de l'Allemagne, etc.

Cette militarisation empêchera les dirigeants américains de comprendre les possibilités d'amélioration des relations américano-soviétiques et de

ralentissement de la compétition militaire. offertes à l'ère Khrouchtchev.

La course au contraire, sera accélérée.

Un autre méprise sur les intentions soviétiques concernera la portée et les limites de la Détente. Elle ne signifiait nullement que l'URSS ait eu l'intention de modifier sa politique intérieure ou extérieure, notamment face au Tiers-monde.

D'ailleurs, d'après Kennan, les Etats-Unis devraient plutôt chercher à établir leurs relations avec l'URSS sur la base de ce qu'elle est, sans tenter de la transformer ou d'infléchir sa politique.

A partir de 1973, une dimension de plus en plus militaire est donnée aux relations américano-soviétiques qui culminera avec l'administration Reagan.

Les état-majors justifieront leur position en invoquant l'idée que le rythme et l'ampleur du développement des forces armées soviétiques ne peuvent s'expliquer par des motifs uniquement défensifs, et sont par conséquent dictés par des motifs offensifs.

Ces positions alarmistes semblent supposer que les dirigeants soviétiques sont une élite jouissant d'une obéissance aveugle et ont pour unique préoccupation la destruction des Etats-Unis. Elles oublient que les dirigeants ont à tenir compte d'une série de contraintes internes et de limitations externes.

Les dirigeants ont à tenir compte d'une bureaucratie très stable, c'est-à-dire difficile d'accès, qui demande par conséquent à être ménagée. De plus le développement économique retient prioritairement leur attention. Les dirigeants doivent en outre assurer le maintien de leur pouvoir face aux dissidents, aux nationalismes des peuples non-russes d'Union soviétique et à ceux des satellites, qui pèseraient plus lourd en temps de guerre. L'URSS a de plus intérêt à éviter tout conflit important qui en déstabilisant l'équilibre géopolitique ne garantirait aucunement les résultats, que ce soit en Europe, au Moyen-Orient ou en Asie.

Kennan déplore la militarisation des relations américano-soviétiques. A force de ne penser et de n'agir qu'en fonction de ses aspects militaires, faisant constamment de la force des armes l'ultime arbitrage, on finit par ignorer les autres solutions, par paralyser les efforts politiques.

L'évaluation des forces militaires l'emporte sur l'évaluation des intentions. L'adversaire devient menaçant non à cause de raisons politiques cohérentes, mais parce qu'il a la capacité de détruire. La rivalité militaire crée l'illusion d'un total conflit d'intérêt.

Quant à l'arme nucléaire, elle est si destructrice qu'elle en perd sa nature d'arme. Elle est tout à fait impropre comme sanction. Elle ne peut servir aucun objectif normal d'une politique nationale. Aucune des puissances n'a les moyens de faire progresser ses intérêts par une guerre nucléaire. L'arme

nucléaire ne peut constituer une défense face à elle-même et sa prolifération aggrave le problème auquel elle est sensée répondre.

Ainsi pour Kennan, la course aux armements nucléaires dépend de décisions politiques lesquelles se fondent sur de mauvaises interprétations. Il s'agit donc de rectifier ces interprétations pour prendre la décision de stopper la course. S'il relève parfois le fait que la course aux armements nucléaires semble devenir une fin en soi, il ne le fait que sous forme de constat, sans vraiment en pousser l'explication.

David Horowitz

David Horowitz qui se situe dans la tendance révisionniste américaine, conçoit lui aussi la course aux armements nucléaires comme un des éléments parmi d'autres faisant partie des relations diplomatiques, donc déterminée par des rapports politiques. Dans l'analyse qu'il fait des relations américano-soviétiques dans De Yalta au Viêt-nam, la guerre froide est pour une large part attribuable à la mauvaise volonté américaine de reconnaître l'URSS en tant que grande puissance et à la croyance que la supériorité militaire américaine est traduisible en suprématie politique.

Les termes des enjeux de l'après-guerre avaient été posés dès Yalta, à savoir si les frontières militaires sur le continent européen deviendraient politiques. De toutes façons l'évacuation militaire de l'Europe équivaldrait à une modification de l'équilibre du pouvoir. Les Soviétiques s'apprétaient donc à demander le prix fort pour leur retrait.

Par contre la politique américaine se fondait sur l'idée que du fait que les Etats-Unis étaient les plus forts, il ne leur était pas nécessaire de négocier, d'autant plus que les dirigeants américains croyaient à l'effondrement imminent de l'URSS. Cette puissance était selon leur idée fondée sur leur puissance économique et sur l'arme nucléaire dont ils étaient les seuls possesseurs. Ils voulaient par conséquent garder le contrôle exclusif de l'atome et conclure vite un accord avant que l'URSS n'ait acquis la bombe. De là l'adoption de la ligne dure et de la confrontation.

La bombe A soviétique n'a cependant en rien modifié la diplomatie américaine de l'ultimatum. Le réarmement massif est décidé, résultat d'une stratégie faisant suite au document NSC-68 deux mois avant l'invasion de la Corée. On comprend mieux le rôle du réarmement si on considère la création de l'OTAN en 1949, non comme endiguement terrestre en Europe, mais comme une façon d'impliquer la force nucléaire américaine. L'OTAN renforçait la menace nucléaire qui visait à forcer l'URSS à accepter les conditions occidentales: libération des pays satellites et réunification de l'Allemagne. L'intention américaine n'était donc pas de négocier mais de créer une situation de force qui devait traduire la supériorité économique et militaire, en suprématie politique.

De même les Etats-Unis n'ont jamais eu l'intention de négocier le contrôle international de l'atome. Ils voulaient au contraire en conserver le monopole pour imposer leur suprématie. Ils ne reconnaissaient pas la puissance militaire que l'URSS avait acquise.

Alors que l'URSS se rapproche selon Horowitz, d'une certaine parité, elle tente d'imposer la coexistence à l'Ouest. La détente résulterait ainsi non de la mort de Staline, mais de la parité nucléaire.

Les Etats-Unis ne voient aucune perspective de paix, sans l'effondrement de l'URSS. Mais l'effondrement attendu n'a pas eu lieu. Au contraire l'URSS s'est fortifiée face à l'endiguement et s'est montrée viable et concurrentielle. L'interprétation que les Américains se font de la victoire comme débâcle du pouvoir soviétique et leadership américain incontesté sur la base de leur supériorité nucléaire, marque une faiblesse conceptuelle. Il en aura résulté que la diplomatie fut mise en veilleuse pendant près de douze ans.

La politique extérieure américaine axée sur l'endiguement empêche la diplomatie de fonctionner et s'appuie sur l'édification de la force militaire. La diplomatie est menée de façon telle que les offres américaines soient inacceptables. L'acquisition d'armement nucléaire par l'URSS n'a pas conduit les Etats-Unis au désengagement militaire. La pensée de la guerre froide est en place et pose l'URSS en ennemie absolue. En effet, confier sa sécurité à une arme absolue n'est acceptable que si l'adversaire est "absolu", c'est-à-dire qu'aucune forme de dialogue n'est possible. Dès lors, on suppose que l'URSS attaquera immédiatement dès qu'elle aura atteint la supériorité.

Certains éléments de la politique américaine qui seront officialisés sous Kennedy ont commencé à prendre place avant son arrivée au pouvoir. Alors que l'URSS développe peu à peu une force nucléaire, les Américains développent deux stratégies militaires concurrentielles: la stratégie contre-force qui vise des objectifs militaires, et la stratégie contre valeur. Elles ont des conséquences politiques. La stratégie contre-villes suppose l'équilibre de la terreur et la nécessité de négocier, tandis que la stratégie contre-force dépend du progrès technique et exige une course sans fin. Ce fut cette dernière qui fut adoptée comme solution à la récession de 1958.. On maintient donc la position adoptée précédemment, soit la création d'une situation de force s'appuyant sur la capacité militaire.

L'URSS avait adopté une position de dissuasion minimale. La seule défense contre une attaque américaine contre-force était donc le secret de l'emplacement des bases nucléaires. Le survol des U-2 américains au-dessus du territoire soviétique prend donc une dimension nouvelle. Il pouvait sembler que les Etats-Unis préparaient une force de première frappe. La position de dissuasion minimale devint insoutenable pour les dirigeants soviétiques.

Du côté américain, il n'y a aucune réévaluation de la situation qui ne fût liée aux dogmes de la guerre froide. Dans le cas du Viêt-nam, l'administration Kennedy adoptera la ligne de l'engagement militaire face à un régime en train de crouler.

Bien que les Etats-Unis aient détenu la supériorité militaire, l'administration Kennedy décida d'augmenter les budgets militaires, de moderniser les forces conventionnelles et les capacités stratégiques. Les Etats-Unis manifestent leur intention de ne rien céder en Allemagne de l'Ouest, notamment à Berlin. On agit toujours comme si la supériorité en matière de missiles pouvait se traduire en pouvoir politique décisif. D'ailleurs la réaction à l'installation des missiles à Cuba répondait plus à une remise en question de l'équilibre politique du pouvoir, lequel est aussi une question d'apparence, de prestige, qu'à une remise en question de l'équilibre nucléaire global. En fait selon Horowitz, les Etats-Unis étaient à la recherche d'une telle crise qui, si elle était bien surmontée, donnerait une crédibilité accrue à la volonté américaine de défendre ses intérêts. De ces quelques exemples tirés de l'analyse que Horowitz fait des relations américano-soviétiques, il ressort que la course aux armements et la guerre froide sont dans son cas aussi, interprétables en termes d'intérêts et de décisions politiques. Alors que pour Kennan il s'agissait de reconnaître le fait que l'arme nucléaire était inapte à servir un objectif politique ou militaire quelconque, chez Horowitz, l'armement nucléaire constitue au contraire, l'instrument par lequel les Etats-Unis poursuivent leur politique de supériorité.

Jacques Lévesque

Jacques Lévesque est un politologue d'origine québécoise qui s'intéresse au monde communiste et qui a fait plusieurs séjours d'études en URSS, en Europe de l'Est et en Chine. Dans l'URSS et sa politique internationale

de 1917 à nos jours (publié en 1980). la rivalité militaire entre les Etats-Unis et l'URSS et la compétition technique qu'elle implique, seront traitées comme une donnée parmi d'autres de la politique internationale. c'est-à-dire comme si elle était influencée par les mêmes forces politiques. La course aux armements occupe dans l'analyse de Lévesque la place que lui donne une crise ou un événement politiques importants, telles la menace d'utiliser des armes nucléaires lors de la crise de Suez ou la crise des missiles à Cuba, mais sans bénéficier d'une analyse spécifique quant à un dynamisme autre que politique.

Lévesque cherchera à comprendre la politique extérieure soviétique d'après l'interprétation que se font les dirigeants soviétiques de la politique internationale, élaborée à partir de l'héritage politique et intellectuel marxiste. De ce fait, Lévesque analyse les rapports de l'URSS non seulement avec les Etats mais aussi avec le communisme international.

Il regarde surtout l'interaction entre la théorie et la pratique dans l'évolution de la vision soviétique du monde et la détermination de la politique extérieure. Si l'implication soviétique dans les événements mondiaux est déchiffrable en termes d'intérêts étatiques traditionnels, l'internationalisme marxiste avec ses réinterprétations et ses mutations, confère son originalité à la politique internationale soviétique par rapport à celle des puissances traditionnelles. Les dirigeants soviétiques ont

recours à l'analyse des rapports de classe et des structures économiques des pays étrangers pour guider leur politique extérieure ou la justifier. Elle se situe par rapport à ce qui est sensé promouvoir la révolution mondiale. Mais l'analyse soviétique a fait glisser le moteur principal de la lutte des classes aux rôles et aux politiques des Etats. La théorie oscille au gré de la conjoncture internationale et évolue en fonction de la position de l'URSS dans le monde, d'abord révolution menacée, Etat isolé, puis super-puissance.

Dès les lendemains de la révolution d'Octobre, la politique internationale était fondamentalement importante pour les dirigeants bolchéviques, du fait qu'ils ne considéraient la révolution russe viable que par son expansion à brève échéance dans les pays industriels avancés. L'expansion de la révolution fournirait la base ouvrière et industrielle nécessaire au développement socialiste de l'économie, base qui était déficiente en Russie. Elle réglerait en outre le problème de la défense du premier Etat socialiste face à l'extérieur. Entre 1918 et 1921, la politique extérieure soviétique est tendue vers l'expansion de la révolution.

Mais l'absence de fait de cette expansion, la situation économique catastrophique, la préservation et la consolidation de l'URSS dans un environnement hostile nécessitèrent quelques compromis. Avec le contrôle et la main-mise de Staline sur l'appareil du Parti, ces compromis prirent la forme d'une prudence systématique qui doublée d'une évaluation conservatrice des possibilités révolutionnaires aboutirent à la formule du "socialisme dans un seul pays".

L'URSS prônera tantôt des positions frontistes, tantôt la polarisation des positions, selon les interprétations vraies ou fausses de la conjoncture et des intérêts étatiques. Ainsi, l'approche "classe contre classe", négligeant toute distinction entre forces progressistes et réactionnaires sera confortée par le crash de 29, mais l'arrivée au pouvoir des nazis en Allemagne forcera une révision qui aboutira au "Front populaire".

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'URSS cherche à se constituer un glacis militaire en Europe de l'Est. Staline semble raisonner en termes de sphères d'influence, de rapports entre Etats où les capacités des PC se confondent avec celles de l'URSS. Divers événements conduiront à une polarisation des rapports de forces en Europe orientale qui s'exprimera par l'application du plan Marshall par les Etats-Unis, ce à quoi l'URSS répondra par la création de Kominform. Il visait à consolider les acquis de l'URSS dans sa sphère d'influence et se basait sur la vision d'une polarisation du monde irréversible.

Le monopole nucléaire américain ne fait l'objet que d'une simple mention de la part de Lévesque en tant qu'un des éléments du rapport de force entre les Etats-Unis et l'URSS.

De grands réajustements de la politique soviétique eurent lieu après la mort de Staline, notamment lors du XXIème Congrès de PCUS en 1956, aussi bien dans la politique intérieure de l'URSS, qu'en matière des relations avec les pays socialistes, les pays occidentaux et le Tiers-monde.

La thèse qui voulait que la guerre soit inévitable parce que relevant de la nature même de l'impérialisme, est remise en cause sur la base de l'idée que le camp socialiste s'était suffisamment renforcé pour dissuader l'impérialisme de recourir à la guerre. Cette force résidait partiellement dans l'acquisition de la bombe nucléaire par l'URSS. La position Khrouchtchévienne était que l'arme nucléaire avait fondamentalement modifié les données de la violence dans les relations internationales, d'où la nécessité de coexistence pacifique. Mais ces modifications de politiques procèdent surtout de la volonté de trouver des exutoires à une situation gelée.

Dans le Tiers-monde, le neutralisme des pays nouvellement indépendants autrefois jugé factice, semble ouvrir la voie à des succès diplomatiques alors que le processus de décolonisation s'accélère durant les décennies 1950 et 1960.

Durant les années 1960, l'URSS se basera de plus en plus sur des critères de politique extérieure, de politique économique et d'orientation "progressiste" des dirigeants des pays auxquels elle accorde son soutien, plutôt que sur la classe ayant la direction politique de l'Etat. L'URSS compte plus sur l'évolution des dirigeants en place que sur le processus révolutionnaire de la base, croyant que le cas cubain exprimait une tendance générale.

L'entrée de Cuba dans le camp socialiste entraînait de nouvelles responsabilités de défense pour l'URSS dans une zone géographiquement

éloignée de son territoire, mais située près des côtes américaines.

L'abandon par les Etats-Unis de la stratégie des représailles massives au profit de celle de la riposte graduée remettait en cause le danger de conflit global sur lequel l'URSS pensait pouvoir fonder sa capacité d'empêcher les Etats Unis d'exporter la contre-révolution. En outre, l'URSS ne disposait pas de force d'intervention locale. Elle choisit alors d'installer ses missiles à Cuba comme élément dissuasif. La crise qui s'ensuivit se solda par le retrait contraint des missiles.

Dans ces interprétations, Lévesque cherche à comprendre la politique extérieure soviétique à partir de l'évaluation qui se fonde sur l'héritage intellectuel et politique marxiste. Les événements relevant de la course aux armements y figurent au même titre que les autres événements politiques et sont analysés dans les mêmes termes, sans recourir à une dynamique autre que politique.

B. PROBLEMATIQUE ANALYTIQUE ET METHODOLOGIE

1. Problématique analytique

Chez les auteurs que je viens d'analyser, on aura vu tantôt le facteur technique, tantôt les intérêts politiques prendre la place de facteur important, principal ou déterminant dans l'interprétation des phénomènes sociaux.

Dans cette analyse des liens entre les aspects politiques et technico-militaires à l'ère nucléaire, j'émetts l'hypothèse que l'impulsion de la course aux armements nucléaires provient de l'affrontement entre deux puissances mondiales dominantes et concurrentes, qui constituent de surcroît des systèmes politiques, économiques et idéologiques rivaux.

Cette rivalité politique se poursuit sur le plan militaire. La recherche de suprématie militaire entre puissances rivales n'est pas un phénomène nouveau, cependant elle se poursuit dans un contexte technique qui a produit le nucléaire. Ce contexte se caractérise par l'accélération de l'évolution technologique qui trouve son pendant au niveau de l'évolution de la technologie militaire. L'innovation militaire, l'exploitation militaire de la connaissance scientifique ont été institutionnalisées et systématisées chez les deux grandes puissances, sous l'impulsion de la compétition politico-militaire; mais cette institutionnalisation et systématisation entraînent l'exploitation rapide et à grande échelle des progrès technologiques militaires, ce qui conduit à l'accélération de la course.

L'énergie nucléaire a de plus élevé les plafonds destructifs dans une proportion telle que ce type d'armement est concrètement inutilisable pour aucun objectif politique ou militaire. Ceci se traduit par les tentatives de remilitariser l'atome par le développement d'armes nucléaires plus précises, donc théoriquement destinées à des cibles exclusivement militaires, et donne à la rivalité politique et militaire la forme qu'elle a, soit l'utilisation

hypothétique de l'arme nucléaire que ce soit sous forme de menace ou de plans de guerre nucléaire.

2. Méthodologie

La problématique se situe donc par rapport à deux aspects : technico-militaire et politique. Afin de regarder comment ces aspects s'articulent, interagissent à l'ère nucléaire, j'ai procédé en trois étapes.

Un chapitre retrace l'évolution des rapports de forces militaires quantitatifs et, qualitatifs ou techniques, de même que l'évolution des stratégies qui y sont liées. Ceci permet d'identifier les principaux tournants du rapport de forces militaires, dont la marche et les percées technologiques les plus marquantes. La revue des stratégies, modes d'emploi des armes, met en relief le rôle de la technique dans la conduite de la guerre, même si celle-ci est menée abstraitement.

Le chapitre suivant est consacré à l'évolution des relations américano-soviétiques dans le cadre du rapport de forces au niveau du système politique international. Ceci permet de relever les moments marquants de la guerre froide, les tensions, les conflits qui modifient ou remettent en cause le rapport de forces au niveau du système politique international.

Ayant ainsi identifié ces "moments forts" dans les deux domaines technico-militaire et politique, je procède à leur mise en relation afin de voir

comment ces aspects interagissent. Cette dernière étape constitue le dernier chapitre et à proprement parler le chapitre analytique de la thèse.

La période analysée s'étend de 1945 à 1983. La première date correspond au début de l'ère nucléaire militaire, aussi bien qu'à l'émergence d'un nouveau rapport de forces au niveau international suite à la Deuxième Guerre mondiale. La seconde date correspond au début du déploiement des euro-missiles et à l'abandon officiel de l'idée que l'espace ne devait pas devenir un champ de bataille*, par l'annonce en mars 1983, de l'IDS (Initiative de défense stratégique) ou "guerre des étoiles". Le projet de l'IDS sera brièvement évoqué, mais je ne procéderai pas à une analyse détaillée du projet dans cette étude, car il marque le début de nouveaux débats et développement.

Analyse de l'aspect technico-militaire

La course aux armements nucléaires est marquée par des innovations technologiques qui ont été nombreuses depuis la fin de la Deuxième Guerre

*Ce qui ne signifie nullement que l'espace ne soit pas déjà militarisé. Depuis Spoutnik en 1957 à 1986, quelques 2100 satellites militaires sont allés s'y promener (Keegan, J., Wheatcroft, A., 1986, p. 147).

mondiale, depuis que l'exploitation militaire de la science a été institutionnalisée pour se poursuivre même en temps de paix. Il aurait été fastidieux et par ailleurs inutile pour le propos de cette thèse de vouloir en constituer une liste complète. Je n'ai donc retenu que les innovations qui m'apparaissaient le plus déstabilisatrices au point de vue du rapport des forces militaires, donnant du moins théoriquement, une capacité de première frappe.

L'avance technologique n'est qu'un des aspects du rapport des forces militaires. Elle est bien sûr considérée en relation avec l'autre aspect qui est quantitatif.

Les rapports de forces militaires sont vus de façon très globale et plutôt schématique, car elles sont souvent l'objet de controverses qui se posent par ailleurs concrètement quand il s'agit de procéder à l'évaluation des forces existantes ou d'arriver à une entente sur l'équivalence militaire lors de négociations. J'ai donc plutôt retenu les moments où une modification a pu être constatée avec évidence, telle l'accélération de la course durant la décennie soixante ou la parité en matière d'ICBM (intercontinental ballistic missile: missile balistique intercontinental) atteinte par l'URSS vers la fin de la même décennie.

Les innovations technologiques militaires nucléaires impliquent évidemment des modifications en termes de stratégies nucléaires constituant en quelque sorte leur mode d'emploi. Ainsi le développement de capacités "anti-force" visant des cibles militaires, va de pair avec l'accroissement de la précision

du tir. De même, la destructivité de l'arme nucléaire et l'imprécision des premiers vecteurs dictaient leur utilisation contre des centres urbains et industriels.

J'ai donc regardé en quoi ont consisté les stratégies nucléaires successives, américaines et soviétiques, marquant des points tournants dans la modification des rapports de forces militaires considérées sous leurs deux aspects quantitatifs et qualitatifs.

Analyse de l'aspect politique

Les relations américano-soviétiques sont analysées à partir des moments marquants de la guerre froide ou de la détente, de crises ou de tensions internationales ou de réorientations majeures dans les faits et/ou les discours de la politique extérieure de l'un ou l'autre des pays.

Guerre froide et détente ne sont pas nécessairement équivalentes à présence ou absence de tensions internationales. La détente n'exclut ni la rivalité, ni même l'affrontement. Le minage du port de Haiphong au Viêt-nam représentant une recrudescence des hostilités, n'a pas empêché l'URSS d'accueillir Nixon à Moscou à peine deux semaines plus tard. Plutôt que conflit en soi, la guerre froide en est une des modalités dont l'autre est la détente, selon le maintien ou non d'un certain "dialogue" ou d'un certain ton dans le discours.

Les tensions et les crises correspondent souvent à une intervention militaire ou à un conflit armé mené conventionnellement, impliquant les grandes puissances par sociétés interposées ou une d'entre elles directement. Plus généralement, elles remettent en cause l'influence d'une des grandes puissances dans une certaine zone, ou sont pour l'une d'elles l'occasion de l'accroître.

L'analyse de ces moments marquants ou de crise m'a semblé être un moyen de choix pour tenter de dégager les facteurs et les forces qui entrent en jeu dans l'affrontement américano-soviétique, alors que ces facteurs et forces agissent de façon exacerbée. Ces moments critiques constituent aussi dans bien des cas, des points charnières où se révèlent les limites d'une politique ou d'une stratégie, lesquelles seront prises en considération par les grandes puissances, qui à partir de là réorienteront leur politique ou stratégie.

Sources utilisées

Dans ce travail, j'utilise essentiellement une documentation secondaire. Elle se divise principalement en deux types d'ouvrages correspondant aux deux termes de la perspective à partir de laquelle j'aborde la course aux armements. Premièrement les documents concernant les aspects techniques et militaires de la question et d'autres ouvrages qui traitent des relations américano-soviétiques ou de l'histoire mondiale après la Deuxième Guerre mondiale.

CHAPITRE II

EVOLUTION DES RAPPORTS DE FORCES ET DES STRATEGIES NUCLEAIRES

L'objectif de ce chapitre est double. Au niveau de la problématique générale (c'est-à-dire des liens entre d'une part, l'évolution de la technologie militaire nucléaire et des stratégies qui y sont liées et d'autre part, l'évolution des relations américano-soviétiques comprises dans le cadre du rapport de forces au niveau du système politique international), il situe le décor militaire de la scène politique. Il regarde comment évolue quantitativement et qualitativement ou technologiquement, le rapport des forces militaires nucléaires afin de pouvoir le mettre en relation avec l'évolution du rapport des forces politiques, dans le but de déterminer quelle est l'interaction du militaire et du politique à l'ère nucléaire.

Un second objectif se situe aussi strictement au niveau du terme militaire de la problématique. Je m'explique. L'impulsion de la course aux armements nucléaires vient de l'affrontement entre deux puissances dominantes et concurrentes mondialement, et dont les systèmes économiques, politiques et idéologiques sont de plus rivaux. Mais tant que cette concurrence et cette rivalité demeurent, et dans la mesure où les adversaires ont les ressources pour la soutenir, la course s'alimente aussi en elle-même, ne serait-ce que du simple fait qu'aucune des deux puissances ne semble vouloir se laisser distancer substantiellement.

L'acquisition d'une technique par l'un des protagonistes de la course entraîne l'acquisition de cette même technique par l'autre et/ou les moyens de la contrecarrer. Il faut cependant noter que l'impulsion de cette course a généralement été le fait des Américains, sauf pour les ICBM et les satellites où les Soviétiques ont été les devanciers. Mais la signification de ces primeurs s'atténue quand on sait qu'il n'est question que de quelques mois pour que les Américains eux aussi disposent de ces engins.

La bombe nucléaire américaine est suivie de la bombe nucléaire soviétique à laquelle réplique la bombe à hydrogène américaine elle-même suivie de la bombe à hydrogène soviétique. Les Etats-Unis disposant d'alliés ou de bases militaires près du territoire soviétique développent leurs bombardiers alors que la posture géopolitique de l'URSS la poussera à se tourner vers les ICBM. Les Etats-Unis délaisseront un peu les bombardiers pour se tourner à leur tour vers les ICBM. Ces derniers n'auraient pas été si vulnérables si les satellites de reconnaissance photographiques n'étaient apparus quasi simultanément. Les ICBM seront alors déployés en silos. Pour atteindre les silos, il est nécessaire de disposer de missiles plus précis. Notons que nous nous éloignons ici du simple domaine de la dissuasion, point qui sera discuté plus loin. Les sous-marins armés du SLBM (submarine launched ballistic missile: missile balistique lancé à partir de sous-marin) sont développés parce qu'étant mobiles, ils ne constituent pas des cibles aussi faciles. Les systèmes défensifs quant à eux, s'inscrivent par définition dans un processus d'action-réaction. Ce processus se poursuit par la recherche de moyens de contrer ces systèmes défensifs. Ainsi, le

développement des systèmes ABM (anti-ballistic missile: missile anti-balistique) s'accompagnera du développement de la technologie MIRV (multiple independently targeted reentry vehicle: corps de rentrée à ogives multiples guidées séparément).

Mais le caractère automatique de la course ne découle pas que d'une simple logique d'action-réaction. Il est plutôt lié au fait que la sophistication et la complexité des systèmes d'armement nécessitent une planification à long terme, ce qui a conduit à l'institutionnalisation de l'innovation militaire. Ceci signifie que l'on attend pas qu'un adversaire acquière effectivement une arme pour que l'autre cherche à se la procurer. Les systèmes d'armement ne sont pas une réponse à posteriori, mais une anticipation sur ce que l'on estime être techniquement réalisable par l'adversaire et par soi-même. Ainsi, alors même que la force militaire américaine reposait sur les bombardiers, des recherches se poursuivaient pour le développement des missiles, tributaires de la technologie des V-2 allemands de la Deuxième Guerre mondiale.

Les développements technologiques liés à l'armement nucléaire ont été nombreux depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Accroissant tantôt la vitesse, la précision, la mobilité, chacune d'entre elles rétrécissait la dimension temporelle d'une guerre éventuelle et élargissait sa dimension spatiale. Il ne saurait être question de toutes les passer en revue. Je m'attarderai à celles qui ont eu un impact plus important sur les rapports des forces militaires. Ce sont les innovations les plus déstabilisatrices au point de vue militaire, c'est-à-dire qui donnent, du moins théoriquement, une

capacité de première frappe, et qui modifient le processus politique en raccourcissant le temps de décision. Ce sont bien sûr les armes nucléaires et thermonucléaires comme telles qui ont eu l'impact le plus important, en élevant les plafonds destructifs.

Avant d'entreprendre l'exposé de ce qui constitue l'objet proprement dit de ce chapitre, il convient de préciser quelques technicalités et aussi de faire quelques mises en gardes afin d'éviter les confusions quant à l'interprétation du texte.

Comme on a déjà pu le constater, j'utilise l'acronyme anglais pour désigner les systèmes d'armement. Leur désignation première s'est faite en anglais et a été diversement traduite. De plus, de nombreux ouvrages rédigés en français les utilisent couramment.

Une mise en garde est liée au langage et au raisonnement utilisés par les stratèges nucléaires et à la façon dont on évalue le rapport des forces militaires. Ce langage, raisonnement et ces évaluations appliquent à la guerre nucléaire des catégories et une pensée militaire héritées des guerres classiques qui justement court-circuitent le fait nucléaire, en ignorant les implications du degré de destructivité de ce type d'armes. Ceci conduit à certaines aberrations ou non-sens.

Ainsi, quand on parle de la capacité de "survie" à une attaque nucléaire, il s'agit de celle de la capacité de riposte, sans se soucier si la tarte à la crème dans sa version nucléaire ne serait pas indigeste pour les humains. La

capacité de survie ainsi définie ne semble assurer qu'une chose: que si "l'équilibre de la terreur" est rompu, on ait au moins la consolation de savoir que ce sera un génocide équilibré.

De même, on parle de guerre nucléaire contrôlée, ce qui n'est même plus hérité de la pensée classique: on n'a jamais entendu parler d'une guerre où les adversaires négociaient les coups qu'ils allaient mutuellement se porter, alors que le recours aux armes marque précisément une absence ou une rupture des négociations. Comment les Etats-Unis pourraient-ils contrôler une guerre nucléaire sans en planifier le scénario de concert avec l'URSS? Ceci, alors que même un accord sur la limitation des armements est problématique.

Ou encore, que signifie supériorité militaire alors que les moyens sont si excessifs que même la fin ne parvienne pas à les justifier.

Il est cependant parfois nécessaire d'emprunter ce raisonnement et ce langage pour parler des stratégies nucléaires ou pour évaluer le rapport des forces militaires, dans la mesure où la supériorité militaire est recherchée comme s'il s'agissait d'armes conventionnelles et les stratégies élaborées de même. Mais je crois avoir signifié par ce qui précède, que je n'y adhère pas. Ceci dit, je passe à l'exposé du déroulement de la course aux armements nucléaires et des stratégies qui y sont liées.

A. EVOLUTION DES RAPPORTS DE FORCES MILITAIRES NUCLEAIRES

Monopole nucléaire américain

Après quelques trois années de recherches qui seront connues sous le nom de projet Manhattan, une bombe nucléaire expérimentale éclaire l'aube de ce 16 juillet 1945, qui est aussi celle de l'âge atomique militaire. Le 6 août suivant, les Etats Unis larguent sur Hiroshima une bombe dont la puissance explosive équivaut à 15.000 tonnes de TNT. Elle sera suivie trois jours plus tard d'une seconde bombe d'une puissance équivalente à 22.000 tonnes de TNT, qui sera larguée sur Nagasaki. Les plus grosses bombes utilisées durant la Deuxième Guerre mondiale contenaient environ 2 tonnes de TNT.¹ La destructivité des armes vient donc de changer d'échelle, ceci, même sans considérer les retombées radioactives et les effets à long terme de l'utilisation de ce type d'arme.

Le monopole nucléaire américain marque le début de l'ère nucléaire. Les Etats Unis semblent d'ailleurs fermement s'y accrocher si on en juge d'après le plan sur le contrôle international de l'atome présenté à l'ONU en juin 1946, par Bernard Baruch. Le choix même de ce partisan de l'exploitation de la supériorité nucléaire américaine est révélateur de la mauvaise volonté américaine à négocier le contrôle international de l'atome. Le plan proposait qu'une autorité internationale associée à l'ONU ait la propriété et la gestion exclusive de toute manière fissible et de toute installation nucléaire dans le monde, de même que le contrôle de la recherche et de la production. L'arsenal américain ne devait être détruit qu'une fois le

contrôle international instauré. Ce plan aurait donc eu pour effet de préserver le monopole nucléaire des Etats-Unis, ces derniers possédant déjà le savoir-faire dont le Plan empêcherait le développement dans d'autres pays.²

Les Etats-Unis seront pendant quatre ans, les seuls à posséder des armes nucléaires et les moyens de les larguer, c'est-à-dire les bombardiers. La responsabilité de la guerre stratégique revient donc à l'armée de l'air américaine. La période qui suit la fin de la Deuxième Guerre mondiale et jusqu'en 1955, sera orientée aux Etats-Unis vers le développement et l'expansion des forces militaires en termes de bombes et de bombardiers. Il faut cependant dire que dans l'immédiat après-guerre, les capacités en matière de bombardiers et de bombes nucléaires étaient limitées. En 1946, les bombes n'étaient pas assemblées en conditions normales, elles étaient grosses et pesaient quelque 10.000 livres. C'était plus ou moins des bombes de laboratoire, inutilisables au sens militaire du terme avant 1948. Quant aux B-29 modifiés afin d'être en mesure de transporter des bombes nucléaires, ils se limitaient à une trentaine. Mais avec la guerre froide, l'arsenal s'accrut rapidement. Le nombre de bombes nucléaires qui est de 13 en 1947, passe à 50 en 1948 et à 250 en 1949, alors que les Soviétiques testent leur première bombe A. Ce n'est que vers la fin des années 1940 que l'on peut parler d'une puissance nucléaire, alors que des bases aériennes américaines sont établies en Angleterre et au Maroc et que divers bombardiers sont introduits dans l'arsenal américain. Il y a le B-50 qui est une version améliorée du B-29, et surtout le B-36 à portée intercontinentale. Bien que lourd et lent, (400 mi/h) il pouvait être

ravitailié en vol. Le B-47 était plus rapide (630 mi/h), mais n'avait pas une portée suffisante pour atteindre l'URSS à partir de bases situées aux Etats-Unis. Les premiers vols qui eurent lieu avaient autant pour but l'entraînement que la démonstration de force.³

La base des forces soviétiques en Europe sera les forces conventionnelles terrestres. Mais, bien que Staline ait semblé négliger l'impact de l'armement nucléaire, l'URSS poursuivait une série de programmes à court et à long terme afin d'améliorer sa position militaire.⁴ Le monopole nucléaire américain sera rompu par l'explosion expérimentale de la première bombe A soviétique en août 1949.

Bombe à hydrogène

Dans le contexte de la guerre froide, l'idée du développement de la bombe H comme réponse à la bombe A soviétique reçut un élan nouveau. Mais le développement de la bombe H américaine est plutôt lié au fait que le plan de guerre existant estimait que pour être en mesure de porter un coup décisif à l'URSS, les Etats-Unis devaient disposer d'une flotte plus importante de bombardiers à portée intercontinentale et de bombes H. En janvier 1950, l'administration Truman décide du développement accéléré de la bombe H ou bombe à fusion, parallèlement au développement des armes à fission (bombe A). Le 31 octobre 1952, les Etats-Unis font exploser la première bombe à hydrogène, suivis par l'URSS l'été suivant.

La bombe H a fort justement été qualifiée comme l'arme ou génocide. Elle est en effet beaucoup plus destructive que les bombes à fission. La taille des bombes A est limitée par la masse critique de ses composantes radioactives, alors qu'on peut faire entrer une quantité indéterminée d'éléments dans la bombe H, sans risquer de détonation prématurée. Elle est donc beaucoup plus puissante que la bombe A. Alors que la puissance de cette dernière se mesure en équivalent de kilotonnes de TNT, celle de la bombe H se mesure en mégatonnes. Le passage de la bombe à fission à la bombe à fusion est au moins aussi significative en termes d'échelle de destruction que le passage des plus grosses bombes conventionnelles à la bombe A. Les chiffres concernant la plus grosse bombe thermonucléaire jamais testée varient. D'après Koenig, cette bombe a été testée par l'URSS en 1961 et avait une puissance équivalente à 50 mégatonnes de TNT, alors que d'après Craig et Jungerman, le test a été effectué par l'URSS en 1962, et la puissance de la bombe équivalait à 60 mégatonnes. Quoiqu'il en soit, cela signifie que la destructivité de ce type d'armement n'est plus limitée techniquement, mais par la cible visée. De plus, la bombe H est plus compacte et a un poids très inférieur à celui de la bombe A. Un seul bombardier peut donc en transporter davantage.

Ainsi, avec l'utilisation d'une nouvelle source d'énergie, la destructivité des armes a connu en l'espace de seulement une dizaine d'années, deux révolutions majeures.

Suprématie nucléaire américaine

Bien que le monopole nucléaire américain ait été rompu dès 1949, les Etats-Unis détiennent encore l'hégémonie en matière d'armement nucléaire. Une quinzaine d'années devaient en effet s'écouler avant que l'URSS ne dispose d'un arsenal de bombes nucléaires important, et surtout des moyens de les larguer sur les Etats-Unis. D'ailleurs un grand nombre des percées technologiques qui marqueront la course désormais, seront le fait des vecteurs: développement de nouveaux types de vecteurs et accroissement de la précision.

Après la formation de l'OTAN le 4 avril 1949 et durant la guerre de Corée, les forces militaires américaines en Europe s'accroissent. Vers 1955, la menace est assez importante avec plus de 1000 B-47 et quelques 200 B36. Elle est d'autant plus importante qu'il est question de réarmer l'Allemagne et de l'intégrer dans l'OTAN. Ce à quoi l'URSS répondra par la création du Pacte de Varsovie le 14 mai 1955. Il faut aussi noter l'introduction du B-52 dans l'arsenal américain en juin 1955. Sa portée lui permet d'atteindre l'URSS à partir du territoire américain.⁶

Alors que la menace américaine envers l'URSS se précisait tout au long de la décennie 1950, la capacité de l'URSS d'atteindre le territoire américain est limitée. Le premier avion soviétique capable de transporter une bombe nucléaire est le TU-4 Bull, copié du B-29 américain. Le premier vol a lieu en 1946. Mais sa lenteur (225 mih) place le territoire américain à 13 heures de vol du nord de la Russie et de la Sibérie et l'avoir n'est capable

d'effectuer qu'un aller simple. Cette lenteur, le réseau de radar situé dans l'Arctique canadien et les avions intercepteurs américains réduisaient substantiellement la capacité des bombardiers soviétiques d'atteindre le territoire américain. L'URSS fait cependant des efforts pour développer des bombardiers à longue portée. Ce ne sera qu'avec le TU-16 Badger dont le premier vol est effectué en 1952 que l'URSS entrera dans l'ère de l'avion à réaction. Mais là encore, il ne pouvait effectuer qu'un aller simple. Vers 1954-1955, l'URSS s'enrichit d'autres bombardiers, soit les Tu-95 Bear et les Mya-4 Bison. Leur utilité dans le rôle de bombardiers stratégiques était limitée du fait de la distance entre les territoires soviétique et américain et de la nécessité de survoler le Canada où les bases d'alerte et d'interception étaient situées.⁷

Au fur et à mesure que l'URSS acquiert une force de bombardiers, la RAND commence à se préoccuper de la vulnérabilité des bases de la SAC. Se basant sur des estimations erronées et exagérées, et sur la "pire hypothèse" ("worse case scenario"), une étude de la RAND sur les rapports de forces militaires américano-soviétiques, fait naître le "bomber gap". Il sera rapidement démenti par les informations recueillies par l'avion-espion U-2, mais non sans que le Congrès ait déjà voté les crédits pour le développement du B-52.⁸

ICBM et satellites

Alors que les bombardiers américains pouvaient atteindre l'URSS à partir de bases situées en Europe, en Afrique du Nord et en Asie, l'URSS ne pouvait que brandir la menace envers l'otage européen. Mais le 3 août 1957, le test d'un premier ICBM soviétique, le Saddock SS-6, posait pour la première fois et de façon beaucoup plus concrète, la possibilité à plus ou moins long terme que l'URSS puisse atteindre les Etats-Unis sur leur territoire même. Les ICBM rapprochent de façon drastique les territoires soviétique et américain. Leur grande vitesse situe les bases de lancement des ICBM à environ une demi-heure du territoire américain. De plus, le trajet se fait en majeure partie dans l'espace où il est alors impossible de prendre des contre-mesures.⁹

Quelques mois plus tard, soit le 4 octobre 1957, c'est le lancement par les Soviétiques du premier satellite artificiel, le Spoutnik.

Le programme spatial américain et le programme de développement des missiles inter-continentaux Atlas et Titan, seront accélérés. Un premier satellite américain, l'Explorer 1 sera mis en orbite le 3 janvier 1958 et un premier Atlas est déployé en avril 1958.¹⁰ L'avance soviétique fut donc de courte durée.

Les satellites allaient compliquer la course aux armements par les contre-mesures qu'ils rendaient possibles. Ils ont permis de développer les capacités de communications, d'alerte et de reconnaissance et donné de

nouvelles dimensions aux fonctions de commandement, de contrôle et de renseignements.¹¹

La thèse officielle américaine voulait que les Soviétiques tentent de développer le plus de missiles possibles, en un minimum de temps, créant ainsi une période de vulnérabilité entre le moment où les Soviétiques seraient en mesure de déployer leurs missiles alors que les Américains ne le seraient pas encore. Du fait de leur temps de vol raccourci, les bases de la SAC deviendraient particulièrement vulnérables, ne disposant que de peu ou pas d'avertissement advenant l'éventualité d'une attaque. Il n'y aurait donc plus de vulnérabilité mutuelle donnant à l'adversaire une capacité de première frappe.¹²

C'est la théorisation de ce que l'on connaîtra sous le nom de "missile gap", menace qui s'avérera par la suite totalement fictive, mais que les déclarations de Khrouchtchev n'auront d'ailleurs pas contribué à démystifier. Cependant, il semble que plutôt que de craindre leur vulnérabilité, les Américains étaient guidés par la volonté de ne rien céder de la position hégémonique qu'ils avaient connue jusqu'alors.

En fait, le premier ICBM soviétique tenait davantage de la performance de cirque que de la performance militaire. Cet "ICBM-démonstration" était un monstre si énorme qu'il fallait allumer simultanément 32 moteurs pour le faire décoller. Sa portée ne lui permettait d'atteindre les Etats-Unis qu'à partir de l'Arctique, où le climat affectait grandement les missiles et la logistique. De plus, le programme soviétique de développement des missiles

connut diverses difficultés techniques. Ce furent donc d'abord les missiles SS-4 et SS-5 à portée régionale qui furent déployés.¹³ Avant que les ICBM ne soient en nombre suffisant pour devenir un facteur significatif dans le rapport des forces stratégiques entre les super-puissances, les Etats-Unis étaient joliment en avance sur l'URSS.

TABLEAU 1

ICBM américains et soviétiques, opérationnels entre 1959 et 1962

	<u>Etats-Unis</u>	<u>URSS</u>
1959	9	-
1960	72	4
1961	127	10
1962	294	75

Source: Gervasi, T. 1986, p. 411

Diversification et prolifération de l'armement nucléaire

Malgré que le "missile gap" ait été fictif, les Etats-Unis s'empressent dès 1953 de déployer des IRBM, (intermediate range ballistic missile: missiles balistiques à portée intermédiaire), soit 60 THOR en Angleterre, suivis de 45 Jupiter en Italie et en Turquie.¹⁴ Tout au long de l'année 1961, les satellites Samos et Discovery photographient l'URSS et confirment le "missile gap", mais à l'envers. De plus, aucun des bombardiers soviétiques n'était en alerte permanente comme c'était le cas pour les bombardiers de la SAC.¹⁵

Le programme américain connaîtra tout de même, sous l'administration Kennedy, une expansion imposante. Il faut dire que c'est l'ère de la "riposte graduée" qui s'amorce. Cette stratégie, plutôt que d'utiliser constamment la menace de représailles massives, se veut une réponse adaptée à chaque conjoncture et prévoit une gradation dans l'intervention militaire. Comme le nombre de crises et de tensions imaginables au niveau international est illimité, et que la stratégie de la riposte graduée se veut une réponse appropriée à chacune, elle ouvre par conséquent la porte à une course aux armements, elle aussi illimitée.

La dépendance à l'égard des bombardiers diminue. L'administration Kennedy décide de tripler le nombre de Minuteman à être déployés en silos renforcés.¹⁶ Les premiers missiles utilisaient un carburant liquide composé de produits volatils et corrosifs. Ils ne pouvaient conserver le carburant, et le remplissage faisait partie des opérations de lancement, ce qui rallongeait le temps de réaction. Mais le Minuteman utilise un carburant solide rendant le temps de réaction quasi nul. C'est l'entrée dans l'ère de la guerre presse bouton. Le carburant liquide sera abandonné par les Etats-Unis durant les années 1960 avec les Minuteman et les Polaris. La majeure partie des missiles soviétiques utilise encore à ce jour le carburant liquide.¹⁷ L'administration Kennedy mettra également de l'avant le développement des sous-marins nucléaires et des SLBM Polaris. Le nombre autorisé en est accru et l'échéancier du programme est accéléré.

Le concept des missiles balistiques lancés par sous-marin a été avancé par les Américains dans les années 1950 comme solution à la vulnérabilité des forces stratégiques. Les sous-marins sont mobiles et difficiles à situer lorsqu'ils sont submergés et les SLBM peuvent être lancés sans que les submersibles aient à faire surface. Ils assurent une capacité de riposte. Il faut dire que la Marine y voyait une façon d'accroître son rôle stratégique. Le programme demandait un effort important en termes de recherches et développement, notamment à cause de la décision d'utiliser du carburant solide, mais la première patrouille d'un sous-marin américain armé de SLBM a tout de même eu lieu le 15 novembre 1960.¹⁸

Avec ce programme d'armement intensif, la menace américaine face à l'URSS devient imposante et ne peut être contrée par la force de missiles tactiques ou stratégiques. Quant à la défense soviétique anti-sous-marins et anti missiles, elle est limitée. Les ICRM SS-7 et SS-8 de seconde génération (surtout plus légers) ne seraient pas disponibles avant 1962-1963, et encore, ils demeureraient imprécis et vulnérables à une attaque.¹⁹ L'interprétation classique veut que ce déséquilibre stratégique important en défaveur de l'URSS, et les délais avant que ne puissent être déployés des missiles plus précis aient conduit Khrouchtchev à vouloir installer des missiles à moyenne portée à Cuba, dont les premiers y furent envoyés en septembre 1962. Il faut ajouter qu'il y avait éventuellement d'autres motifs, dont la défense comme telle de Cuba, admise depuis peu dans le camp socialiste, particulièrement vulnérable face aux Etats-Unis et dont la perte aurait constitué un fâcheux précédent.²⁰ J'y reviendrai plus en détail au chapitre suivant. Disons

pour le moment que la tentative de l'URSS se solda par le retrait contraint de ses missiles.

A cause des délais nécessaires pour développer de nouvelles armes stratégiques, l'URSS avait dû se fier à son programme de missiles existant déjà, d'autant plus qu'elle avait des difficultés avec ses missiles défensifs.²¹ On pourrait dire que l'importance que l'URSS accorde à ses ICBM marque un certain retard technologique.

Une réévaluation du programme de défense en 1961, puis la crise des missiles à Cuba, devaient raviver l'intérêt des leaders soviétiques pour les SLBM. Il semble qu'une décision de diversifier les forces stratégiques ait été prise vers la mi-soixante. L'URSS entreprend un programme majeur pour la construction de sous-marins capables de transporter davantage de SLBM. Un prototype du sous-marin sera complété en 1968. Mais l'efficacité des sous-marins soviétiques était douteuse puisqu'ils devaient passer par des zones contrôlées par l'Ouest pour rejoindre leurs zones de patrouille. Ils étaient de plus, bruyants, donc vulnérables à la détection.²²

Mais alors que l'URSS complète le prototype du sous-marin capable de transporter des SLBM, le SLBM américain Poseidon beaucoup plus précis (CEP: 0.5m.)* effectue son premier vol le 16 août 1968. Il entrera en service le 31 mars 1971.²³

*Le CEP (circular error probable) indique le rayon à l'intérieur duquel tomberaient 50% des missiles. (Kaku, 1987, p. 203).

Durant la décennie 1960, les Etats-Unis tentent de conserver la position hégémonique qui jusqu'alors a été la leur. L'URSS malgré certaines difficultés techniques, semble de plus en plus en mesure de soutenir la course, en tentant de compenser la qualité par la quantité. On verra ainsi de part et d'autre, une prolifération de missiles balistiques, et en 1969 l'URSS atteindra la parité avec les Etats-Unis en matière d'ICBM.

ABM et MIRV

La somme de destruction que chacun des adversaires pouvait infliger à l'autre devint, et c'est peu dire, énorme. En même temps se développaient aussi des technologies qui devaient permettre une défense contre les missiles, consistant en radars et en missiles intercepteurs, ou missiles anti-balistiques (ABM). Durant les années 60, divers concepts ABM furent mis de l'avant aux Etats-Unis et diverses recherches entreprises, mais elles aboutissaient généralement à des systèmes extrêmement coûteux s'ils devaient être déployés. Le programme ABM soviétique a dû être élaboré peu après le programme américain et le système qui fut déployé autour de Moscou vers 1967-1968, n'avait en fait pas plus d'efficacité que le système que les Etats Unis avaient abandonné.

Le système ABM remet en cause la vulnérabilité de l'adversaire. Il n'existe pour le contrer que deux façons, soit saturer les radars, ou saturer les missiles intercepteurs, en accroissant le nombre de vecteurs. Accroître le nombre de missiles serait coûteux. Davantage de missiles signifie davantage

d'équipement de lancement, de sous-marins, d'équipages, mais on peut aussi augmenter le nombre d'ogives par missiles.

C'est ainsi que le MIRV, un missile équipé de plusieurs ogives à trajectoire indépendante, a souvent été présenté comme la contre-partie de la technologie ABM. Cependant, le Pentagone avait entrepris une étude pour évaluer la possibilité de placer plusieurs ogives sur un seul missile, dès 1964, et les crédits pour le développement du MIRV seront alloués avant la découverte du réseau ABM soviétique.* Il semble en fait que ce dernier ait plutôt servi de justification aux partisans du développement des MIRV.

Au moment où les Etats-Unis annoncent simultanément la découverte d'un réseau ABM soviétique et le développement des MIRV, les missiles à têtes multiples existaient déjà: la dispersion de plusieurs ogives devait causer davantage de dommages qu'une seule ogive avec le même degré de précision. Mais les conséquences (voulues il faut le dire) de la technologie MIRV sont tout autre du fait que les corps de rentrée des ogives sont guidés séparément. Bien que la surface de terrain ("footprint") où les ogives peuvent être dirigées soit restreinte, la technologie MIRV implique tout de même qu'un seul missile peut atteindre plusieurs cibles. Ce simple fait arithmétique est en soi déstabilisateur et aura un impact considérable sur le rapport des forces stratégiques et sur la course aux armements nucléaires. En effet, à

* Cette découverte daterait de 1967 d'après de la Rego et Tonello (1986, p. 14, et de novembre 1966 d'après Smoke (1984, p. 157).

l'ère des ICBM à une ogive il était possible pour les deux parties de conserver une capacité de riposte en maintenant un nombre à peu près égal de missiles des deux côtés. Comme les missiles n'atteindraient pas tous leur cible lors d'une attaque, ils laissaient à l'adversaire, la capacité d'infliger des dommages à son tour. Or avec les MIRV, l'équation n'est plus valable. En triplant ou même en décuplant le nombre de cibles qu'un seul missile peut atteindre, les MIRV créent théoriquement une capacité de première frappe, autrement dit permettent de désarmer l'adversaire en l'attaquant. Il faut toutefois mentionner que les SLBM en réduisent la tentation.²⁴

Ainsi la parité strictement quantitative en termes d'ICBM que l'URSS atteignit en 1969, était peu significative si l'on considère que le déploiement des MIRV commencera en 1970 du côté américain, alors qu'il ne débutera qu'en 1975 du côté soviétique. Mais c'est tout de même cette parité qui favorisera l'ouverture des négociations sur la limitation des armements stratégiques la même année.

SALT 1

Avant cette date, les deux puissances ne pouvaient faire que des offres que l'autre ne pouvait accepter. Les Etats-Unis proposaient un gel des armements fondés sur les niveaux atteints, c'est-à-dire sanctionnant la supériorité américaine sur une base permanente; les propositions soviétiques quant à elles, visaient une réduction des armements, qui à son tour paraissait inacceptable aux Etats-Unis.

L'accord sur les systèmes défensifs ABM fut facilement conclu. Les plafonds fixés n'étaient pas encore atteints*, le système était de toute façon plus ou moins efficace et en tout cas très coûteux.

L'accord sur les autres types d'armement fut plus difficile à réaliser, notamment du fait que les accords ne concernaient que le nombre de vecteurs et non leur charge nucléaire. Ce point visait à conserver l'avantage américain. D'autres problèmes découlaient du fait que les forces nucléaires de l'OTAN n'étaient pas comprises dans l'accord, pas plus que les bombardiers à long rayon d'action. De plus, une partie du dispositif soviétique qui pouvait atteindre les Etats-Unis était en fait dirigé contre la Chine. Un accord limitant le nombre d'ICBM, d'SLBM et de sous-marins fut tout de même conclu à Moscou le 26 mai 1972, pour une durée intérimaire de cinq ans.²⁵

Certains auteurs considèrent la signature du traité SALT I comme une indication de l'acceptation de la part des Etats-Unis de l'idée d'une certaine parité. Le traité semble pour ma part, simplement établir le constat des capacités militaires existantes et n'empêchera pas d'ailleurs la course de se poursuivre. Le traité consiste en l'abandon d'un système ABM coûteux et sans grande signification s'il ne peut être efficace à 100%.

* maximum de 100 missiles à chacun des deux sites permis, dont la capitale, pour les deux parties.

D'autre part, avec les MIRV, les Etats-Unis disposaient déjà d'un type d'armement contournant le traité et l'URSS était certainement à le développer, puisque dès août 1973, elle teste son premier MIRV et en commencera le déploiement en 1975.²⁶ Ainsi, bien que les accords SALT I aient limité le nombre de missiles, on notera par contre une prolifération d'ogives durant la décennie 1970.

Accroissement de la précision des missiles

L'autre tendance qui marquera la course aux armements des deux côtés durant cette décennie, sera l'accroissement de la précision des vecteurs. Notons que ce fait s'inscrit dans la même logique que celle de l'introduction des MIRV dans les arsenaux et a des conséquences semblables. Les vecteurs plus précis accroissent eux aussi la capacité de première frappe en augmentant la probabilité qu'un missile atteigne sa cible. Il faut ajouter cependant que la précision des missiles soviétiques est loin d'être comparable à celle des missiles américains. A titre d'indication, on peut citer les chiffres suivants.

TABLEAU 2

PRECISION DES MISSILES AMERICAINS ET SOVIETIQUES EVALUEE EN CEP

ETATS-UNIS		URSS	
Type de missile	CEP (en pieds)	Type de missile	CEP (en pieds)
Minuteman III	600	SS-17	1800
Trident II	400	SS-18	1800
Pershing II	100	SS-19	1300

Source: Kaku, M., Axelrod, D., 1987, p. 203

En fait, les missiles soviétiques déployés entre 1977-1982 sont comparables en termes de précision, aux missiles américains déployés entre 1970-1976. L'URSS tentera cette fois encore de compenser la qualité par la quantité, le manque de précision par le mégatonnage. D'autre part, le poids supplémentaire des ogives rend le mirvage d'autant plus difficile que les techniques de miniaturisation ne sont pas encore bien maîtrisées par les Soviétiques.²⁷

L'accroissement de la précision des missiles américains concrétise la doctrine Schlesinger annoncée en janvier 1974, qui prône ouvertement le développement d'une capacité anti-force, grâce aux nouveaux développements en matière de guidage par inertie.²⁸

Une technique qui n'est pas nouvelle, soit le satellite de reconnaissance photographique, prendra, combinée avec cette précision accrue, une

signification nouvelle. Les missiles déployés en silos renforcés, étaient auparavant pratiquement invulnérables. Mais la localisation exacte, combinée avec la précision accrue rend de plus en plus possible les stratégies contre-force.²⁹

SALT II et modernisation des forces nucléaires régionales

La décennie 1970 aura aussi été celle des grands traités et de la modernisation des forces nucléaires régionales. Il y a eu les traités SALT I et SALT II. Ce dernier devait en principe être conclu pour 1977 et couvrir une période s'étendant jusqu'en 1985, et englober les bombardiers à long rayon et les MIRV. Mais les négociations achoppèrent très vite sur l'inclusion des missiles de croisière dans les accords, d'autant plus que ces derniers risquaient d'être intégrés au dispositif américain en Europe alors que l'OTAN était exclu des négociations. Elles achoppèrent aussi du fait de la dégradation des relations américano-soviétiques sur des théâtres extérieurs à leurs relations directes. Ce n'est que le 18 juin 1979 que les accords qui ne devaient jamais être ratifiés par le Sénat américain, furent finalement signés, mais sans que le litige des missiles de croisière ait été résolu.³⁰

Du côté des forces nucléaires régionales, l'URSS remplace le Badger par le Backfire qui entre en service en 1974. Celui-ci vole bas et à grande vitesse, ce qui réduit l'efficacité des systèmes de défense adverse. En remplacement des missiles de première génération, SS-4 à moyenne portée et SS-5 à portée intermédiaire, l'URSS procède au déploiement en silos renforcés, des SS-19 à portée variable (régionale et intercontinentale) et

des SS-20 à portée intermédiaire et à trois ogives. Ce sont également des missiles à carburant solide, ce qui en fait potentiellement des missiles mobiles. Les SS-19 et SS-20 seront déployés entre 1975 et 1979.³¹

A prime abord, le déploiement de ces missiles n'avait pas tellement perturbé les Etats-Unis. Tout au plus pouvait-il sembler surprenant que les missiles de première génération n'aient pas été remplacés plus tôt. Les SS-19 et SS-20 servirent néanmoins de justification au déploiement par les Américains des missiles Pershing II et des missiles de croisière qui étaient déjà en développement. En décembre 1979, les Etats-Unis obtiennent de l'OTAN leur déploiement pour 1983.³²

Les Pershing II sont beaucoup plus précis que les Pershing I qu'ils sont sensés remplacer. C'est en fait le missile le plus précis qui existe (CEP 100') et le premier missile balistique équipé d'un MARV ("manoeuvring reentry vehicle") permettant une trajectoire de rentrée non-balistique. Grossièrement cela signifie qu'à une vingtaine de kilomètres avant l'impact, l'unité radar du missile scrute le terrain et le compare avec les informations concernant la cible, stockées en mémoire. Ceci lui permet d'ajuster avec précision la trajectoire de l'ogive. Bien que définis par les Etats-Unis comme des "armes nucléaires de théâtre", il est possible en accroissant leur portée, d'atteindre Moscou en une dizaine de minutes à partir de l'Europe occidentale. C'est donc un missile particulièrement apte pour "décapiter" les centres de commande et de contrôle soviétiques.³³

Quant aux missiles de croisière, on ne peut bien comprendre leur rôle que par rapport à la stratégie américaine des "options multiples" qui est en quelque sorte selon les termes de Lévesque "une riposte graduée...transférée à l'intérieur des seuils nucléaires".³⁴ Ce sont bien sûr des armes précises du fait de leur système de guidage perfectionné. De plus, leur détection initiale est difficile, car les missiles de croisière peuvent voler très bas, à quelques centaines de pieds au-dessus de la surface du sol, en épousant les contours terrestres.⁶⁰ Mais ce sont surtout sa mobilité et son coût modeste comparativement aux ICBM, qui font du CRUISE, le chaînon manquant, la solution de continuité entre l'armement conventionnel et l'armement nucléaire. Du fait de sa mobilité, il peut être lancé à partir d'une grande variété de plates-formes, à partir des airs (ALCM: air launched cruise missile) de sous-marins (SLCM: submarine-launched cruise missile) et de bateaux ou de véhicules terrestres (GLCM: ground-launched cruise missile). Cette souplesse lui permettrait d'être utilisé à tous les échelons de l'escalade militaire, excepté pour la première frappe. Comme il est relativement peu dispendieux, il peut être produit en quantité. Ces caractéristiques en font l'arme par excellence de l'hypothétique "guerre nucléaire prolongée", celle menée sur des "théâtres extérieurs". Au lieu d'une escalade verticale, ce serait une escalade horizontale, sans recours aux armes stratégiques, du moins dans l'optique des "war games".³⁵

D'une façon générale, l'accroissement de la précision et la réduction des charges nucléaires "remilitarisent" l'arme nucléaire, en ce sens qu'elle redevient une arme de champ de bataille. Ainsi, elle n'est plus cette "arme de menace générale" à utiliser "en dernier recours", rôle auquel la

désignaient les ogives puissantes, les temps de réaction long et le manque de précision.³⁶

L'arrivée au pouvoir de l'administration Reagan, accélère l'impulsion du programme de "réarmement" amorcé sous Carter. Cette administration n'entendait entamer les négociations sur les INF (intermediate-range nuclear forces: forces nucléaires à portée intermédiaire) que dans une "position de force", soit après avoir agrandi les arsenaux. Elle adopte "l'option zéro" qui aurait consisté à annuler le déploiement des Pershing II, si les Soviétiques avaient consenti à démanteler leurs SS-4, SS-5 et SS-20. L'URSS ne voit dans cette proposition des Américains qu'une indication de leur mauvaise foi à négocier. On peut effectivement penser que les propositions soumises ont été élaborées de façon telle qu'elles soient rejetées. Les artisans de "l'option zéro" (Rostow, Perle, Nitze) étaient d'ailleurs les principaux opposants au traité SALT II.³⁷ Il faudra attendre novembre 1985 avant qu'une nouvelle rencontre au sommet ait lieu.

L'IDS, le projet Manhattan du XXI^{ème} siècle*

Du point de vue de l'armement stratégique, il y aura au contraire une relance de la course aux armements avec l'annonce le 23 mars 1983, d'un programme

* Kaku et Axelrod ont qualifié, l'IDS de nouveau projet Manhattan (1987, p. 250).

intensif "d'initiative de défense stratégique" (IDS) ou "guerre des étoiles" qui devait consister en un bouclier spatial combinant armes à énergie dirigée (laser, faisceaux de particules), ABM et canons électromagnétiques. Le coût prévu se chiffrait à 26 milliards s'échelonnant sur cinq ans. Or il semble que même les partisans les plus ardents de l'IDS conçoivent des doutes quant à l'étanchéité totale du bouclier spatial. Compte tenu de la combinaison des coûts très importants et de l'efficacité limitée du bouclier spatial. Kaku et Axelrod formulent l'hypothèse que l'IDS est non pas une défense à une attaque soviétique, mais bien à une riposte. Le bouclier spatial ne prendrait son sens que combiné avec d'autres armes, soit un système anti-satellite pour détruire les systèmes d'alerte avancée soviétiques, le Pershing II visant les centres de commandement et de contrôle, les Trident II et le MX pour détruire les ICBM, l'ASW (anti-submarine warfare: la défense anti sous-marins) pour les SLBM et enfin le bouclier spatial pour intercepter ce qui resterait de la riposte.³⁸ Autrement dit, le bouclier spatial serait le chaînon manquant à la capacité de première frappe.

Résumé

La bombe atomique, bombe à fission, marque le début de l'ère nucléaire militaire avec l'utilisation d'une énergie nouvelle qui change l'ordre de grandeur de l'échelle de destruction. Sa puissance s'exprime en équivalent de kilotonnes de TNT. Les Américains l'utiliseront à deux reprises contre le Japon en août 1945. Les divers plans soumis par les Américains concernant le contrôle international de l'atome révèlent une volonté de préserver leur

monopole nucléaire. Ce monopole sera rompu en 1949 alors que l'URSS teste sa première bombe à fission.

La décision de développer la bombe H, la bombe à fusion, est prise par les Etats-Unis dès janvier 1950, autant en réaction à la bombe A soviétique dans un contexte de guerre froide, qu'en continuité avec les scénarios de guerre existants. Fin 1952, les Etats-Unis font exploser leur première bombe H, imités par l'URSS l'été suivant. La puissance destructive se mesure désormais en équivalent de mégatonnes de TNT. C'est dire que la destructivité des armes n'est plus limitée techniquement, mais bien par la cible visée.

Ainsi en moins d'une décennie, la destructivité des armements a connu deux révolutions majeures avec la fission et la fusion. Les percées technologiques qui marqueront la course aux armements désormais seront le fait des améliorations en matière de transport, de communications, miniaturisation, ordinateurs. La course portera sur les moyens de véhiculer l'arme nucléaire avec l'accroissement de la vitesse, de la précision, de la mobilité et sur les systèmes défensifs avec la détection, et l'interception.

Le monopole nucléaire américain caractérise le début de l'ère nucléaire. Mais bien qu'il ait été rompu par l'URSS en 1949, une quinzaine d'années s'écouleront encore avant que l'URSS ne dispose d'un arsenal d'armes nucléaires important et surtout les moyens de les larguer sur les Etats-Unis.

La menace américaine envers l'URSS se précise tout au long des années 1950 avec l'expansion de la force de bombardiers américains et les bases militaires dont les Etats-Unis disposent en Afrique, en Europe et en Asie. Par contre la capacité de l'URSS d'atteindre le territoire américain est limitée par la lenteur et la portée restreinte de ses bombardiers et les systèmes de défense situés dans l'Arctique. Elle ne peut que brandir la menace envers l'otage européen.

Mais le test d'un premier ICBM soviétique en août 1957 pose pour la première fois la possibilité à plus ou moins long terme, que l'URSS puisse atteindre les Etats-Unis sur leur territoire même. Sa vitesse réduit substantiellement son temps de vol, lequel s'effectue de plus, en majeure partie dans l'espace où il est alors difficile de prendre des contre-mesures. Il ne sera question que de quelques mois avant que les Etats-Unis n'effectuent eux aussi le test d'un ICBM qui était déjà en développement.

Le programme soviétique de développement des missiles connut de nombreuses difficultés techniques. Ce furent d'abord les SS-4 et SS-5 à portée régionale qui furent déployés. Mais les Etats-Unis prirent prétexte d'une prétendue supériorité soviétique en termes de missiles, "le missile gap", pour justifier une expansion militaire imposante au niveau de divers types d'armements. C'est ainsi que durant les années 1960, les Etats-Unis généralisent l'utilisation du carburant solide qui réduit le temps nécessaire au lancement d'un missile, pratiquement à rien. Ils développent également une capacité de SLBM.

L'URSS utilise encore à ce jour du carburant liquide pour la plupart des missiles. Il faudra attendre 1968 pour qu'un premier sous-marin armé d'SLBM aille faire un tour en mer. Comme les délais pour développer de nouvelles armes stratégiques sont longs, l'URSS avait dû se fier à ses programmes de missiles existants. Elle atteindra la parité en matière d'ICBM en 1969.

C'est à ce moment que s'amorceront les négociations sur la limitation de l'armement stratégique, qui aboutiront aux accords SALT I en mai 1972. Les accords furent facilement conclus sur les systèmes ABM développés au cours de la décennie précédente, qui s'avéraient coûteux et de toute façon plus ou moins efficaces. Mais les limites furent plus difficilement fixées sur les ICBM, les SLBM et les sous-marins, notamment en raison de problèmes d'équivalence.

Cependant, au moment de la conclusion de l'accord, les Etats-Unis avaient déjà déployé des missiles mirvés, contournant ainsi le traité qui ne spécifiait pas une limite au nombre d'ogives par missile. L'URSS quant à elle, testait un premier MIRV dès août 1973 et en commencera le déploiement en 1975. Ainsi, malgré que les accords limitaient le nombre de missiles, la décennie 1970, verra une prolifération d'ogives. A noter que le MIRV a un caractère déstabilisateur, puisqu'en multipliant le nombre de cibles qu'un missile peut atteindre, il donne l'avantage à l'attaquant.

Durant la décennie 1970, la course sera aussi marquée par la "modernisation" des forces nucléaires régionales et par l'accroissement de la précision des

missiles. bien que la précision des missiles soviétiques soit nettement inférieure à celle des missiles américains.

Cette précision accrue est la concrétisation des moyens de la "guerre nucléaire limitée" qui porte le terrain de l'affrontement nucléaire, hors du territoire américain, en sol européen.

Cette impulsion au réarmement sera accélérée sous l'administration Reagan alors que s'amorce un véritable nouveau projet Manhattan avec l'IDS.

B. EVOLUTION DES STRATEGIES MILITAIRES NUCLEAIRES:

1. Evolution de la stratégie nucléaire américaine

Dans l'immédiat après guerre, les Etats-Unis adoptent sans grand succès la diplomatie de l'atome, conduite sous l'administration Truman par le Secrétaire d'Etat James Byrnes. Le monopole nucléaire américain n'était pas seulement une force militaire disponible et possible, mais un moyen pour forcer l'URSS à accepter la domination américaine. Ce n'est pas encore comme telle une stratégie nucléaire militaire au sens qu'elle prendra par la suite, mais plutôt l'idée qu'il n'est pas nécessaire aux Etats-Unis de négocier sérieusement avec l'URSS, puisqu'ils détiennent le monopole nucléaire. Cette position d'intransigance se durcira avec le début de la guerre froide, et la bombe A soviétique ne modifiera en rien cette diplomatie de l'ultimatum.³⁹

L'étude soumise au Conseil national de sécurité au printemps 1950 marque une première tentative de formalisation de la politique et de la stratégie américaine à l'ère nucléaire. Le document est connu sous le nom de NSC-68. Plusieurs positions furent suggérées, dont l'initiative d'une guerre préventive. La décision de l'accroissement de la puissance militaire américaine y est liée. Il s'agissait pour les Etats-Unis, de se doter d'un arsenal qui leur permette de lancer une attaque nucléaire décisive sur la machine militaire soviétique, c'est-à-dire sans que l'URSS ne soit en mesure de riposter en Europe et de soutenir une longue guerre. Alors que l'URSS acquiert une force de bombardiers, l'option de "guerre préventive" est peu à peu abandonnée.⁴⁰

Les menaces américaines d'utiliser l'armement nucléaire dans l'immédiat après-guerre relevaient du bluff puisque les Etats-Unis ne disposeront pas de bombes nucléaires au sens militaire du terme avant 1948. A partir du début de la décennie 1950, les Etats-Unis acquirent un arsenal de bombes et de bombardiers suffisant pour mettre à exécution leur nouvelle stratégie de "représailles massives" qui suppose d'ailleurs une supériorité écrasante. Cette stratégie demeurera la doctrine officielle jusqu'en 1961. Le principe en avait été énoncé dans un discours prononcé en janvier 1954 par le secrétaire d'Etat Dulles, devant le Council on Foreign Relations et s'avérait fort simple: toute attaque dirigée contre les Etats-Unis ou un pays allié entraînerait une riposte nucléaire massive et immédiate. Le second volet de la stratégie consistait en un réseau d'alliances militaires monté par Dulles.⁴¹ Il faut souligner ici qu'il s'agissait plutôt de représailles

face à une attaque conventionnelle qu'à une attaque nucléaire. Comme Malcolmson l'a mis en évidence, bien que tout le discours stratégique américain officiel s'articule autour du concept de dissuasion, la condition fondamentale de la dissuasion, soit la vulnérabilité mutuelle, n'a été plus ou moins réalisée que très tard⁴² et sûrement pas à cette époque de représailles massives. Sans doute pour cette raison a-t-il été nécessaire pour les leaders américains d'invoquer des "bombers" ou des "missile gap" pour justifier le développement d'armes. La dissuasion s'avère être davantage un contenant polymorphe qu'un contenu précis, une justification à l'arsenal plutôt qu'une stratégie réelle.

Au fur et à mesure que l'arsenal stratégique soviétique s'accroît, des critiques s'élèvent aux Etats-Unis face à la crédibilité de la stratégie des représailles massives. D'après les critiques, cette stratégie manquait de crédibilité face à l'URSS et aussi face aux Alliés d'Europe, du Moyen-Orient et d'Asie. Elle souffrait du manque de crédibilité qu'il y a à menacer de représailles illimitées, un acte dont la portée est limitée. D'après les critiques, cette stratégie plaçait les Etats-Unis dans le dilemme peu désirable d'un bluff qui les laisserait sans recours réel ou du risque de commencer une Troisième Guerre mondiale sur la base d'une intrusion mineure au-delà d'une frontière imprécisément définie du "monde libre". Les stratèges américains pensent notamment aux guerres de Corée et d'Indochine, aux crises de Quemoy et Matsu.⁴³

De ces critiques naîtra peu à peu la stratégie de la "riposte flexible et graduée" qui sera adoptée sous l'administration Kennedy. Durant la deuxième

moitié de la décennie 1950, les stratèges avaient développé les concepts de "guerre limitée", "d'escalade", lesquelles seraient plus crédibles, donc plus aptes à promouvoir les intérêts américains. Ils tentent d'établir les règles de la guerre nucléaire à l'aide de la "théorie des jeux", comme prétendrait à le faire une science exacte. Ils cherchent à développer une "science de l'escalade" où chaque échelon est un élément d'un spectre continu et correspond à une forme d'intervention soigneusement orchestrée qui devrait théoriquement conduire à la victoire en contraignant l'adversaire à ne pas surenchérir à l'escalade, à se retirer le premier. Ainsi, à toute menace ou attaque de l'adversaire, il serait riposté par une action de même nature. De degré en degré, on passerait d'une riposte conventionnelle aux armes nucléaires tactiques, puis stratégiques, tout en essayant d'obtenir de l'adversaire la fin de l'agression. Cette flexibilité devait aussi se refléter au niveau de la planification en fournissant des options multiples, disponibles pour les temps de crise. La multiplicité des options comprenait aussi la "triade stratégique" composée d'ICBM, de SLBM et de bombardiers. La triade a émergé de fait pour ensuite devenir une part officielle de la doctrine de défense américaine. Selon cette doctrine, chacune des forces prise séparément, doit être capable d'infliger à l'URSS des dommages "inacceptables", en représailles à une attaque de sa part. Ainsi le maintien de capacités militaires adéquates et d'options multiples à tous les niveaux, conventionnel, tactique et stratégique devait accroître la crédibilité de la politique stratégique américaine.⁴⁴

Il faut dire que cette flexibilité a été rendue possible du fait des améliorations techniques, surtout en matière de transport et de

communications, permettant plus rapidement le transport de troupes et leur utilisation de façon flexible. Cependant cette flexibilité s'appliquait plutôt à l'armement conventionnel. Au niveau nucléaire, l'armement n'était pas encore suffisamment sophistiqué (notamment en termes de précision) pour correspondre à la stratégie élaborée théoriquement. Ce ne sera qu'avec le résultat d'une quinzaine d'années de R&D (recherche et développement) que l'état de l'arsenal correspondra à la stratégie rebaptisée "options multiples". Par contre l'essentiel des concepts de la doctrine nucléaire américaine de même que l'orientation de sa politique militaire nucléaire ont été développés avec la stratégie de la riposte graduée.

Cependant ce sera la doctrine de la "destruction assurée" qui sera publiquement admise aux Etats-Unis pour calmer les membres de l'OTAN et l'opinion publique qui n'appréciaient guère les implications de la riposte graduée. En effet, en introduisant l'idée de guerre nucléaire limitée et en prônant une stratégie contre force, la stratégie de la riposte graduée fait apparaître l'implication américaine dans un conflit européen plus douteuse aux yeux des uns et une guerre nucléaire plus probable aux yeux de l'autre. Ce n'est qu'en 1967 que l'OTAN adoptera la riposte graduée comme stratégie officielle. La doctrine de la "destruction assurée" soutient que la dissuasion est assurée si l'on maintient des capacités militaires nucléaires suffisantes pour être en mesure de détruire l'adversaire en tant que société viable, dans une deuxième frappe. C'est donc en principe une stratégie de riposte dont le but principal est la dissuasion. Cependant l'importance de l'arsenal est nettement supérieure à ce qu'exigerait une capacité de riposte.

Tout au long des années 1960, les forces soviétiques s'accroissent. Alors que l'URSS atteint la parité en matière d'ICBM en 1969, la "destruction assurée" sera ironiquement rebaptisée "destruction mutuelle assurée" ("mutual assured destruction: MAD") par un partisan des stratégies contre-force. Cela signifie qu'aucun des deux côtés ne serait en mesure de désarmer l'autre en attaquant le premier. Mais la "destruction mutuelle assurée" est davantage une situation de fait qu'une stratégie délibérée.⁴⁵

Il devenait en outre de plus en plus coûteux pour les Etats-Unis de chercher à maintenir une supériorité stratégique significative. L'idée de l'acceptation d'une certaine parité faisait son chemin, du moins comme base pour les négociations SALT I. Les accords viendront baliser le sentier de la course aux armements. Cependant, parler de limitation des armements à cette époque semble procéder de l'occultation frénétique, quant à la détente entre les super-puissances, elle semble relever d'un mauvais jeu de mots. En effet, malgré les accords SALT I gelant le nombre de missiles, la décennie 1970 verra une prolifération d'ogives avec la technologie MIRV. En fait, les accords SALT ressemblaient davantage à un constat sur les forces militaires qu'à un traité. Ils constituent une "institutionnalisation des rapports militaires"⁴⁶, et une réorientation technique de la course.

Les Etats-Unis n'ont pas renoncé à leur stratégie contre-force.

Au contraire, dès janvier 1974, Schlesinger prône ouvertement une telle stratégie qu'on connaîtra sous le nom "d'options multiples". C'est en quelque sorte une riposte graduée avec un plus haut niveau technique, rendue

possible par l'accroissement de la précision des vecteurs. Elle signifierait en fait une guerre nucléaire menée en Europe.

L'adoption de cette stratégie se concrétisera par une série de décisions concernant la "sécurité nationale" qui culminera en juillet 1980 avec la PD-59 (Directive présidentielle) de Carter qui met l'accent sur la préparation d'affrontements nucléaires incluant des guerres nucléaires limitées et prolongées, et sur les attaques de "décapitation", c'est-à-dire des attaques visant les principaux centres soviétiques de communication, de contrôle et de décision. L'accent mis sur l'élimination du leadership soviétique est une première dans les tactiques de guerres nucléaires.

L'administration Reagan accordera une importance additionnelle à la "décapitation". Elle ajoutera que les Etats-Unis doivent avoir assez de flexibilité de riposte pour être en mesure de négocier avantageusement après un "échange" nucléaire majeur, elle met également l'accent sur la capacité de "survie" après une deuxième et même une troisième attaque.⁴⁷

Cette préparation à la guerre nucléaire culminera avec l'annonce en mars 1983, de l'IDS. L'initiative se veut "défense", ce qui est sans doute une façon plus acceptable de présenter une relance de la course aux armements alors qu'il est question de négociations pour la réduction des armements.

2. Evolution de la stratégie militaire nucléaire soviétique

Il y a divers types d'obstacles à l'étude des stratégies nucléaires soviétiques. Tout d'abord il y a la barrière linguistique qui empêche l'accès aux textes originaux. De plus les traductions sont souvent servies avec une orientation partisane ou carrément propagandiste, ou encore sont déformées par l'incompréhension des prémisses marxistes par lesquels la pensée militaire soviétique est marquée. Ainsi, "la victoire du socialisme sur le capitalisme" est interprétée comme une déclaration d'intention et non comme le sens perçu de l'histoire.

On a souvent pris pour acquis un peu trop rapidement que la stratégie soviétique n'était que le reflet de la stratégie américaine attribuant les différences uniquement au retard technologique. Or l'URSS n'adhère pas aux concepts stratégiques occidentaux de riposte graduée, d'équilibre de la terreur, de MAD ou de guerre nucléaire limitée.

Souvent aussi, les auteurs s'attachent aux aspects opérationnels de la guerre, de sa préparation et de la façon de la conduire. Or ce que j'ai regardé dans les stratégies américaines et ce que je cherche à identifier concernant les stratégies soviétiques, ce sont moins les technicalités, les aspects opérationnels, --à mon avis hypothétiques-- de la guerre nucléaire, que la ligne directrice et la base conceptuelle des politiques nucléaires militaires. Ceci étant précisé, je passe à l'examen des stratégies soviétiques.



Dans l'immédiat après-guerre, malgré la réduction drastique des forces armées, l'accent est mis sur les forces terrestres désignées pour les opérations en Europe. Mais il y a aussi une certaine importance accordée à la défense aérienne qui se reflète dans la création en 1948, d'une force de défense aérienne indépendante, comme réplique à la menace des bombardiers américains à long rayon d'action.⁴⁸

Plusieurs auteurs pensent qu'il a fallu attendre la mort de Staline avant de voir s'élaborer ce qu'on pourrait appeler une stratégie nucléaire soviétique.

Monks dit que la rigidité stalinienne n'aurait pas permis un réel débat sur le nucléaire et que Staline demeurait préoccupé par les "facteurs permanents de la guerre", ceux toujours nécessaires à une victoire militaire.⁴⁹ Selon Berman et Baker, jusqu'à la mort de Staline en 1953, la doctrine et la stratégie militaires soviétiques sont basées sur l'expérience pré-nucléaire.⁵⁰ Koenig mentionne que Staline refuse d'abord de s'attaquer aux conséquences des armes nucléaires dans la guerre et la politique, continuant d'affirmer que la base de la victoire réside dans la supériorité du système socio-politique.⁵¹

Il faut tout d'abord souligner que l'URSS ne disposait pas d'une seule arme nucléaire avant 1949. Elle ne pouvait dans ce cas réellement avoir de stratégie nucléaire et il est logique que Staline ait de plus tenté de minimiser l'importance de l'armement nucléaire alors que les Etats-Unis en détenaient le monopole.⁵² Sa stratégie se base effectivement sur l'expérience acquise au cours de la Deuxième Guerre mondiale, mettant

l'accent sur l'offensive massive, la victoire par le nombre.⁵³ S'il est vrai que le débat a pu être jugulé par la rhétorique stalinienne, il ne faut pas oublier que c'est durant cette époque que l'URSS a acquis la bombe A et qu'un premier test de la bombe H a eu lieu en 1953. Donc, si la rhétorique officielle n'en tenait pas compte, on ne peut en dire autant des décisions soviétiques. Il y avait d'ailleurs en coulisse un débat dont les résultats par contre, seront officialisés à l'ère Khrouchtchev.

Ainsi, dès après la guerre, certains concepts seront remis en question ou remis à l'honneur. Ils méritent d'être mentionnés car ils conditionnent toute la pensée stratégique soviétique et touchent ses fondements mêmes. Une première thèse remise en question par Varga est celle de "l'inévitabilité de la guerre", ceci, alors même que s'amorce la guerre froide. Si les guerres sont encore probables, elles ne sont plus inévitables en raison de contre-tendances empêchant les guerres interimpérialistes et les guerres entre systèmes sociaux différents. Ces thèses seront d'abord critiquées par Staline au XIXe congrès de PCUS en 1951, pour être récupérées par Khrouchtchev au XXe congrès en 1956. Khrouchtchev pense la guerre évitable, du fait de la puissance du camp socialiste, alors que Staline croyait que ce facteur produisait justement l'effet contraire. Il pense également que, compte tenu de la puissance des armements nucléaires, ni la guerre, ni la victoire socialiste ne sont inévitables.

Corollaire à la remise en question de l'inévitabilité de la guerre, un concept est remis à l'honneur, celui de "coexistence pacifique" qui succède à celui de l'encerclement capitaliste de l'entre-deux-guerres. Mais la

coexistence pacifique est davantage que le constat d'un état de fait ou un souhait; elle est érigée en ligne politique générale. Khrouchtchev est prêt à limiter son soutien à la révolution mondiale. Cependant, la coexistence pacifique n'exclut pas la compétition entre les systèmes, qui se poursuit aux niveaux économique, idéologique et social.

Cette idée de coexistence pacifique est à son tour liée à celle de la "multiplicité des voies de passage au socialisme" incluant la "voie pacifique", idée également énoncée par Khrouchtchev au XXe congrès. Elle avait des motifs très pragmatiques de réconciliation avec la Yougoslavie et accédait aux demandes des PC italien et français. Mais elle accroissait aussi la crédibilité de la coexistence pacifique. En opposition aux deux guerres mondiales accoucheuses de la Révolution d'Octobre et de l'extension du socialisme hors des frontières soviétiques, cela signifie que le progrès du socialisme peut se faire en dehors d'un contexte de guerre.⁵⁴

Avec la mise au point des ICBM et des satellites, les théoriciens soviétiques parlent d'une modification radicale du rapport de forces entre les deux camps. La stratégie américaine des représailles massives s'en trouvait ébranlée. L'URSS pouvait à son tour agiter cet épouvantail et Khrouchtchev ne s'en privait pas.

Si au XXe congrès Khrouchtchev affirmait que l'URSS était en mesure de dissuader les Etats-Unis de recourir à la guerre contre elle, vers 1959-1960, il semblait signifier qu'elle était en mesure de les empêcher d'exporter la contre-révolution.⁵⁵

En décembre 1959, c'est la création de la Force des missiles stratégiques comme service indépendant. Khrouchtchev semble baser toute la force militaire sur les ICBM. Il adopte une stratégie de dissuasion minimale, c'est à dire qu'un nombre restreint de missiles est suffisant pour permettre de dissuader d'une attaque. Cette doctrine ne survécut pas à la crise de Berlin, au "build-up" militaire américain et à la crise des missiles à Cuba.⁵⁶

Il semble que la décision du "build-up" militaire soviétique date de cette époque. Il aura comme conséquence d'élargir l'éventail des capacités militaires.⁵⁷ Malgré cela, la position soviétique officielle s'oppose aux théories stratégiques de "riposte graduée" et à l'idée qu'un conflit puisse demeurer isolé. Cela est probablement lié au soutien soviétique à Cuba face aux Américains. L'adoption d'une stratégie de riposte graduée aurait été incompatible avec le maintien d'une menace crédible. Ce n'était pas seulement la parité nucléaire qui faisait défaut à l'URSS, mais aussi une force d'intervention locale. L'URSS développera par la suite sa marine de guerre.⁵⁸

A l'ère Brejnev, la guerre nucléaire, bien qu'indésirable, demeure possible et peut être gagnée. L'URSS doit être préparée à tous les risques aussi bien nucléaires que classiques. Ceci se reflétera dans la structure et l'importance des forces militaires où l'on voit davantage une volonté de diversifier les capacités militaires aussi bien nucléaires que classiques. Cela se fera par un accroissement quantitatif des armes et aussi par leur

sophistication. A partir de 1965, il y a apparemment une décision de la part des leaders soviétiques de diversifier les forces stratégiques intercontinentales avec le développement des sous-marins armés de SLBM. Il y a aussi une augmentation de la capacité de combat des forces classiques, notamment de la marine.⁵⁹

Comme la technologie nucléaire militaire soviétique a toujours été la remorque de la technologie américaine, il semble que la ligne directrice à la politique militaire soviétique, ait été de s'assurer une capacité de riposte, autant que possible arme par arme.⁶⁰ Cependant, si cette politique est réactive, elle n'est pas nécessairement imitative, à cause d'une organisation différente de la défense et de plus de simplicité et d'unicité dans le développement technologique.⁶¹

Au XXIII^e Congrès du PCUS en 1966, le premier après la chute de Khrouchtchev, la coexistence pacifique demeure un objectif souhaitable, mais ne sera plus désormais la ligne générale de la politique extérieure. Si l'URSS a cru à la capacité de dissuader les Etats-Unis d'exporter la contre-révolution, l'escalade de l'engagement militaire américain au Viêt-nam en montre l'ineptie.⁶²

On notera une modification de la définition des fonctions de l'armée soviétique correspondant à l'évolution de la place que l'URSS occupe sur la scène politique internationale. Ces fonctions sont passées de la "défense du socialisme dans un seul pays face à l'encerclement capitaliste" sous Staline, à la "défense de la communauté socialiste", alors que se constituaient les

"démocraties populaires". Une fois que l'URSS eut acquis une position de puissance mondiale, les fonctions de l'armée soviétique s'étendirent à la défense des "pays faibles" où l'Ouest tente de supprimer des mouvements de libération nationale ou d'exporter la contre-révolution. Enfin, vers la fin des années 1960, l'URSS inclut la "défense de la paix mondiale" et des peuples pacifiques, c'est-à-dire propose de prévenir l'éclatement d'une nouvelle guerre mondiale.⁶³ Après 1976, il y aura moins d'accent sur le rôle international de l'URSS: notamment en matière soutien à des révolutions en butte à une contre-révolution. Le rôle doit alors être partagé avec les membres du Pacte de Varsovie.⁶⁴

NOTES

CHAPITRE II

Afin d'éviter de multiplier davantage les références déjà nombreuses, j'ai généralement regroupé plusieurs informations et/ou sources sous une même note. On considérera donc que les notes que l'on retrouve dans ce chapitre s'appliquent aux paragraphes ou à l'ensemble de la section qui précède la note.

1. Craig, P.P., Jungerman, J.A., Nuclear Arms Race, New-York, McGraw Hill, 1986, p. 3.
2. Kaku, M., Axelrod, D., To Win a Nuclear War, Montreal, Black Rose Books, 1987, p. 33.

Smoke, R., National Security and the Nuclear Dilemma, New-York, Random House, 1984, pp. 129-130.
3. Cocharn, T.B., Arkin, W., Hoenig, M.M., U.S. Nuclear Forces and Capabilities, vol. 1, Cambridge, Mass., Ballinger Publishing Company, 1984, pp. 11-12, 15.

Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., p. 44, 54.

Polmar, N., Strategic Weapons: An Introduction, New-York, Crane Russak, 1982, p. 4, 10-17.
4. Berman, R.P., Baker, J.C., Soviet Strategic Forces, Washington, Brookings Institution, 1982, p. 39
5. Cocharn, T.B., Arkin, W.M., Hoenig, M.M., op. cit., p. 6

Craig, P.P., Jungerman, J.A., op. cit., p. 23, 25.

Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., p. 61, 78.

Koenig, W.J., Les armes de la terreur, Paris, E.P.A., 1982, p. 48.

Polmar, N., op. cit., p. 20

Smoke, R., op. cit., p. 59

6. Lockwood, J.S., The Soviet View of U.S. Strategic Doctrine, New Brunswick, U.S.A., Transaction Books, 1983, p. 14
Polmar, N., op. cit., pp. 16-17, 23.
7. Kaku, M., Axelrod, L., op. cit., p. 61
Polmar, N., op. cit., pp. 19-20, 28-29.
8. Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., pp. 128-129.
9. Koenig, W.J., op. cit., p. 89
Polmar, N., op. cit., p. 30.
10. Brown, S., The Faces of Power, New-York, Columbia University Press, 1983, p. 119.
Cochran, t.B., Arkin, W.M., Hoenig, M.M., op. cit., p. 12
Smoke, R., op. cit., p. 97.
11. Koenig, W.J., op. cit., p. 71.
12. Smoke, R., op. cit., p. 98
13. Berman, R.P., Baker, J.C., op. cit., p. 49
Koenig, W.J., op. cit., p. 90
Polmar, N., op. cit., pp. 37-38.
14. Gervasi, T., The Myth of Soviet Military Supremacy, New-York, Harper and Row Publishers, 1986, p. 401.
15. Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., p. 139.
16. Berman, R.P., Baker, J.C., op. cit., pp. 50-51.
17. Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., p. 209
Koenig, W.J., op. cit., pp. 92-93, 96.
18. Berman, R.P., Baker, J.C., op. cit., p. 51
Gunston, B., Rockets and Missiles, Salamander Books Ltd., 1979, p. 92
Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., p. 57
Polmar, N., op. cit., p. 34

- Smoke, R., op. cit., pp. 107-108.
19. Berman, R.P., Baker, J.C., op. cit., p. 51.
Gunston, B., op. cit., p. 13
20. Lévesque, J., L'U.R.S.S. et sa politique internationale de 1917 à nos jours, Paris, Armand Colin, 1980, p. 209
21. Berman, R.P., Baker, J.C., op. cit., p. 53.
22. Berman, R.P., Baker, J.C., op. cit., pp. 58-59, 62-63.
Polmar, N., op. cit., p. 41
23. Gunston, B., op. cit., p. 94.
24. de Sa Rego, C., Tonello, F., La guerre des étoiles, Paris, La Découverte, 1986, p. 14.
Kaku, M., Axelrod, D., p. 147, 257.
Polmar, N., op. cit., pp. 51-54, 59-60.
25. Huntzinger, J., Introduction aux relations internationales, Editions du Seuil, 1987, p. 281.
Lévesque, J., op. cit., pp. 271-275.
26. Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., p. 175.
Lévesque, J., op. cit., p. 275.
27. Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., p. 203
Smoke, R., op. cit., p. 177.
28. Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., p. 180.
29. Koenig, W.J., op. cit., p. 91.
30. Lévesque, J., op. cit., pp. 276-277.
31. Berman, R.P., Baker, J.C., op. cit., pp. 66-67, 102-105.
Craig, P.P., Jungerman, J.A., op. cit., p. 83.
32. Lévesque, J., op. cit., p. 286.

33. Craig, P.P., Jungerman, J.A., op. cit., p. 40
Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., pp. 199-200.
34. Lévesque, J., op. cit., p. 277.
35. Craig, P.P., Jungerman, J.A., op. cit., pp. 49-50.
Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., pp. 266-269.
Smoke, R., op. cit., pp. 205-206.
36. Koenig, W.J., op. cit., p. 53.
37. Brown, S., op. cit., p. 512. 588-589.
38. de Sa Rego, C., Tonello, F., op. cit., pp. 33-46.
Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., pp. 240-243.
39. Craig, P.P., Jungerman, J.A., op. cit., p. 35.
Horowitz, D., De Yalta au Viêt-nam, Paris, Union générale d'éditions, 1973, p. 31.
40. Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., p. 95-97, 105.
Smoke, R., op. cit., p. 59.
41. Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., p. 105
Smoke, R., op. cit., pp. 72-73.
42. Malcolmson, R.W., Nuclear Fallacies, Kingston, McGill-Queen University Press, 1985, p. 19.
43. Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., p. 113.
Smoke, R., op. cit., pp. 86-88.
44. Bernstein, S., Milza, P., Histoire du vingtième siècle, tome 2
La croissance et la crise, Paris, Hatier, 1984, p. 311.
Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., pp. 113-114, 119-120.
Polmar, N., op. cit., p. 87.
Smoke, R., op. cit., p. 91.

45. Dyer, Gwynne, War, New-York, Crown Publishers Inc., 1985, p. 227.
Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., p. 144.
46. Kaldor, M., The Baroque Arsenal, London, England, Abacus, 1983, p. 83.
47. Craig, P.P., Jungerman, J.A., op. cit., pp. 81-83.
Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., pp. 192-194.
48. Kaldor, M., op. cit., pp. 76-77.
49. Monks, A.L., Soviet Military Doctrine: 1960 to the Present, New-York, Irvington Publishers Inc., 1984, p. 14.
50. Berman, R.P., Baker, J.C., op. cit., p. 24.
51. Koenig, W.K., op. cit., p. 22
52. Lockwood, J.S., op. cit., pp. 28-29.
53. Kaldor, M., op. cit., p. 75.
54. GERSS, Les fondements doctrinaux de la stratégie soviétique.
Les Cahiers de la Fondation pour les Etudes de Défense Nationale,
Cahier no. 13, Paris, 1979, pp. 44-51.
Lévesque, J., op. cit., pp. 171-175.
55. Lévesque, J., op. cit., p. 188.
56. Kaldor, M., op. cit., pp. 77-78.
57. ibid., pp. 79-80.
58. Lévesque, J., op. cit., pp. 204-205, 217-218.
59. Berman, R.P., Baker, J.C., op. cit., pp. 62-63.
Koenig, W.J., op. cit., p. 58
60. Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., p. 286.
61. Kaldor, M., op. cit., p. 82
62. Lévesque, J., op. cit., p. 233.
63. Lider, J., Military Force: an Analysis of Marxist-Leninist Concepts,
England, 1981, pp. 77-78.
64. Monks, A.L., op. cit., pp. 132-135.

CHAPITRE III

EVOLUTION DES RELATIONS POLITIQUES AMERICANO-SOVIETIQUES

Dans ce chapitre, je vais regarder l'évolution des relations américano-soviétiques dans le cadre du système politique international. L'objectif en est de dégager les périodes de guerre froide et de détente et les moments de crise afin de pouvoir dans le prochain chapitre, les mettre en relation avec les aspects technico-militaires des relations américano-soviétiques et voir s'il existe à ce niveau une certaine corrélation et de quelle façon.

L'interprétation de plusieurs de ces événements a fait l'objet de controverses; mais comme ce qui importe dans ce chapitre est d'identifier l'état des relations américano-soviétiques, il ne saurait consister en une discussion d'auteurs. Il va sans dire que l'identification de ces périodes de tensions et de relative détente suppose une certaine interprétation des événements. Il s'agit donc de conserver un maximum d'esprit critique face aux différentes interprétations, mais l'objet premier du chapitre n'est pas d'en faire une confrontation.

Comme l'analyse des relations américano-soviétiques est faite dans le cadre du système politique international, le contexte est large, bien sûr. Cette amplitude oblige à une certaine sélection. Je ne peux passer en revue les rapports de force en tout moment et en tout lieu; je centrerai l'attention

sur les lieux et les moments de crise, en apportant les éléments explicatifs antérieurs, nécessaires à la compréhension de l'événement. De même, dans ce large contexte, je ne peux regarder en détail la dynamique interne des sociétés en crise, ce qui ne signifie nullement que je la leur dénie.

A. FIN DE LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE ET FISSURATION DE L'ALLIANCE

L'effondrement des puissances de l'Axe et l'épuisement de l'Europe ont laissé après la fin de la deuxième guerre mondiale, deux vainqueurs: les Etats-Unis et l'URSS. L'URSS et le mouvement communiste international en sortent renforcés. L'URSS est la principale puissance européenne. Cependant si elle est un vainqueur sur le plan militaire, elle ressort néanmoins ruinée de cette guerre. Par contre, la guerre fut pour les Etats-Unis, source d'essor et de prospérité économiques et occasion de restructurer l'économie mondiale à leur avantage. Les premiers mois de l'après-guerre verront les dernières manifestations de l'Alliance: adhésion de l'URSS à l'ONU, signature des traités de paix entre les vainqueurs et les alliés de l'Allemagne.¹

Les divergences d'intérêts qui avaient été mises en veilleuse par l'effort commun pour vaincre les puissances de l'Axe, ne tarderont pas à refaire surface. Dès le début de 1946, des désaccords surgissent à propos de ce qui restera longtemps au coeur des différends entre Soviétiques et Occidentaux en Europe, soit l'Allemagne. Les Anglais et les Américains désireux de ne pas s'aliéner l'Allemagne mettent fin à la politique de démantèlement industriel

convenue à Postdam. Ceci a pu faire craindre aux Soviétiques la reconstruction d'une Allemagne réarmée en vue d'un affrontement avec l'URSS.

Dans les pays où stationne l'Armée Rouge, les communistes prennent une part de plus en plus importante dans les gouvernements de coalition. Cependant l'hégémonie soviétique en Europe centrale et de l'Est ne s'est pas traduite immédiatement par l'implantation des structures soviétiques. Il semble y avoir là un souci de ménager la susceptibilité des Alliés. Les mesures prises par les différents gouvernements d'Europe de l'Est seront très diverses et varieront aussi par leur ampleur et leur rythme. Si les conditions dans ces pays ne favorisaient pas une prise de pouvoir directe par les communistes, elles favorisaient des politiques de gauche susceptibles de faire gagner des appuis aux PC. Les tâches de reconstruction nationale justifiaient en outre une intervention importante de l'Etat.² L'URSS ne voulait pas se laisser frustrer de ses victoires militaires et cherchait à raffermir ses positions dans cette zone qu'elle jugeait essentielle à sa défense.

En Iran, les troupes soviétiques s'attardaient afin de soutenir leurs revendications sur les concessions pétrolières. Truman envoya un ultimatum à Staline pour leur retrait, sinon les Etats-Unis interviendraient en utilisant la bombe atomique.³ L'URSS propose un contrôle conjoint soviéto-turc sur les détroits de la Mer Noire. Un navire de guerre américain croise au large d'Istanbul pour démontrer que les Etats-Unis n'accepteront pas un tel contrôle. En février 1947, les Britanniques informent les Etats-Unis, qu'en raison des conditions économiques qui prévalent dans leur pays, ils devront

retirer leur soutien au gouvernement grec en butte à des soulèvements dirigés par les communistes. Les Etats-Unis prendront la relève. L'URSS fut jugée responsable des soulèvements, bien que ces derniers aient plutôt répondu à la répression systématique des communistes par le gouvernement grec qu'à la volonté soviétique, et malgré que l'aide aux communistes grecs soit provenue surtout de la Yougoslavie.⁴

Ainsi, dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les divergences d'intérêts opposant l'URSS à ses autres alliés de la guerre, résurgissent et vont s'accroissant, ce qui conduira à une polarisation des rapports Est-Ouest.

B. LA GUERRE FROIDE

Ripolarisation du Monde

Le 12 mars 1947, Truman prononce un discours devant le Congrès par lequel il engage les Etats-Unis à arrêter la progression du communisme en apportant une aide financière (et militaire) aux pays qui veulent demeurer "libres". Les premiers bénéficiaires de l'aide ont été la Grèce et la Turquie. Les relations des Soviétiques avec les Occidentaux, particulièrement avec les Américains, étaient déjà passablement tendues. Ainsi, le discours de Truman situe moins le début de la guerre froide qu'il n'en constitue la déclaration officielle. La doctrine Truman de l'endiguement est mise en application en Europe de l'Ouest par le Plan Marshall lancé le 5 juin 1947. Le Plan défend d'abord la prospérité américaine, puisque les pays d'Europe constituent pour

eux un marché important. Le plan avait été proposé à tous les pays sans distinction. Mais l'URSS refuse d'adhérer au plan, car d'après elle, il favorise les projets susceptibles de développer une intégration économique des pays participants, surtout celle de l'Allemagne.

L'URSS répondra au plan Marshall par les moyens qu'elle avait, c'est-à-dire vue la condition de son économie, par des moyens politiques. En septembre 1947, elle crée le Kominform, organisme chargé de la coordination des PC mais visant surtout au resserrement des "démocraties populaires" autour de l'URSS. L'accent mis par les PC sur leurs intérêts nationaux et leur adaptation aux conditions particulières, risquaient en effet de laisser se développer des forces centrifuges alors que l'URSS avait besoin d'une politique d'ensemble plus intégrée pour la favoriser au niveau international. La doctrine Jdanov fait pendant à la doctrine Truman, basant elle aussi son analyse du monde sur une polarisation irréversible. Le Kominform jettera le mot d'ordre de radicalisation des PC. A l'Ouest, la création de Kominform ne fut pas perçue comme défensive, mais offensive: comme une renaissance du Komintern révélant une offensive révolutionnaire et générale du mouvement communiste international et une poussée expansionniste de l'URSS.

Vers cette époque la question allemande se pose avec plus d'acuité. Les zones américaine et anglaise avaient fusionné et il apparaissait clairement que le nouvel Etat allemand bénéficierait du plan Marshall. Ceci a pu être compris par les Soviétiques comme une reconstitution unilatérale de l'Allemagne. La transformation de l'Europe orientale en un glacis de sécurité apparut encore plus urgente. Alors que l'Armée Rouge s'était

retirée de Tchécoslovaquie, le coup de Prague de février 1948, devait permettre à l'URSS de fermer sa sphère d'influence, ce qui à son tour encouragea l'Occident à aller de l'avant avec la reconstitution d'une Allemagne forte économiquement et politiquement, pour faire obstacle au communisme.

La première étape est la mise en vigueur en juin 1948 d'une nouvelle unité monétaire dans la zone anglo-américaine, dont l'usage est étendue à Berlin. L'URSS cherche à fermer sa zone d'occupation en Allemagne en bloquant les voies d'accès à Berlin, d'abord prudemment (le 18 juin 1948), puis complètement en août. Les Alliés n'oseront pas plus utiliser la force militaire que les Soviétiques n'oseront abattre les avions qui durant près d'un an que durera le blocus, viendront approvisionner Berlin-Ouest. Il semble bien que dès cette époque, les grandes puissances aient été tacitement d'accord sur la nécessité d'éviter un affrontement direct. Cependant, pour la première fois dans l'histoire américaine, le Congrès vota la conscription en temps de paix. L'URSS exigera sans succès, comme condition de l'abandon du blocus, que les Alliés mettent fin à leur projet de création d'un gouvernement ouest-allemand. Il sera créé le 23 mai 1949. La rupture des deux Allemagnes sera consommée avec la proclamation de la RDA le 30 du même mois.

La rupture politique avait déjà trouvé son expression militaire dans la signature du Pacte de l'Atlantique Nord le 4 avril 1949. L'engagement des Etats-Unis dans cette alliance constitue une véritable révolution dans sa politique extérieure consistant en l'abandon de la doctrine Monroe.

significatif de la nouvelle position qu'ils occupent au plan international.⁵ L'antagonisme américano-soviétique avait eu jusqu'alors, surtout l'Europe comme terrain d'affrontement, mais il allait bientôt en trouver un autre qui prendra d'autres formes d'expression.

La guerre de Corée

La situation en Corée connaît une évolution semblable à celle de l'Allemagne. Après qu'elle ait été évacuée par les Japonais, la Corée s'est trouvée divisée en deux zones d'occupation d'un côté et de l'autre du 38^e parallèle. L'URSS occupait le nord et les Etats-Unis, le sud. Comme ils ne pouvaient s'entendre sur les conditions de la réunification, deux Etats furent constitués, mais les troupes aussi bien soviétiques qu'américaines s'étaient retirées en 1949.

Le 25 juin 1950, les troupes nord-coréennes franchissent la ligne de démarcation invoquant la légitime défense face à la Corée du Sud. Les causes et origines réelles de la guerre de Corée restent jusqu'à ce jour, controversées. Pour les Américains, l'attaque est évidemment orchestrée par Moscou. Pour plusieurs l'enjeu réel serait l'Europe de l'Ouest et l'invasion de la Corée du Sud ne serait qu'une diversion destinée à affaiblir le potentiel militaire américain et à le concentrer en Asie. Considérant l'indépendance des Nord-coréens face à l'URSS et aussi à la Chine, il semblerait plutôt qu'ils aient agi d'après leur estimation de la situation et la volonté de réunifier le pays, mais en ayant toutefois pris soin d'informer Moscou de leurs intentions.

Malgré que le secrétaire d'Etat américain ait en janvier 1950, publiquement et clairement exclu la Corée du Sud du périmètre de sécurité américain en Asie, les Etats-Unis décidèrent de considérer cette intrusion comme un test décisif entre eux et l'URSS. Cette décision se basait sur l'idée qu'il fallait empêcher les communistes de prendre le contrôle d'un pays ou d'une région même si cette dernière n'avait aucune valeur géopolitique intrinsèque, car les laisser faire sans réagir constituerait un encouragement à d'autres actions semblables, ce qui mènerait petit à petit à un rapport de forces global défavorable aux Etats-Unis. Ceci a pu leur apparaître d'autant plus probable que cette invasion avait lieu moins d'un an après la proclamation de la république populaire de Chine.

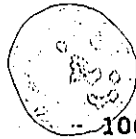
Appliquant à l'Asie la politique "d'endiguement", les Américains font bombarder le Nord et envoient un corps expéditionnaire placé sous le pavillon de l'ONU. D'abord en difficulté, les Américains refoulent ensuite leurs adversaires vers le Nord, vers le fleuve Yalou qui marque la frontière avec la Chine. Ceci constitue un dangereux précédent pour l'URSS, non pas qu'elle soit directement menacée mais du fait que l'existence d'un Etat socialiste se trouve menacée, tandis que les éléments les plus durs aux Etats-Unis rêvent de "refoulement", ("roll-back") la Chine, probablement en concertation avec l'URSS vu la gravité de la situation, oblige les unités de l'ONU à battre en retraite. En 1951, le front se stabilise près du 38^e parallèle. Des pourparlers s'engagent, mais il n'aboutiront que le 27 juillet 1953, alors que s'amorcera le dégel.⁶

C. LE DEGEL

Les premières heures du dégel

La mort de Staline en mars 1953, a inauguré une réorientation de la politique soviétique: que l'extrême concentration du pouvoir, les conditions de vie de la population, et les tensions dans les "démocraties populaires" laissaient prévoir. Il y aura des réajustements aussi bien dans la politique intérieure de l'URSS, que dans ses relations avec les autres Etats socialistes, que dans sa politique internationale, notamment dans ses rapports avec l'Ouest. Ces réajustements sont visibles dans l'empressement à mettre fin à la guerre de Corée. On le voit aussi dans l'affirmation de la possibilité de "coexistence pacifique" érigée en ligne générale de la politique extérieure soviétique par le XX^e Congrès du PCUS de 1956. Cette politique visait à redonner au système politique international, une certaine fluidité.

Cet assouplissement de la politique extérieure face à l'Ouest trouvera en la réévaluation du neutralisme du Tiers-Monde, ce qui sera à la fois une extension et une compensation. Auparavant, la vision stalinienne proposait une division manichéenne du monde où les Etats émancipés se divisaient en deux camps: ceux qui s'étaient émancipés sous la direction d'un PC faisaient parti du camp socialiste, les autres se situaient dans le camp impérialiste, le neutralisme masquant des tendances pro-impérialistes.* Mais pour les nouveaux dirigeants soviétiques, dans la mesure où les deux camps semblaient



figés à long terme. le neutralisme des pays qui refusaient d'intégrer le réseau d'alliances militaires américaines, semblait ouvrir la voie à des succès diplomatiques, même si leur indépendance face au système capitaliste était loin d'être totale.⁷ On peut noter un certain parallélisme avec l'attitude des Etats-Unis pour lesquels toute opposition envers eux est assimilée à une subversion communiste. Le Tiers-monde et la décolonisation rapide des continents africain et asiatique allait bientôt ouvrir à l'URSS de nombreuses possibilités.

Pour le moment, le dégel soviétique ne sera pas suivi par les Américains. On assiste au contraire à une espèce d'endiguement renforcé. La guerre de Corée a fourni des arguments à ceux qui prônent le renforcement des forces militaires sur théâtres locaux. Dès 1950, les Etats-Unis avaient envisagé le réarmement de l'Allemagne. En 1951, la Grèce et la Turquie avaient intégré l'OTAN. La course aux alliances militaires s'intensifie. En septembre 1954, c'est une version élargie de l'ANZUS qui est signée avec le traité de l'OTASE. Il inclut les Etats-Unis, la France, la Grande-bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Thaïlande, les Philippines et le Pakistan. En fait, le traité ne comporte pas d'engagement ferme, tout au plus fournit-il une base pratique et légale pour soutenir les alliés dans la région, et constitue une reconnaissance formelle de la relation de pouvoir en Asie. En mai 1955, le Pacte de Bagdad est signé, réunissant l'Angleterre, la Turquie, le Pakistan, l'Iran et l'Iraq. Il y a une espèce de bipolarisation au Moyen-Orient où le nord est organisé dans le Pacte de Bagdad et le sud dominé par l'Egypte nassérienne.⁸

Mais les principales inquiétudes de l'URSS se concentraient sur le réarmement de l'Allemagne. Les projets occidentaux d'une communauté de défense européenne (la CED) qui inclurait aussi l'Allemagne, pouvaient sembler menaçants dans l'optique soviétique, non seulement envers l'Allemagne de l'Est, mais aussi envers la Pologne et la Tchécoslovaquie dont l'Allemagne de l'Ouest ne reconnaissait pas les frontières occidentales comme définitives. Tout en ne cédant rien, l'URSS se cantonne à des déclarations conciliantes.

La CED échoua, mais les accords de Paris d'octobre 1954 scellèrent l'intégration de l'Allemagne occidentale à l'OTAN. La ratification des accords ne put être empêchée. Du côté soviétique, une conférence procédera donc à la création du Pacte de Varsovie en mai 1955, lequel prévoyait un commandement militaire conjoint de l'Allemagne de l'Est, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Bulgarie et l'Albanie. Le Pacte ne changeait rien à la situation militaire, mais il institutionalisait les rapports entre l'URSS et les "démocraties populaires" et légalisait la présence de troupes soviétiques en Europe de l'Est. Le lendemain, un traité de paix était signé entre l'URSS, les Etats-Unis, la France, l'Angleterre et l'Autriche d'où l'URSS retire ses troupes, en échange entre autres choses, de la neutralité autrichienne.⁹

Si les Etats-Unis n'emboîtent guère le pas au dégel soviétique, par contre ils ne tenteront pas d'intervenir en Europe de l'Est malgré les remous que la déstalinisation contribuait à créer. Ils n'interviendront ni lors des soulèvements à Berlin en juin 1953, ni lors des soulèvements en Hongrie à

l'automne 1956. Il existait bien sous l'administration Eisenhower une certaine rhétorique de la libération des pays de l'Est, mais l'intervention de la part des Américains n'ira pas au-delà de quelques encouragements au insurgés hongrois via Radio-Europe libre.¹⁰ Ainsi malgré le discours officiel qui fait parfois appel au "refoulement", l'attitude américaine dans cette crise révèle plutôt une reconnaissance des sphères d'influence.

La période du dégel ne sera pas non plus exempte de crises internationales, ni de motifs de tension entre les deux puissances. Début 1954, le colonialisme français est en train de s'écrouler en Indochine. Si Eisenhower compare le Viêt-nam au premier domino d'une rangée, l'URSS ne portera pas tellement attention à ce contentieux, sacrifiant l'Indochine à la détente. Il y eut également la crise des îles Quemoy et Matsu qui fut en définitive mineure. Cependant, à cet occasion, le JCS a recommandé l'utilisation d'armes nucléaires à plusieurs reprises.¹¹ Mais une crise autrement plus importante prendra le devant de la scène internationale.

La crise de Suez

La nouvelle politique soviétique envers le Tiers-monde trouvera un champ d'application au Moyen-Orient. En fait, la crise de Suez donnera l'occasion aux deux grandes puissances de relever les vieux impérialismes.

Les Britanniques avaient de plus en plus de difficultés à garder le contrôle de la région. Le 27 juillet 1956, Nasser procède à la nationalisation de la compagnie du canal de Suez dont la majorité des

actionnaires sont britanniques ou français. De plus, une importante proportion des navires qui transitent par le canal, sont britanniques. Les Egyptiens avaient obtenu l'aide militaire de l'URSS. Les Etats-Unis appuient les pays du Pacte de Bagdad. Français et Britanniques mènent parallèlement des négociations avec l'Egypte et des préparations d'intervention armée. Se sentant menacé par ses voisins, Israël se joint à la coalition franco-britannique. Le 29 octobre, les troupes israéliennes attaquent l'Egypte et progressent vers le canal. Le 5 novembre, Français et Britanniques débarquent dans la zone sous prétexte de ramener l'ordre dans la région. Alors que les trois semblent pouvoir l'emporter facilement, Moscou et Washington réagissent à une opération qui risque de réduire leur influence dans la région au profit des anciennes puissances coloniales. Le Premier ministre soviétique rappelle à Londres et Paris que Moscou dispose d'armes nucléaires, tout en proposant aux Etats-Unis une intervention conjointe afin d'expulser les Français et les Britanniques. Eisenhower obtient du commandant de l'OTAN, de faire en conférence de presse, la menace de répliquer en envoyant des fusées sur Moscou. Les Etats-Unis exerceront cependant des pressions politiques et financières sur la Grande-Bretagne. Cette dernière cède obligeant ainsi la France à accepter le cessez-le-feu ordonné par l'ONU. Les deux super-puissances se retrouvent désormais face à face au Moyen-Orient. Mais alors que les Etats-Unis sont toujours considérés comme les alliés de la France, de l'Angleterre et d'Israël, l'URSS apparaît comme le défenseur du nationalisme arabe.¹²

Après la crise de Suez, Eisenhower réaffirme devant le Congrès sa volonté de défendre par les armes les pays de cette région contre toute

nation contrôlée par le communisme et réaffirme l'importance stratégique de la région pour le transport et le pétrole. Il demande au Congrès l'autorisation d'accorder une aide militaire et économique aux pays de la région. Une résolution qui sera étiquetée "doctrine Eisenhower" sera adoptée en ce sens. Plusieurs applications en seront faites. En avril 1957, la sixième flotte va croiser en Méditerranée orientale en guise de démonstration de soutien au roi Hussein de Jordanie en difficulté avec des rebelles anti-royalistes que soutiennent l'Egypte et la Syrie. En 1958, après que le coup en Iraq ait transformé ce régime pro-occidental en régime pro-Nasser, les Etats-Unis interviennent militairement au Liban, pour contrer des éléments pro-Nasser. L'intervention est présentée comme une riposte à une menace à l'indépendance du Liban, mais sans que la nature ou la source en soient spécifiées.¹³

D. RETOUR A LA GUERRE FROIDE

La crise de Berlin

Une des conditions de la coexistence pacifique était la reconnaissance par les Occidentaux des conséquences de la Deuxième Guerre mondiale. A ce titre, le statut de Berlin constituait une grosse épine. Ainsi en novembre 1958, Khrouchtchev lance un ultimatum de six mois exigeant la révision du statut de Berlin, faute de quoi l'URSS signerait un traité de paix séparé avec la RDA, lui donnant pleine souveraineté sur Berlin-Est. C'était en quelque sorte forcer la reconnaissance de la RDA. Pour négocier ce statut,

l'URSS souhaitait une conférence au sommet des quatre Grands. L'idée de la conférence n'est finalement acquise qu'en septembre 1959 à camp David, lors de la visite de Khrouchtchev aux Etats-Unis.¹⁴

Mais la conférence tant souhaitée et qui devait se tenir à Paris en 1960, n'eut finalement pas lieu suite à l'incident du U-2, l'avion-espion américain abattu au-dessus du territoire soviétique. Il semblait bien que cet U-2 "tombait réellement à pic" fournissant le prétexte pour annuler la conférence. En effet, Eisenhower demeurait imprécis quant aux concessions que les Etats-Unis pourraient faire. Khrouchtchev en butte aux critiques à la fois chinoise et interne sur l'utilité de la détente, ne pouvait se permettre d'assister à la conférence sans enregistrer quelques succès. Par contre, il faut dire que l'attitude d'Eisenhower s'empressant d'affirmer qu'il avait émis des directives pour recueillir des informations sur l'URSS de toutes les façons possibles afin de prévenir une attaque surprise de la part des Soviétiques, n'avait rien pour minimiser l'incident.¹⁵

Aux entretiens de Vienne en juin 1961, Kennedy et Khrouchtchev restent fermement sur leurs positions. Khrouchtchev menace de signer un traité de paix séparé avec la RDA avant la fin de l'année, si aucun accord n'est intervenu au sujet du statut de Berlin. Les Américains accroissent leurs effectifs en Allemagne et Khrouchtchev annonce une augmentation des dépenses militaires soviétiques. Le 19 août 1961, la RDA fait ériger son fameux mur le long de la ligne de démarcation entre les parties est et ouest de la ville. C'est dans ce contexte de retour à la guerre froide qu'aura lieu la crise des missiles à Guba.¹⁶

La crise des missiles à Cuba:

La révolution cubaine avait renversé le dictateur Batista en janvier 1959. Les relations de Cuba avec les Etats-Unis commencent à se détériorer alors que Castro annonce son intention de procéder à une réforme agraire qui touche entre autres, les terres des grandes compagnies américaines. La situation se polarise. Les Etats-Unis retirent les quotas de sucre qu'ils devaient acheter, alors que l'économie cubaine repose sur le sucre. L'URSS annonce qu'elle achèterait tout ce que les Etats-Unis refuseraient d'acheter. Castro se tourne de plus en plus vers l'URSS. A la veille de l'invasion de la baie des Cochons par des exilés cubains (avec l'assistance de la CIA), il proclame le caractère socialiste de la révolution cubaine.¹⁷ En septembre 1962, l'URSS commence clandestinement, l'installation de missiles nucléaires à moyenne portée, à Cuba.¹⁸

L'interprétation occidentale classique veut que cette action ait eu pour but le redressement de "l'équilibre" nucléaire stratégique entre les Etats-Unis et l'URSS, faisant de Cuba pour les Etats-Unis, ce que l'Europe de l'Ouest était pour l'URSS. Lévesque en donne l'interprétation suivante qui me semble plus intéressante.

Il avait fallu attendre avril 1962 avant que la presse officielle soviétique reconnaisse que Cuba en était à l'étape des transformations socialistes. L'installation secrète des missiles à Cuba aurait plutôt été liée à cette reconnaissance. En effet, l'inclusion de Cuba dans le camp

socialiste impliquait de nouvelles responsabilités de défense pour l'URSS, dans une zone géographique éloignée de l'URSS et située à quelques 180 kilomètres des Etats-Unis. L'URSS n'était sans doute pas intéressée à risquer une guerre nucléaire pour défendre ce pays en lui étendant les garanties du Pacte, dont les pays membres pouvaient eux, être défendus par des forces conventionnelles. Mais une fois les Etats-Unis mis devant le fait accompli, les missiles installés à Cuba pouvaient fournir un puissant élément dissuasif.¹⁹

Mais le 22 octobre 1962, les EU découvrent les travaux d'installation avant leur achèvement. Ils exigent le démantèlement des missiles et leur retrait dans les plus brefs délais. Kennedy annonce le blocus naval de Cuba. Il semblait clair que si les exigences américaines n'étaient pas satisfaites une action militaire serait entreprise de leur part contre Cuba. Effectivement, McNamara et le général Taylor pressent Kennedy d'envahir Cuba. Deux conditions au retrait des missiles, furent émises par les Soviétiques. Premièrement, l'engagement de la part des Américains de ne pas envahir Cuba, condition suivie deux jours plus tard par celle du retrait des missiles américains de Turquie. Les Américains garantissent de ne pas envahir Cuba; quant aux fusées américaines déployées en Italie et en Turquie, elles devaient déjà être retirées de toute façon.²⁰

L'expérience cubaine est intéressante à bien des égards. Avant même la crise des missiles, elle avait déjà forcé la révision de la politique extérieure américaine, surtout face à l'Amérique du Sud.

Selon Brown, le centre de la politique américaine sous l'administration Kennedy n'est pas la modification de la politique militaire par l'adoption de la riposte graduée, mais plutôt la notion que le terrain décisif de l'affrontement américano-soviétique était en train de passer de l'Europe au Tiers-Monde. Cette notion trouva sa confirmation chez Khrouchtchev lui-même alors qu'il déclarait qu'une guerre entre les deux Grands serait absurde et que les guerres à soutenir étaient les luttes de libérations nationales.²¹

Les Etats-Unis développent des capacités para-militaires et militaires anti-subversives. Mais ces dernières n'avaient aucune utilité face à la valeur d'exemple et à la popularité dont jouissait alors la révolution cubaine en Amérique latine. L'alternative mise sur pied par les Etats-Unis fut l'Alliance pour le Progrès. Elle était sensée créer, au moyen de l'aide économique américaine, des conditions économiques et sociales en Amérique latine, qui ne favoriseraient pas le développement de mouvements communistes, en atténuant les disparités économiques les plus criantes. Elle visait à empêcher la radicalisation des forces réformistes latino-américaines et à démentir l'identification des Etats-Unis avec les éléments les plus conservateurs.²² En fait la Alianza était une sorte de plan Marshall fortement militarisé à appliquer à l'Amérique latine. Par ailleurs, l'Alliance n'empêchera pas les Etats-Unis d'intervenir militairement à St.-Domingue en 1965, et de s'enliser de plus en plus au Viêt-nam.

Du côté soviétique, la crise des missiles conduisit Khrouchtchev à insister davantage sur la "coexistence pacifique". Les incidents sur les voies d'accès à Berlin-Ouest cessent.²³

Durant la crise, les canaux traditionnels de communications s'étaient avérés exiger des délais trop longs. En juin 1963, une ligne télex directe, le fameux "téléphone rouge", est établie entre le Kremlin et la Maison Blanche. Les deux Grands s'efforceront de maintenir le duopole nucléaire ce qui se traduira par de nombreux traités. Le premier sera un traité d'interdiction partielle des essais nucléaires qui sera signé le 5 août 1963. Il faut dire que la signature de ce traité résulte également des pressions de l'opinion publique mondiale de plus en plus avisée en ce qui a trait aux dangers des retombées radioactives. Comme chacun des signataires du traité s'engageait à solliciter l'adhésion de ses Alliés, il équivalait dans une certaine mesure, à un traité de non-prolifération. La RFA signa le traité, ce qui était très satisfaisant pour l'URSS.²⁴

L'après-Khrouchtchev

L'après-Khrouchtchev marque quelques ruptures dans la politique extérieure soviétique. Un frein est mis à la désintégration du camp socialiste, fût-ce au prix d'une dégradation des relations avec les Etats-Unis, mais tout en tentant de réduire l'affrontement au minimum.

Lors du XXIII^e Congrès du PCUS en mars 1966, si la coexistence pacifique continue d'être un objectif de la politique extérieure, elle n'est plus

définie comme la ligne générale. A la lumière des événements, les virtualités que représentaient pour l'URSS la décolonisation et la coexistence pacifique demandaient à être réévaluées.

L'expérience révolutionnaire cubaine ne s'inscrivait pas dans une tendance générale, même si elle avait pu sembler d'autant plus significative que ce n'était pas un colonialisme européen agonisant qui s'était écroulé, mais au contraire un impérialisme des plus modernes qui avait été touché. La convergence entre "mouvement de libération nationale" et "transition au socialisme" qui avait été une réalité à Cuba, s'avérait être au-delà de ses frontières, un vœu et une généralisation hâtive de l'URSS. Suite à la décolonisation rapide qui s'était produite en Afrique, les experts soviétiques avaient parfois cru y découvrir des potentialités révolutionnaires. Après son soutien au Congo qui marquait son entrée sur la scène africaine, l'URSS avait développé des liens avec la Guinée de Sékou Touré, le Ghana de Nkrumah et l'Algérie de Ben Bella. Mais la nouvelle "voie vers le socialisme" s'était avérée plus encombrée que ne l'avait escompté ou souhaité les dirigeants soviétiques, comme le démontrait le renversement de Ben Bella par un coup d'Etat militaire en juin 1965, et l'effondrement du régime de Nkrumah en 1966. De plus l'engagement militaire américain au Viêt-nam se faisait de plus en plus massif, ce qui démontrait l'incapacité de l'URSS d'empêcher les Etats-Unis d'exporter la contre-révolution.²⁵

La guerre du Viêt-nam

Malgré les accords de Genève de juillet 1954 qui prévoyaient la réunification du Viêt nam, une coupure durable semblait s'installer entre le Nord communiste et le sud où le régime de Ngo Dinh-Diem se transformait en dictature militaire. Conformément à sa politique d'endiguement, les Etats Unis appuient le Sud-Viêt nam dès 1956, par l'envoi d'équipement et de conseillers militaires, tandis que la résistance s'organise dans le maquis. En 1960, le Front National de Libération regroupe les opposants au régime de diverses tendances, bien que baptisés Viêt-congs (communistes vietnamiens) par les dirigeants sud-vietnamiens. En 1961, au moment de l'arrivée au pouvoir de Kennedy, la rébellion contrôle le tiers du pays et l'opposition gagne les villes. Les Etats-Unis quadruplent le nombre de conseillers militaires au Viêt nam et retirent leur appui au clan Ngo. Ce dernier sera assassiné avec la complicité de la CIA en novembre 1963. Suit une période d'agitation et de putsh. Johnson poursuit la politique amorcée par Kennedy. Il approuve un plan prévoyant des opérations d'espionnage et des interventions contre le Nord-Viêt-nam utilisant des mercenaires. C'est alors qu'il est en mission d'espionnage dans le golfe de Tonkin, que le destroyer américain Maddox est mitraillé par des patrouilleurs nord-vietnamiens, en août 1964. Aussitôt, le corps expéditionnaire américain est renforcé. De 1964 à 1968, l'intervention se fait de plus en plus massive. Les Etats-Unis ne cherchent plus seulement à préserver le Sud-Viêt-nam, mais à partir de février 1965, bombardent aussi le nord, c'est-à-dire attaquent directement un pays du camp socialiste. Début 1968, c'est l'offensive du Têt, attaque générale lancée par le FLN contre les villes et les bases américaines du Sud.

La difficulté avec laquelle l'attaque est repoussée révèle qu'une victoire américaine sera de plus en plus coûteuse, sinon douteuse.²⁶

Vers la même époque, Kossiguine en visite en Corée du Nord et au Viêt nam nord accorde une importante aide économique et militaire, ce qui favorise la neutralité de ces pays dans le conflit sino-soviétique. La position soviétique face à la guerre du Viêt-nam, comme d'ailleurs sa position sur l'ensemble du continent asiatique doit être comprise dans le cadre de la recherche d'hégémonie régionale qui l'oppose à la Chine.²⁷

La guerre des six jours

Un autre affrontement indirect entre les deux Grands surviendra en 1967 au Moyen-Orient. L'affrontement se fera par acteurs interposés et sa dynamique dépendra d'ailleurs davantage de ces derniers que des grandes puissances.

Le bilan de la politique que Khrouchtchev y avait menée pouvait à prime abord sembler favorable, surtout comparativement à celui de sa politique africaine.

L'URSS soutenait l'Egypte de Nasser depuis déjà un certain temps, fournissant une aide économique, mais surtout de l'équipement militaire. Depuis la fin de 1964, elle s'intéresse à la Syrie alors qu'y surviennent nationalisations des grandes entreprises et des banques. Ces deux Etats constituaient les piliers de la présence soviétique dans une région qui à cause de son pétrole représentait des intérêts économiques primordiaux pour

l'Occident. Potentiellement ils étaient aussi des voies d'accès à la Méditerranée. De plus, la présence de l'URSS dans la région renforçait son rôle en tant que puissance mondiale.

Cependant, l'URSS se trouvait en quelque sorte en plein conflit d'intérêts. L'Egypte et la Syrie étaient beaucoup plus guidées par leurs intérêts nationaux que par une allégeance envers le système soviétique. Le rapprochement de la Syrie avec l'URSS était lié pour une large part à l'hostilité syrienne envers Israël. Or, l'URSS craignait précisément que cette hostilité ne provoque Israël à intervenir militairement, avec le soutien américain. L'URSS se trouvait ainsi à soutenir une politique anti-israélienne que d'autre part elle tentait de modérer. C'est ainsi qu'elle put saluer comme un événement positif l'accord de défense passée entre la Syrie et l'Egypte en novembre 1966. Elle croyait que l'Egypte ajouterait un élément dissuasif face à Israël tout en constituant pour la Syrie un élément modérateur.

Or, c'est au contraire l'Egypte qui se lança dans une politique qui allait conduire à la guerre. Nasser demande le retrait des forces des Nations unies et les remplace par les forces égyptiennes, ce qui constituait un élément dissuasif supplémentaire face à Israël. Le 22 mai 1967, il annonce le blocus du golfe d'Akaba, interdisant ainsi l'accès d'Israël à la mer Rouge et la circulation maritime en direction d'Israël. La mesure n'était pas strictement défensive et aggravait la situation économique israélienne.

~~L'URSS se lança dans des tractations avec les Etats-Unis pour qu'ils tentent~~
d'obtenir d'Israël. l'engagement de ne pas déclencher les hostilités. Le 5 juin 1967. Israël déclenche tout de même la guerre sur tous les fronts. égyptien. syrien et jordanien et remporte une victoire totale en six jours. Comme d'après les réactions américaines qui avaient précédé la guerre, il semblait qu'une action militaire soviétique aurait conduit à une épreuve de force avec les Etats-Unis. L'URSS se garda bien d'intervenir. — Elle se contenta d'une action diplomatique et d'exigences aussi minimales qu'un cessez-le-feu sur place.

L'inaction de l'URSS durant le conflit porta un dur coup à la crédibilité de la solidarité soviéto-arabe et du soutien soviétique. Cependant, alors que le soutien des Etats-Unis à Israël leur avait valu un accroissement de l'hostilité du monde arabe, l'URSS demeurait encore le seul recours de l'Egypte et de la Syrie pour s'opposer aux conséquences de la guerre.²⁸

La politique de Nixon au Viêt-nam

Au Viêt-nam, l'administration américaine faisait face à une guerre interminable, coûteuse, et elle se heurtait à une contestation interne et mondiale grandissante.

En novembre 1968, Nixon s'était fait élire en tant que candidat de la paix, avec répétait-il, un plan pour mettre fin à la guerre du Viêt-nam. (Ce

qu'il n'avait pas dit. c'est que ce plan n'excluait pas l'éventualité de
l'utilisation d'armements nucléaires!)²⁹

Nixon annonce le retrait progressif des troupes américaines du Viêt-nam, mais non sans renforcer l'armée sud-vietnamienne. C'est en quelque sorte un début de l'application de ce qui sera par la suite étiqueté comme "doctrine Nixon" et qui correspondra à une révision de la stratégie mondiale américaine. Il ne s'agit pas de mettre fin à l'engagement militaire américain dans le monde, mais à leur sur-engagement, en faisant reposer l'endiguement sur leurs alliés. Autrement dit, préférer une assistance militaire indirecte à un engagement militaire direct et onéreux, en faisant assumer la défense et ses coûts aux alliés.

Cela n'empêchera cependant pas les Etats-Unis de bombarder intensivement le Cambodge, le Laos et le Nord-Viêt-nam et d'envahir le Cambodge en avril 1970, et le Laos en février 1971.³⁰ Cela n'empêchera pas non plus de parler de détente en d'autres lieux.

E. LA DETENTE

Normalisation des rapports de l'URSS avec l'Allemagne

La normalisation des rapports de l'URSS avec l'Allemagne est le prélude à la détente. Depuis la proclamation de la RFA en 1949 et tout le temps que le chancelier Adenauer demeura au pouvoir, c'est-à-dire jusqu'en 1963, la réunification de l'Allemagne dans ses frontières de 1937 demeura la condition

préalable à une normalisation des rapports avec l'Est. Sans abandonner cet objectif, les successeurs d'Adenauer firent preuve de plus d'ouverture envers l'Est. Cette ouverture demeurait sélective, se limitant à certains Etats. Cependant, la réunification de l'Allemagne apparaît de plus en plus comme un objectif irréalisable et constitue un constant motif de tension entre l'Est et l'Ouest.

Alors que le social-démocrate Brandt accède au pouvoir en septembre 1969, il adopte "l'Ostpolitik" qui est une politique d'ouverture envers l'Est. Le résultat de cette politique fut une série de traités signés entre 1970 et 1973 qui sanctionnaient le statu quo européen. C'était la reconnaissance territoriale et politique que l'URSS avait toujours recherché.³¹

Ouverture américaine envers la Chine et SALT I

L'événement le plus spectaculaire de la politique américaine vers cette époque est sans doute l'ouverture vers la république populaire de Chine qui avait été ignorée depuis sa création en 1949. C'est ainsi que Nixon se rendra en Chine, en février 1972. Le rapprochement américano-chinois était sensé pousser l'URSS à faire des concessions, car elle n'avait pas intérêt à voir ses deux principaux rivaux se liquer contre elle.

Mais il faut dire que c'est la première fois que les Etats-Unis ont la possibilité d'exploiter à leur profit le conflit sino-soviétique. Avant 1970, la Chine pratiquait une politique qui misait surtout sur les forces

révolutionnaires. Mais après les échecs qu'elle avait subis sur ce plan et suite à l'isolement dans lequel cette politique l'avait placée, la Chine décide désormais de miser sur les relations étatiques. Une charte établira même la "coexistence pacifique" entre les Etats-Unis et la Chine,³² point qui avait tellement divisé l'URSS et la Chine.

Je note au passage que ce type d'ambivalence entre le fait de favoriser les forces révolutionnaires ou les relations d'Etat à Etat, est également caractéristique de la politique extérieure soviétique et est lié à la nature de l'Etat socialiste. Ce n'est donc pas un hasard que cela ait représenté un si important point de litige dans l'affrontement sino-soviétique.

Généralement, les choix politiques de l'URSS donnent priorité à la sécurité et aux intérêts de l'Etat soviétique et la "perspective révolutionnaire" est "poursuivie dans la mesure où elle est... compatible avec cet objectif".³³

Comme prévu, le rapprochement des Etats-Unis avec la Chine provoqua un rapprochement de la part de l'URSS envers les Etats-Unis. Elle s'empressa d'inviter Nixon à Moscou qui s'y rendra en mai 1972. Cette visite inaugurera une ère de détente dans les relations américano-soviétiques. Le principal résultat de cette rencontre fut sans doute la signature des accords SALT I. Nous avons déjà vu ce qu'ils représentaient militairement. Politiquement le traité exprimait la "reconnaissance par les Etats-Unis d'un statut d'égalité" à l'URSS en tant que "grande puissance".³⁴

On ne saurait attribuer SALT I uniquement au rapprochement américano-chinois. Les premiers contacts en vue des pourparlers s'étaient effectués

entre 1966 et 1968 et avaient été momentanément interrompus lors de l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie et en raison de l'engagement militaire américain au Viêt-nam.³⁵ Les négociations s'ouvriront en novembre 1969. Ainsi le rapprochement américano-chinois aura tout au plus hâté la conclusion des accords.

SALT I fut le premier d'une série d'accords de divers ordres culminant avec la signature à Washington en juin 1973, d'un accord de coopération économique et technique et un traité sur la prévention de la guerre nucléaire.

Bien que rien d'officiel n'ait été acquis concernant le Viêt-nam, il semble que le déblocage dans les négociations entre les Etats-Unis et le Nord-Viêt-nam ait eu lieu quelques mois après la visite de Nixon à Moscou. De plus, l'URSS consentira à favoriser un règlement, ce dont elle s'était abstenue avant le sommet. Un accord interviendra à Paris en janvier 1973, exigeant le retrait des troupes américaines et le démantèlement de leurs bases. Quant à l'avenir du Viêt-nam, il serait élaboré par un Conseil national de Réconciliation composé d'un gouvernement révolutionnaire provisoire, du gouvernement de Saïgon et d'une autre composante neutre.³⁶

Les accords d'Helsinki

Une autre manifestation de la détente sera la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Elle s'ouvrira en 1973 et se terminera avec la signature des accords d'Helsinki le 1er août 1975.

Maintenant que la RDA, ses frontières et celles de la Pologne avaient été reconnues et que l'URSS avait à partir de 1970 accepté la participation américaine (bien qu'elle aurait préféré une conférence à caractère strictement européen) il n'y avait plus d'obstacles majeurs à la tenue de la conférence.

Trois commissions se partageaient les travaux. La première se penchait sur les questions de sécurité. L'URSS obtint satisfaction avec la reconnaissance des frontières européennes existantes et de leur inviolabilité, mais dut accepter que les possibilités de changements par des moyens pacifiques demeurent.

La deuxième commission devait favoriser la coopération à divers niveaux (économique, technique, scientifique) entre Etats participants, démarche qui n'aboutit qu'à des déclarations d'intention plutôt vagues.

La troisième commission qui devait faciliter la libre-circulation des hommes et des idées se heurta à quelques problèmes. Les exigences occidentales furent perçues par les Soviétiques comme des tentatives de déstabilisation. Un accord énonçant les principes qui devaient déterminer les relations entre Etats fut tout de même signé.³⁷

La guerre du Kippour

Mais la détente sur ces plans n'excluait pas des tensions sur d'autres

plans. Le Moyen-Orient sera à nouveau témoin d'un affrontement armé dans le conflit israélo-arabe. La résolution 242 du Conseil de Sécurité des

Nations-Unies adoptée le 22 novembre 1967 suite à la guerre des Six jours et prévoyant le retrait d'Israël des territoires occupés, n'avait pas encore été mis en application en raison d'interprétations contradictoires. L'Egypte ne maintient des rapports avec l'URSS que dans la mesure où elle espère un règlement militaire ou politique avec Israël. Mais la solution politique mettait du temps à se dessiner et l'Egypte est aussi de plus en plus impatiente, et de plus en plus anti-communiste.

Après la guerre des Six jours, l'URSS avait entrepris la reconstruction du potentiel militaire égyptien et syrien. Elle évite cependant de fournir certaines armes apparaissant trop perfectionnées ou offensives. Les Etats-Unis ne laissent pas Israël en reste. Tout cela se traduit par une course aux armements régionale.

Alors que l'URSS met la priorité de sa politique extérieure sur la détente, elle n'est pas prête à soutenir une guerre entre l'Egypte et Israël qui l'aurait impliquée directement vu l'importance de son engagement militaire avec l'Egypte et le contrôle que ses conseillers militaires exerçaient sur les installations et les équipements. Ainsi l'annonce du renvoi des conseillers militaires soviétiques le 18 juillet 1972 et la remise des bases militaires sous contrôle égyptien ont finalement pu être un soulagement pour l'URSS.

Une nouvelle guerre décidée par l'Egypte et la Syrie fut lancée contre Israël le 6 octobre 1973. Le nouvel armement conjugué à l'effet de surprise donna l'avantage à l'offensive égypto-syrienne, mais l'armée israélienne reprit l'initiative dès le 16 octobre. Les Etats-Unis et l'URSS établissent un pont aérien afin de réapprovisionner leurs alliés respectifs en armes et matériel. Le 16 octobre également, les ministres de onze pays arabes réunis au Koweït décident une augmentation unilatérale du prix du brut et une réduction graduelle des exportations de pétrole aux pays dont la politique est favorable à Israël, jusqu'à ce que les Israéliens évacuent les territoires qu'ils occupent depuis 1967. Cette décision est suivie quelques jours plus tard par un embargo total des exportations de pétrole vers les Etats-Unis, imposé par les principaux producteurs arabes.

Le 23 octobre, le Conseil de Sécurité de l'ONU vote un cessez-le-feu qui ne sera pas respecté. Israël cherchera à pousser son avantage et menace l'Egypte de la défaite militaire totale. Pour éviter cette éventualité, l'URSS avertit les Etats-Unis qu'elle est prête à intervenir directement afin de faire respecter le cessez-le-feu. Les Etats-Unis déclenchent une alerte nucléaire mondiale, font savoir à l'URSS qu'ils ne sauraient tolérer une action unilatérale de sa part et obtiennent d'Israël d'accepter le cessez-le-feu.

Cette guerre avait mis en évidence un changement dans les rapports de forces régionaux à l'avantage du monde arabe et de l'URSS. Face à ce nouveau rapport de forces et à l'embargo pétrolier, les Etats-Unis durent reconnaître qu'il leur devenait impérieux d'obtenir des concessions d'Israël afin de

redresser leur position dans le monde arabe. Ils pensaient tout d'abord travailler à un règlement conjointement avec l'URSS de sorte qu'elle aussi obtienne des concessions de ses alliés. Mais l'Egypte leur fournirait bientôt de meilleures possibilités. Elle croyait les Etats-Unis seuls capables d'obtenir des concessions d'Israël et ne souhaitait pas se faire imposer les siennes. Elle gardait encore des liens avec l'URSS afin de s'approvisionner en armements et garder une certaine autonomie face aux deux puissances, en jouant de l'une contre l'autre. Par contre elle démontrait des orientations de plus en plus pro-américaines (levée de l'embargo pétrolier, ouverture aux investissements américains) et à partir de 1974, l'URSS ne consentira plus à jouer ce rôle marginal et ce double-jeu.³⁸

L'Asie

Durant la période qui sera en principe celle de la détente, le Moyen-Orient ne sera pas l'unique théâtre d'affrontements. Malgré les accords de Paris de 1973, la guerre se poursuivra encore deux ans entre le nord et le sud Viêt-nam, le cessez-le-feu n'ayant pas été respecté par aucune des deux parties. A la fin d'avril 1975, le Sud-Viêt-nam s'effondre et le Viêt-nam sera unifié. Les forces révolutionnaires remportent la victoire au Laos et au Cambodge.³⁹

L'Angola

Vers le milieu de la décennie 1970, il y a un nouveau venu sur le terrain de l'affrontement Est-Ouest, soit le continent africain. Avec ses ressources minières vitales pour les économies développées, sa position sur la route du pétrole, sa proximité avec l'Océan Indien, il constitue un enjeu majeur dans la politique internationale.

La décolonisation s'y est généralement effectuée par l'insertion des anciennes colonies dans des ensembles dirigés par les anciennes métropoles (Commonwealth, communauté française). En bref, de nombreux liens sont maintenus entre les nouveaux Etats et les anciens Empires.

Cette décolonisation avait déjà suscité l'intérêt des Soviétiques à l'ère Khrouchtchev. Elle semblait fournir des potentialités révolutionnaires. L'URSS y avait pratiqué une "politique de présence", sans toutefois réussir à y implanter une réelle influence.

Mais la chute du régime Salazar au Portugal en avril 1974 et la décolonisation rapide qui s'ensuivit dans les colonies portugaises, allaient fournir à l'URSS de nouvelles possibilités. Elle put ainsi en Afrique, tirer profit de la Révolution des Oeillets, ce qui lui était impossible en Europe. En effet, soutenir la Révolution des Oeillets alors que le Portugal était membre de l'OTAN, aurait signifié que l'Europe occidentale était négociable. Par contre la révolution demeurait possible dans les ex-colonies portugaises.

Il y avait dans ces pays, des mouvements de libération nationale soit uniques, soit prédominants qui héritèrent du pouvoir au moment de l'indépendance, tel le FRELIMO du Mozambique avec lequel l'URSS entretenait des relations.

En Angola cependant, trois groupes rivaux s'affrontaient, lesquels étaient de plus clients de grandes puissances rivales, ce qui donna lieu au moment de l'indépendance, à une guerre civile et à une internationalisation du conflit. Cuba soutenue par l'URSS s'engage auprès du MPLA marxisant. Ses adversaires, le FLNA et l'UNITA sont soutenus militairement par le Zaïre, l'Afrique du Sud et les Etats-Unis. C'est ce soutien sud-africain qui défavorisera les autres groupes auprès des autres pays africains, donnant au MPLA la légitimité que n'aurait pas suffi à lui conférer la victoire militaire. Face à l'implication soviétique en Angola, les Etats-Unis ont bien émis quelques protestations, mais sans oser intervenir directement.⁴⁰

L'Ethiopie

Les relations de l'URSS avec l'Ethiopie furent longtemps restreintes malgré l'intérêt que pouvait représenter pour elle, ce pays-charnière entre la mer Rouge et l'Océan Indien. Les accords économiques et culturels établis durant la période Khrouchtchev n'eurent en fait qu'une portée limitée. Il faudra attendre le milieu de la décennie 1970, pour une modification de la situation.

Les Etats-Unis quant à eux, assurent leur présence dans la Mer Rouge par leur soutien à Israël, l'alliance avec l'Arabie Saoudite et l'aide économique et militaire apportée à l'Ethiopie. Après la chute de l'empereur Haïlé Sélassié le 12 septembre 1974, les Etats-Unis deviennent de plus en plus réticents à soutenir le Dergue, ce conseil militaire provisoire qui est aux prises avec un mouvement d'indépendance et l'Erythrée et tient un discours pro-soviétique et anti-occidental. La rupture fut consommée alors que s'accéléra l'orientation socialiste de l'Ethiopie avec la prise du pouvoir par Mengistu le 3 février 1977.

Si en Angola le succès de Cuba et de l'URSS fut finalement assez facilement acquis, les conditions éthiopiennes étaient beaucoup moins favorables à leur action. L'Ethiopie était aux prises avec deux mouvements séparatistes. L'un que l'URSS a soutenu alors que l'Ethiopie était pro-américaine et en faveur duquel la Syrie, le Yémen et l'OLP font pression, vise l'indépendance de l'Erythrée arabe et musulmane. L'autre vise l'annexion de l'Ogaden à la Somalie alors alliée de l'URSS, quoiqu'une alliée de plus en plus réticente.

L'URSS cherchera à ménager la chèvre et le chou en proposant une Confédération entre l'Ethiopie, Djibouti, la Somalie et le Sud-Yémen, que Cuba tentera de promouvoir. Mais la Somalie a suffisamment d'appui dans le monde arabe pour ne pas être contrainte à accepter la fédération. Le 13 novembre 1977, la Somalie abroge le traité d'amitié signé avec l'URSS en 1974 et expulse les forces militaires soviétiques de la base aérienne et navale

de Berbera. L'aide militaire cubaine et soviétique à l'Ethiopie, qui avait tout d'abord été limitée et discrète se fit plus massive. Cuba s'engage aux côtés de l'armée éthiopienne, ce qui aboutit à la récupération de l'Ogaden. Il y aura même des troupes éthiopiennes qui entreront en territoire somalien. Un bloc islamique à la tête duquel se retrouveront l'Arabie saoudite, l'Iran et le Pakistan tentera d'obtenir l'aide américaine pour la Somalie. Mais les Etats-Unis hésitent à s'engager. Leurs alliés français et britanniques ne sont pas favorables à une action qui compromettrait leurs intérêts dans la région. De plus, l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) considérait les frontières existantes comme intangibles quoiqu'artificielles. Leur remise en question risquait d'entraîner en Afrique une perpétuelle instabilité.

Quant à l'Erythrée, Cuba et l'URSS continuent à prôner une solution politique, ménageant à la fois Mengistu et le mouvement indépendantiste, en raison du soutien dont il jouit dans le monde arabe.⁴¹

F. LES DERNIERES HEURES DE LA DETENTE

Salt II

Durant la décennie 1970, l'URSS est vraiment devenue une puissance mondiale à part entière avec son implantation en Afrique. Les gains soviétiques ont bien suscité quelques protestations mais sans remettre en cause l'ensemble de la détente. Cela créa cependant un climat politique

défavorable aux pourparlers en vue des accords SALT II qui devaient en principe être conclus pour 1977. Ils furent tout de même signés à Vienne en 1979, mais sans jamais être ratifiés par le Sénat américain.⁴²

Camp David

Pour les Etats-Unis, la décennie 1970 aura été assez peu reluisante, marquée par le scandale du Watergate et la défaite au Viêt-nam. L'hégémonie américaine sera en outre ébranlée en divers endroits du globe.

Les Etats-Unis connurent cependant un certain succès avec l'entente intervenue entre l'Egypte et Israël à Camp David le 17 septembre 1978. L'Egypte put obtenir avec les Etats-Unis, des règlements partiels en sa faveur, soit le retrait des troupes israéliennes du Sinaï occupé depuis 1967. Un second accord visant à contenter les autres Etats arabes par un règlement global du conflit israëlo-arabe portait sur la négociation de l'autonomie des habitants de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Ce second accord fut très rapidement en butte aux interprétations divergentes de la part de l'Egypte et d'Israël. Le traité de paix entre les deux pays fut néanmoins signé à Washington le 26 mars 1979, ce qui constitue bien un traité de paix séparé. Ceci n'était pas pour plaire à l'URSS qui avait déjà pu constater que la stagnation politique dans cette région n'évoluait pas toujours en sa faveur. Elle n'évoluera pas plus en faveur des Etats-Unis.⁴³

Amérique Centrale

L'hégémonie américaine qui avait été remise en question en divers endroits du globe, sera aussi ébranlée en Amérique centrale: à Grenade où la gauche a pris le pouvoir en mars 1979, au Nicaragua, en juillet de la même année, alors que Somoza, dictateur et propriétaire du tiers des terres cultivées et de la majorité des industries du pays, est chassé du pouvoir par le front sandiniste; il y a des maquis au Salvador et au Guatemala.⁴⁴

Quant à l'URSS, elle demeure très réticente à s'engager en Amérique centrale, ne serait-ce que verbalement. La région est éloignée de son territoire et l'URSS n'a ni les moyens, ni le goût d'y intervenir. L'aide économique et militaire est prudente et mesurée.⁴⁵

La crise iranienne

Un recul des plus importants pour les Américains, sera sans doute celui qu'ils connaîtront dans le golfe Persique. Après la Deuxième Guerre mondiale, les Etats-Unis s'étaient graduellement substitués à la Grande-Bretagne comme puissance influente en Iran, pratiquant l'endiguement dans cette zone riche en pétrole. Outre un bref interlude Mossadegh qui avait fait voter la nationalisation de la Anglo-Iranian Oil Company et à la chute duquel la CIA avait présidé, les Etats-Unis réussirent longtemps à maintenir un régime pro-américain, en fournissant une aide militaire massive.

Après le départ des Britanniques du Golfe Persique en 1971, Nixon garantit au Shah (mai 1972) la possibilité d'acheter presque n'importe quelle arme non-nucléaire. C'est ainsi qu'entre 1973 et 1977, l'Iran aura englouti le quart de ses dépenses gouvernementales dans son budget militaire pour acheter le tiers des armes vendues par les Etats-Unis. Ceci constituera un échec fracassant d'une application non moins spectaculaire de la doctrine Nixon.

Malgré cette aide militaire massive et partiellement à cause d'elle, au régime pro-américain du Shah, succédera en 1979, une république islamique dont les politiques dans tous les domaines, se situeront à l'opposé de celles que pratiquait le Shah. L'Iran se ferme à l'Occident, menace d'exporter sa révolution islamique dans le monde musulman, réduit ses exportations de pétrole de 50% et pied-de-nez supplémentaire, détient en otage le personnel de l'ambassade américaine. L'ex-gendarme tout-puissant du golfe est devenu agent déstabilisateur dans la région.⁴⁶

Les Etats-Unis ne furent pas les seuls à essuyer les rebuffades de l'Iran. Depuis quinze ans, l'URSS avait trouvé un mode de cohabitation avec son voisin en multipliant les relations économiques. L'URSS semblait s'accommoder fort bien du régime du Shah qu'elle qualifiait de "progressiste". Il est vrai qu'en 1962, l'Iran s'était engagé à ne pas accepter sur son territoire de bases militaires ou de rampes de lancement de missiles d'une puissance étrangère. Quand le mécontentement montera dans l'opposition iranienne, l'URSS gardera le silence. Peut-être croyait-elle à

une réédition des événements de 1953, mais il est plus probable qu'elle ne souhaitait pas voir s'installer au pouvoir un régime théocratique et autarcique. Il faudra attendre l'automne 1978 pour que l'URSS change d'attitude alors que les soulèvements se généralisent à la plupart des grandes villes iraniennes, en recommandant au Tudeh (le PC iranien) d'établir des liens avec le clergé. Ce ne sera que huit jours après le départ du Shah en exil en janvier 1979, que l'URSS qualifiera les événements de Téhéran de "révolution de libération nationale". Mais malgré l'enthousiasme soudain de l'URSS pour le régime Khomeiny, ce dernier n'entend pas s'en faire imposer ni par l'Est, ni par l'Ouest.⁴⁷

G. A NOUVEAU LA GUERRE FROIDE

L'Afghanistan

C'est dans cette situation de crise que se produira l'événement qui marquera un retour à la guerre froide: les Soviétiques interviennent militairement en Afghanistan en décembre 1979. Cette intervention suscitera de vives réactions, pourtant les relations soviéto-afghanes ne datent pas d'hier.

Dès le début des années 1950, une coopération économique et militaire avait commencé à s'établir. Lors du coup d'Etat de 1973, l'Afghanistan est un pays en voie d'alignement en raison de la pénétration militaire soviétique. Les ventes d'armes soviétiques et l'infrastructure qui les accompagne font de

l'armée afghane une réplique en moins moderne du système militaire soviétique. Mais à ce moment, les Etats-Unis sont présents dans les deux pays voisins, soit au Pakistan et en Iran. Lors du coup d'Etat militaire qui porte le communiste Taraki au pouvoir, le Shah est encore en Iran, et l'Iran, gendarme du Golfe. Cependant, l'intervention soviétique en Afghanistan a lieu après la chute du Shah, et les Etats-Unis n'étaient pas encore retombés sur les pattes.

On peut se demander les raisons de l'intervention de l'URSS en Afghanistan, car elle lui coûtait cher politiquement. Outre l'embargo sur le blé décrété par les Etats-Unis et le boycott des Jeux Olympiques de Moscou, l'Assemblée générale de l'ONU condamne l'intervention par 104 voix et les ministres des pays islamiques réunis à Islamabad, dénoncent à l'unanimité l'agression d'un peuple musulman.

Il est vrai que le régime de Kaboul était de plus en plus chancelant. Le coup d'Etat militaire de 1973 avait été suivi par des réformes pas toujours adaptées à la réalité afghane et procédaient d'un volontarisme excessif qui ne pouvait que s'aliéner la population. La direction du pays était quant à elle fortement divisée.

Mais l'intervention soviétique en Afghanistan n'était probablement pas qu'une simple application de la doctrine Brejnev ou de "souveraineté limitée", qui veut en définitive qu'un pays sous influence soviétique, le demeure.

Pour Lévesque, il s'agissait en quelque sorte de prendre les Américains de vitesse. L'intervention soviétique en Afghanistan rendait hasardeuse une intervention américaine en Iran, dans un tel contexte de crise. Ceci permettait à l'URSS, à la fois la sauvegarde de sa position en Afghanistan, et une certaine neutralisation de l'Iran, deux pays avec lesquels l'URSS a des frontières communes. Ceci permettait aussi l'affaiblissement des positions américaines.

Pour H. Carrère d'Encausse, c'était aussi une question de crédibilité face à la Chine. Après l'intervention vietnamienne au Cambodge, l'URSS n'avait apporté aucune aide aux Vietnamiens lors de l'expédition punitive chinoise. Si l'URSS demeurait passive en Afghanistan laissant tomber un autre de ses alliés, cela pouvait encourager la Chine à aller de l'avant au Cambodge.⁴⁸

La politique reaganienne

A l'entrée en fonction de Reagan le 20 janvier 1981, le discours américain retrouve les accents de l'époque Truman, mais la guerre froide s'était déjà amorcée auparavant.

Pour l'administration Reagan, les raisons du déclin des positions américaines dans le monde sont très nettes: la détente avait favorisé l'expansion du communisme, sans aucune contrepartie pour les Etats-Unis.

La politique extérieure américaine sera articulée autour d'une stratégie où la priorité est donnée à l'endiguement et à l'accès au Golfe Persique. Elle s'élabore d'après une vision bipolaire de la géopolitique, ce qui posera quelques problèmes d'application. La réalité du Moyen-Orient, aussi bien que celle d'autres régions du monde, est difficilement réductible à un affrontement Est-Ouest.

La "grande stratégie" reaganienne c'est l'affrontement global avec l'URSS, l'offensive générale sur tous les plans, diplomatique, politique, économique, s'appuyant sur la puissance militaire. Cette dernière doit être le principal ingrédient de cette politique, que ce soit au niveau des guerres civiles ou des forces tactiques ou stratégiques.

Au niveau des forces tactiques cela signifie, au moment de l'accession de Reagan à la présidence, le déploiement des missiles CRUISE et des Pershing II en Europe, décision qui a été prise en décembre 1979. Ces euro-missiles devaient parer au risque de ce que les stratèges de l'OTAN appellent le "découplage", c'est-à-dire que les Etats-Unis tentent de confiner une guerre nucléaire au seul territoire européen. Les populations des pays européens quant à elles craignaient plutôt la guerre nucléaire "tout court".

Le build-up militaire ne devait pas par ailleurs, avoir qu'une stricte utilité militaire, mais devait aussi servir à affaiblir l'URSS en soumettant son économie à des pressions insoutenables.

Dans cet ordre d'idées, Reagan annonce en décembre 1981 diverses sanctions concernant l'exportation de haute technologie et d'équipement pour la construction du pipeline qui devait approvisionner l'Europe occidentale en gaz naturel soviétique. Ces sanctions étaient cependant présentées comme représailles à la responsabilité soviétique de la répression en Pologne.⁴⁹

L'administration Reagan veut aussi réaffirmer l'autorité américaine en Amérique centrale. Cela se traduit par le débarquement de troupes américaines à Grenade le 25 octobre 1983, par une aide militaire accrue au Salvador et par l'aide apportée à la Contra nicaraguayenne.⁵⁰

Le Moyen-Orient mettra en évidence la priorité des rivalités locales sur le conflit Est-Ouest. L'idée reaganienne de consensus stratégique entre l'Arabie Saoudite, l'Egypte, la Jordanie et Israël pour faire face à la menace soviétique ne connaît aucun succès.

Le Moyen-Orient est toujours aux prises avec le problème palestinien et le conflit israélo-arabe. En 1975, une guerre civile s'est amorcée au Liban entre les milices chrétiennes et une alliance de forces musulmanes et palestiniennes. En octobre 1976, l'armée syrienne qui constitue la majeure partie de la force de paix arabe, ne réussit à imposer un cessez-le-feu que momentanément. Au Sud-Liban, la Syrie armée par les Soviétiques protège l'OLP contre Israël armé par les Etats-Unis. En juin 1982, Israël envahit le Liban dans le but d'éliminer les bases palestiniennes et pousse son incursion jusqu'à Beyrouth. La conséquence en fut l'évacuation de l'OLP du Liban avec

une force multinationale d'interposition (française, italienne, américaine, britannique). Le 17 mai 1983, les Etats-Unis obtiennent un accord des gouvernements israélien et libanais pour un calendrier d'évacuation des troupes israéliennes qui sera rejeté par la Syrie, puis aussi par le Liban qui reviendra sur sa position.⁵¹

Il y a dans la région un autre conflit qui ne semble pas vouloir se résoudre facilement, c'est celui qui oppose l'Iran et l'Iraq depuis le 22 septembre 1980 alors que des troupes irakiennes franchissent la frontière iranienne. L'attitude des grandes puissances ne prend sa signification que si l'on considère le réseau des alliances constitué autour des deux pays en conflit. L'Iraq reçoit le soutien des pays arabes modérés dont la Jordanie, qui désirent l'arracher à l'alignement sur l'URSS. D'autre part, la Jordanie se rapproche de l'URSS, et des armes soviétiques en route pour l'Iraq, transitent en Jordanie. De l'autre côté, la Libye annonce en octobre 1980 son intention de fournir des armes à l'Iran alors qu'une alliance avec la Syrie est à l'ordre du jour, c'est-à-dire que deux alliées de l'URSS qui s'apprêtent à soutenir l'Iran. Avec la Jordanie et l'alliance syro-libyenne, l'URSS dispose donc de canaux pour approvisionner les deux camps. Les Etats-Unis quant à eux pensent à l'après-Khomeiny.⁵²

H. RESUME

Aux lendemains de la Deuxième Guerre mondiale, un nouveau rapport de forces se dessine au niveau international où les anciennes puissances se

retrouvent affaiblies et d'où émergeront les deux super-puissances, soit les Etats-Unis et l'URSS, autour desquelles se constitueront les blocs de l'Est et de l'Ouest.

Les intérêts divergents qui avaient été mis en sourdine durant la guerre ne tardent pas à refaire surface. Dès le début de 1946, des désaccords surgissent au sujet de ce qui restera longtemps au coeur des différends entre Soviétiques et Occidentaux, c'est-à-dire le sort de l'Allemagne. Les motifs de discord se multiplient principalement au sujet de l'Europe de l'Est, mais aussi de l'Iran, la Turquie, la Grèce, ce qui mènera à la déclaration officielle de la guerre froide avec le discours que Truman prononce en mars 1947.

On assiste désormais à une polarisation du monde. La ligne directrice de la politique extérieure américaine sera "l'endiguement" dont l'instrument privilégié sera la diplomatie de l'atome. En effet, la Deuxième Guerre mondiale avait été le témoin de la construction et de l'utilisation par les Américains de la première arme atomique, dont le potentiel destructeur s'était montré sans précédent. L'URSS de son côté cherchera à raffermir son influence dans ce qu'elle considère comme une zone de défense avancée, soit l'Europe de l'Est, ce qui amènera la création du Kominform, le coup de Prague, le blocus de Berlin. Elle cherchera aussi à se procurer l'arme nucléaire pour être en mesure de s'opposer à la diplomatie de l'atome américaine.

L'affrontement entre les deux puissances sur le terrain européen s'exprimera au niveau de la diplomatie. Sur le plan militaire, il ne prendra pas la forme d'un conflit direct, mais se traduira par une course aux armements nucléaires.

Si le rapport de forces semble gelé sur le terrain européen, le reste du monde demeure ouvert au jeu des influences. Les grandes puissances cherchent à acquérir ou maintenir leur influence ou du moins la neutralité de pays qui représentent pour elles des zones d'intérêt économique, politique ou stratégique. Les affrontements militaires qui peuvent s'y produire sont habituellement le fait de conflits régionaux et sont menés avec des armes non nucléaires. Si une des grandes puissances peut y être directement impliquée, elles ne s'affrontent pas directement.

Si l'endiguement s'était déjà fortement militarisé avec le développement de l'arsenal nucléaire américain et la mise sur pied de l'alliance Atlantique, il prendra la forme d'un affrontement militaire réel (conventionnel) avec la guerre de Corée.

Après la mort de Staline s'amorce le dégel qui est surtout lié à la situation qui prévaut à l'intérieur de l'URSS et du bloc de l'Est, mais qui vise aussi à redonner une certaine fluidité aux rapports politiques internationaux. Le dégel n'exclura pas des tensions et même des crises aiguës telle la crise de Suez.

Malgré la rhétorique américaine sur la libération des pays de l'Est, il semble que les Etats-Unis adhèrent à une notion de sphères d'influence en Europe car ils n'interviendront pas ni lors des soulèvements de Berlin en 1953, ni lors de ceux de la Hongrie en 1956.

On se retrouvera à nouveau en guerre froide avec la deuxième crise de Berlin et avec la crise des missiles à Cuba. Ces deux crises étaient en effet d'importance: la première du fait qu'une quinzaine d'année après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le statut de Berlin n'était pas encore réglé, ce qui constituait une entorse importante à la reconnaissance par les Occidentaux des conséquences de la guerre; la seconde car c'était non seulement la première fois que l'armement nucléaire était déployé hors du continent européen ou des territoires des grandes puissances, mais c'était une tentative d'exporter l'Europe de l'Est près des côtes américaines.

La crise des missiles sera suivie d'un réaménagement des modalités des rapports entre les grandes puissances. C'est après cette crise qu'un certain encadrement du développement de l'armement nucléaire sera recherché et se concrétisera avec la signature de divers traités concernant les essais nucléaires et visant à maintenir le duopole nucléaire. Ce relatif encadrement de la course aux armements nucléaires n'empêchera pas par ailleurs les grandes puissances de s'affronter sur des terrains extérieurs à leurs relations directes, notamment au Viêt-nam et au Moyen-Orient.

L'intervention militaire américaine au Viêt-nam correspond à une politique d'endiguement menée en Asie. Quant aux crises et conflits qui se succèdent,

au Moyen-Orient, ils reposent sur une dynamique liée au problème palestinien et à l'affrontement israélo-arabe, mais les grandes puissances y sont très présentes par leurs ventes d'armes, et la zone représente des intérêts vitaux à cause de son pétrole.

Les premiers contacts en vue de la limitation des armements s'étaient effectués vers 1966 mais les négociations ne s'amorceront sérieusement qu'en 1969, alors que l'URSS atteint la parité avec les Etats-Unis en matière d'ICBM. C'est à cette même époque, entre 1970 et 1973, soit vingt-cinq ans après la fin de la Deuxième Guerre mondiale qu'une série de traités sanctionnant le statu quo européen seront signés. La signature des accords SALT I marquera le début d'une ère de détente. Il y aura déblocage dans les négociations concernant le Viêt-nam. Les accords d'Helsinki seront signés. Par contre, la détente n'exclut pas certaines tensions, notamment la guerre du Kippour.

Vers le milieu des années 1970, on assistera à l'implantation de la présence soviétique sur le continent africain, qui n'avait pas jusqu'alors constitué un enjeu dans l'affrontement EU-URSS.

De façon générale, la décennie 1970 n'avait pas été tellement reluisante pour les Etats-Unis et avait été marquée par un recul des positions américaines dans le monde, notamment en Amérique centrale et avec la défaite au Viêt-nam. Il faut faire exception du succès diplomatique qu'ils remportèrent avec les accords de Camp David alors qu'ils obtenaient des règlements partiels dans le litige qui opposait l'Egypte et Israël. Il y

aura aussi les accords SALT II qui seront signés à Vienne en juin 1979, mais qui ne furent jamais ratifiés par le Sénat américain. Par contre, avec la chute du Shah en Iran et son remplacement par une république islamique, les Etats-Unis perdent leur gendarme dans le golfe essuyant ainsi l'échec le plus cuisant de la doctrine Nixon, qui voulait faire reposer la défense des intérêts des Etats-Unis dans le monde, sur leurs alliés régionaux. Le nouveau régime en Iran ne sera par ailleurs pas plus favorable à l'URSS.

L'intervention militaire soviétique en Afghanistan marquera un retour à la guerre froide. Ce n'est probablement pas l'événement comme tel qui en est la cause, mais plutôt la dimension que lui donnait le contexte politique dans lequel il s'est produit, c'est-à-dire la dégradation de façon générale des positions américaines dans le monde et particulièrement dans cette région où les Etats-Unis venaient de perdre l'Iran. De plus, le discours de la guerre froide servait admirablement la "modernisation de l'OTAN", dont la décision avait été prise quelques semaines auparavant.

L'arrivée de l'administration Reagan redonnera aux diatribes de la guerre froide toute leur rigueur. Elles seront appuyées d'une certaine gesticulation politique comme l'intervention à Grenade par exemple. La politique extérieure américaine mettra l'accent sur l'endiguement et l'accès au Golfe Persique. Le renforcement de la puissance militaire devait être le principal ingrédient de cette politique. A ce titre, il y a peu d'effort réel en vue de réduire l'armement nucléaire régional comme le prévoyait le second volet de la décision prise par l'OTAN en décembre 1979. Ainsi la

décennie 1980, s'amorcera avec un retour à la guerre froide et une relance de la course aux armements.

NOTES

CHAPITRE III

Afin d'éviter de multiplier davantage les références déjà nombreuses, j'ai généralement regroupé plusieurs informations et/ou sources sous une même note. On considérera donc que les notes que l'on retrouve dans ce chapitre s'appliquent aux paragraphes ou à l'ensemble de la section qui précède la note.

1. Berstein, S., Milza, P., Histoire du vingtième siècle, Tome 1, La guerre et la reconstruction, Paris, Hatier, 1984, p. 245

Fouet, M., Le dollar, Paris, La Découverte, 1985, pp. 31-35.

Lévesque, J., L'U.R.S.S. et sa politique internationale de 1917 à nos jours, Paris, Armand Colin, 1980, p. 122.
2. Berstein, S., Milza, P., op. cit., p. 246.

Lévesque, J., op. cit., pp. 126-128.
3. Kaku, M., Axelrod, D., To Win a Nuclear War, Montreal, Black Rose Books, 1987, p. 32
4. Brown, S., The Faces of Power, New-York, Columbia University Press, 1983, pp. 36-38.

Lévesque, J., op. cit., p. 127.
5. Berstein, S., Milza, P., op. cit., pp. 248-250, -252.

Horowitz, D., From Yalta to Vietnam, Harmondsworth, England, Penguin Books Ltd., 1971, p. 101.

Lévesque, J., op. cit., pp. 133-137.
6. Berstein, S., Milza, P., op. cit., p. 255

Brown, S., op. cit., p. 54

Lévesque, J., op. cit., pp. 152-155.
7. Lévesque, J., op. cit., pp. 161-173.

8. Brown, S., op. cit., p. 79, 82.
Kaidor, M., The Baroque Arsenal, London, England, Abacus, 1983, p. 98.
9. Lévesque, J., op. cit., p. 165-167.
10. Berstein, S., Milza, P., Histoire du vingtième siècle, tome 2.
La croissance et la crise, Paris, Hatier, 1984, p. 57
Brown, S., op. cit., p. 107
11. Kaku, M. Axelrod, D., op. cit., pp. 106-109.
12. Berstein, S., Milza, P., op. cit., tome 2, pp. 70-71.
Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., p. 168.
Lévesque, J., op. cit., p. 182.
13. Brown, S., op. cit., pp. 122-126.
14. Ibid. p. 140.
Lévesque, J., op. cit., pp. 190-191.
15. Berstein, S., Milza, P., op. cit., tome 2, p. 58.
Horowitz, D., De Yalta au Vietnam, Union générale d'éditions, Paris, 1973, p. 148.
Horowitz, D., op. cit., 1971, p. 335
Lévesque, J., op. cit., pp. 194-195.
16. Berstein, S., Milza, P., op. cit., tome 2, p. 58
Lévesque, J., op. cit., p. 206.
17. Horowitz, D., op. cit., 1971, pp. 202-203.
Huntzinger, J., Introduction aux relations internationales, Editions du Seuil, 1987, p. 277.
18. Berman, R.P., Baker, J.C., Soviet Strategic Forces, Washington, Brookings Institution, 1982, p. 52.
19. Lévesque, J., op. cit., p. 209.

20. Huntzinger, J., op. cit., p. 278
Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., p. 143
Lévesque, J., op. cit., p. 210.
21. Brown, S., op. cit., pp. 152-153.
22. ibid, pp. 186-187.
23. Lévesque, J., op. cit., p. 218.
24. Bernstein, S., Milza, P., op. cit., tome 2, p. 62
Craig, P.P., Jungerman, J.A., Nuclear Arms Race, New-York, McGraw Hill, 1986, p. 25.
Lévesque, J., op. cit., p. 218.
25. Carrère d'Encausse, H., Ni paix ni guerre, Flammarion, 1986, pp. 23-25.
Lévesque, J., op. cit., p. 202, 228-233.
26. Bernstein, S., Milza, P., op. cit., tome 2, pp. 71-74.
Brown, S., op. cit., pp. 281-282.
Kaspi, A., Les américains, tome 2, Les Etats-Unis de 1945 à nos jours, Editions du Seuil, 1986, p. 519.
Lévesque, J., op. cit., p. 234
27. Carrère d'Encausse, H., op. cit., p. 157.
Lévesque, J., op. cit., p. 231.
28. Bernstein, S., Milza, P., op. cit., p. 71.
Carrère d'Encausse, H., op. cit., p. 104
Lévesque, J., op. cit., pp. 240-245.
29. Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., pp. 162-163.
30. Bernstein, S., Milza, P., op. cit., tome 2, p. 73, 320.
Kaspi, A., op. cit., pp. 536-537.

31. Bernstein, S., Milza, P., op. cit., tome 2, pp. 64-65.
Lévesque, J., op. cit., pp. 256-258.
32. Bernstein, S., Milza, P., op. cit., tome 2, p. 321.
Lévesque, J., op. cit., p. 266.
33. Lévesque, J., op. cit., p. 288.
34. ibid., pp. 267-268, 274.
35. Kennan, G.F., Le mirage nucléaire, Editions La Découverte, 1983, pp. 81-82.
36. Bernstein, S., Milza, P., op. cit., tome 2, p. 65, 74.
Lévesque, J., op. cit., pp. 267-268.
37. Lévesque, J., op. cit., pp. 279-282.
38. Bernstein, S., Milza, P., op. cit., tome 2, pp. 297-298.
Brown, S., op. cit., pp. 385, 389-391.
Lévesque, J., op. cit., pp. 297-301, 246.
39. Bernstein, S., Milza, P., op. cit., tome 2, p. 74, 299.
40. ibid., tome 2, pp. 301-303.
Carrère d'Encausse, H., op. cit., pp. 23-24, 30-38, 45-48.
41. Carrère d'Encausse, H., op. cit., pp. 60-67, 74-82, 90.
Lévesque, J., op. cit., p. 306-308.
42. Lévesque, J., op. cit., p. 277
43. Brown, S., op. cit., pp. 492-493.
Lévesque, J., op. cit., pp. 302-303.
44. Bernstein, S., Milza, P., op. cit., tome 2, pp. 307-308.
45. Lévesque, J., L'U.R.S.S. et sa politique internationale de Lénine à Gorbatchev, Armand Colin, Paris, 1987, p. 377

46. Berstein, S. Milza, P., op. cit., tome 2, p. 305, 322.
Brown, S., op. cit., pp. 506-510.
47. Carrère d'Encausse, H., op. cit., pp. 235-247.
48. Berstein, S., Milza, P., op. cit., tome 2, p. 306
Carrère d'Encausse, op. cit., pp. 192-194, 207-208, 212-213.
Lévesque, J., op. cit., 1980, pp. 311-312.
49. Brown, S., op. cit., pp. 567-570, 607-608.
50. Berstein, S., Milza, P., op. cit., tome 2, p. 309
Huntzinger, J., op. cit., p. 295.
51. Brown, S., op. cit., p. 613.
Huntzinger, J., op. cit., p. 312
Kaspi, A., op. cit., p. 607-608.
52. Carrère d'Encausse, op. cit., pp. 269-270.

CHAPITRE IV

LA COURSE AUX ARMEMENTS NUCLEAIRES: TECHNIQUE OU POLITIQUE

A. INTRODUCTION

Les deux chapitres précédents visaient à établir l'évolution des termes technico-militaire et politique des relations américano-soviétiques, afin de voir comment ils s'articulent à l'ère nucléaire, ce qui constitue l'objet du présent chapitre. Le deuxième chapitre relève les principales percées technologiques, situe globalement l'évolution du rapport des forces militaires et regarde l'évolution des stratégies militaires nucléaires des deux grandes puissances. Le troisième chapitre regarde l'état des relations américano-soviétiques à leur niveau global de guerre froide ou de détente, et par rapport aux conflits et tensions qui se produisent dans le monde et au travers desquels les grandes puissances s'affrontent indirectement. L'objet du présent chapitre est de mettre en rapport les faits de nature technico-militaire et politique relevés dans les deux chapitres précédents, afin de chercher à identifier le sens de l'impulsion de la course aux armements, à partir de la politique ou à partir de la technique, et aussi afin de voir comment la technologie nucléaire introduit des changements aux niveaux politique et militaire.

On retrouvera parfois dans le présent chapitre des informations qui ne figurent pas dans les précédents. La raison en est que la mise en relation des faits relevés dans ces chapitres a parfois suscité des questions

auxquelles on ne pouvait répondre qu'en introduisant de nouvelles données. ou encore, cette mise en relation exigeait de tenir compte de certains éléments qui n'apparaissaient pas importants quand on regardait les aspects technico-militaires et politiques séparément.

La course aux armements nucléaires et les relations américano-soviétiques font l'objet de nombreuses controverses. J'aurai donc à analyser des événements qui ont été au coeur de plusieurs d'entre elles. Comme le débat de ces controverses n'est pas le but principal de cette thèse, il ne sera fait que s'il est pertinent par rapport à la perspective énoncée plus haut.

Les changements introduits par la technique dans les dimensions politique et militaire à l'ère nucléaire participent à deux ordres. Bien sûr il y a premièrement ceux qui sont reliés à la forme même d'énergie utilisée dans l'armement nucléaire qui accroît l'ordre de grandeur de la destructivité, au point que les arsenaux actuels remettent en cause l'avenir de la planète, et pourrait-on ajouter, de ses environs immédiats. La destructivité de l'armement nucléaire est davantage limitée par la cible visée que par la technique.

Outre les changements reliés à la découverte d'une énergie nouvelle, il y a aussi l'évolution de la technique en matière de transport, de communication, d'électronique, d'informatique, qui permet de véhiculer les ogives nucléaires de plus en plus efficacement, et qui a donné lieu au développement d'armes nucléaires défensives, quoiqu'à mon avis, ce type d'armement rende la notion de défense caduque.

La sophistication des armements vient modifier la politique, la guerre et les liens entre les deux, mais ces transformations ne sont pas uniquement le fait du nucléaire. Le nucléaire transforme l'ordre de grandeur de la destructivité, mais la sophistication de l'armement qui entoure le nucléaire se retrouve aussi dans l'armement dit conventionnel. Cette sophistication étend la dimension spatiale de la guerre, rétrécit la dimension temporelle et modifie profondément les fonctions de communication, de commandement et de contrôle, ce qu'on appelle dans le jargon, le C³, et plus récemment le C³I alors qu'on y ajoute la fonction "intelligence", le renseignement.

Globalement, cette sophistication croissante de l'armement aussi bien nucléaire que conventionnel, correspond à l'utilisation militaire de la science et à l'institutionnalisation de l'innovation militaire.

Certains de ces développements techniques sont probablement liés à l'utilisation de l'énergie nucléaire dans l'armement. Il est douteux qu'on ait pris la peine de construire les divers types de missiles intercontinentaux pour véhiculer des bombes conventionnelles. Plus probablement on aurait davantage favorisé le développement des missiles de croisière. Par exemple, à la fin des années cinquante on a abandonné la production du missile de croisière Regulus au profit du SLBM Polaris.¹ Il est également douteux qu'on ait entrepris toutes ces recherches pour développer des techniques dont on ne sait pas encore si elles seront matériellement réalisables, mais qui constituent des éléments-clés de l'IDS. Certaines des lois physiques dont la connaissance est nécessaire à la

réalisation de ce nouveau projet Manhattan, ne sont pas encore bien établies.²

Au point de vue politique, le rétrécissement temporel, raccourcit le temps de décision proprement politique. Mais l'impact le plus profond vient justement de la destructivité en soi de l'arme nucléaire, ce qui à mon avis en fait une arme concrètement inutilisable pour atteindre un but politique ou militaire quel qu'il soit.

Je n'oublie pas bien sûr que l'arme nucléaire a été utilisée à deux reprises. Il faut souligner cependant, qu'en utilisant l'arme nucléaire contre le Japon, les Etats-Unis l'utilisaient contre une puissance déjà militairement défaite et qui n'était pas en mesure de répliquer, puisque les Etats-Unis détenaient le monopole nucléaire. Mais après Hiroshima et Nagasaki, le problème des grandes puissances face à l'arme nucléaire semble avoir été de lui redonner une utilité.

Du point de vue politique, cela s'exprimera par une diplomatie de l'atome, l'arme nucléaire retrouvant son utilité sous forme de menace. Du point de vue militaire, cette recherche d'utilité s'exprimera dans les "scénarios de guerre" ("war games"), et surtout en tentant de remilitariser l'armement nucléaire par la construction d'armes nucléaires plus précises, qui sont par conséquent sensées être capables d'atteindre exclusivement des cibles militaires, et comme la capacité de destruction est devenue illimitée, on cherche à la circonscrire à des "théâtres locaux".

Le dilemme de l'armement nucléaire est de trouver une utilité politique et militaire à la destruction massive. Ainsi la diplomatie se fait avec l'atome et la guerre avec un armement conventionnel de plus en plus sophistiqué et aussi de plus en plus destructeur, tout en cherchant à remilitariser l'atome.

B. HISTOIRE TECHNIQUE ET POLITIQUE DE LA COURSE AUX ARMEMENTS NUCLEAIRES

Bombe, partage du monde et guerre froide

Une première question peut se poser si on regarde les liens entre le militaire et le politique à l'ère nucléaire, à savoir dans quelle mesure la bombe A est à l'origine de la guerre froide. La question est formulée implicitement ou explicitement dans nombre de textes qui parlent des relations américano-soviétiques.

Le partage du monde résulte de la Deuxième Guerre mondiale d'où sont sortis principalement deux vainqueurs au plan militaire. Les Etats-Unis sont quant à eux, également favorisés économiquement. S'étant enrichis alors que les puissances européennes subissaient la ruine, ils auront toute la latitude pour restructurer l'économie mondiale à leur avantage (FMI, GATT, BIRD, plan Marshall). Il semble que dès le début de la Deuxième Guerre mondiale on ait eu conscience dans les hautes sphères gouvernementales américaines, que les Etats-Unis seraient les successeurs de la Grande-Bretagne dans le monde.³ L'URSS de son côté a remporté la victoire militaire, mais a payé le prix

fort, économiquement et en vies humaines. Elle tient à établir une zone-tampon entre son territoire et le reste de l'Europe. Le problème des sphères d'influence en Europe et du sort de l'Allemagne se serait posé avec ou sans l'existence de la bombe nucléaire.

Cela deviendra une position assez classique que d'attribuer la résolution de certains conflits au monopole et à la supériorité nucléaire américaine. Il y a notamment la version qui veut que c'eût été la peur d'une sanction nucléaire qui ait dissuadé l'URSS d'étendre sa sphère d'influence à l'Europe de l'Ouest. Il est difficile sinon arbitraire de tenter de prouver de façon concluante que c'est bien un facteur spécifique qui a fait qu'un événement n'ait pas eu lieu. On pourrait à ce même titre invoquer n'importe quel autre facteur. On peut toutefois se poser la question à savoir quels facteurs autres que l'armement nucléaire auraient pu avoir le même effet "dissuasif" envers l'URSS, si toutefois elle avait eu l'intention d'étendre son influence à l'Europe de l'Ouest.

Il faut tout d'abord signaler les divers moyens et mécanismes économiques qui permettaient aux Etats-Unis d'asseoir leur hégémonie tout en s'opposant à l'URSS: il y a ainsi la suspension du prêt-bail dès mai 1945, le FMI, le GATT, la BIRD, le plan Marshall, de même que l'abandon du démantèlement industriel de l'Allemagne au profit d'une Allemagne forte économiquement. Il y a également l'éviction des PC ouest-européens des gouvernements, notamment en Italie et en France.⁴

Ensuite, les situations de l'Europe de l'Est et de l'Ouest étaient bien différentes. L'Armée Rouge ne stationnait pas à l'Ouest alors qu'elle se trouvait déjà à l'Est, dans une zone qu'elle considérait vitale à sa sécurité. Ceci ne suppose pas en soi que l'URSS ait voulu étendre son influence à l'Ouest, surtout au prix d'une nouvelle guerre, alors qu'elle avait à peine commencé à récupérer de la précédente. Ce dernier fait était même reconnu par le JCS dans un plan d'attaque nucléaire hypothétique contre l'URSS. Ce plan complété en juin 1946, reconnaissait que l'URSS n'était pas en position de mener une guerre majeure et qu'elle éviterait autant que possible tout affrontement avec l'Ouest pour les 10 à 15 ans à venir.⁵ Il est intéressant de noter qu'il passait que ce plan de guerre dépassait les capacités militaires réelles. Mais les Etats-Unis verront rapidement à s'en doter.

La guerre froide s'est amorcée avant même que l'URSS n'ait acquis la bombe A et était plutôt le fait d'une polarisation politique déjà existante. Le début de la guerre froide qu'on situe habituellement au moment du discours de Truman devant le Congrès en mars 1947, en était plutôt la déclaration officielle et l'annonce de la mise en place de nouveaux programmes économiques. Les divergences, notamment au sujet de l'Allemagne, avaient déjà commencé à se faire jour dès les lendemains de la guerre.

Le partage du monde correspond au rapport de forces qui résulta de la Deuxième Guerre mondiale. Sa bipolarisation qui est alors surtout celle de l'Europe, consiste en l'établissement graduel de l'hégémonie, dans leurs

blocs respectifs, des deux principaux vainqueurs de la guerre qui sont aussi des puissances concurrentes et rivales.

Cette bipolarisation est liée à des questions de sécurité militaire pour l'URSS, dans la volonté de se constituer un glacis de sécurité, une zone-tampon, et pour les Etats-Unis, c'est l'occasion d'étendre leur influence à l'Europe, de se substituer aux anciennes puissances maintenant affaiblies, et de devenir la puissance mondiale dominante.

L'hégémonie respective s'établira par une série d'actions ponctuées par la radicalisation du discours: mise en application du plan Marshall en Europe de l'Ouest, rejet du plan par l'URSS et création du Kominform, fusion des zones américaine et anglaise en Allemagne, coup de Prague, mise en vigueur d'une nouvelle unité monétaire en zone anglo-américaine de même qu'à Berlin-ouest, blocus de Berlin, doctrine Jdanov qui fait pendant à la doctrine Truman en énonçant l'approche "classe contre classe" versus "l'endiguement de l'expansion soviétique".

Ainsi l'émergence des super-puissances et la bipolarisation du monde n'impliquent pas en soi, l'arme nucléaire comme cause. Cependant le fait que ces événements aient coïncidé avec cet autre résultat de la guerre, c'est-à-dire avec la construction et l'utilisation par les Etats-Unis de cette arme nouvelle au potentiel destructeur sans précédent, aura très vite des conséquences sur le déroulement de l'affrontement américano-soviétique et sur l'histoire mondiale. Tout d'abord l'arme nucléaire a pu contribuer à accentuer la rivalité des grandes puissances du fait de la menace qu'elle

implique. D'autre part, l'existence même de telles super-puissances rivales favorise le développement du potentiel militaire comme instrument de puissance qui confère ce statut, ceci d'autant plus que ces super-puissances émergeaient d'une guerre. Les Etats-Unis disposaient en outre de l'infrastructure d'une machine de guerre intacte. (Son édification est d'ailleurs l'objet de l'étude que fait Barnet dans Roots of War).

La bombe nucléaire, instrument de puissance

Il semble comme le suggère Horowitz dans De Yalta au Viêt-nam que les Etats-Unis aient immédiatement voulu traduire leur monopole nucléaire en suprématie politique. Cette volonté de donner une utilité politique à la destruction massive, est à mon avis la ligne directrice de la politique nucléaire américaine qui commence avec Hiroshima et Nagasaki.

L'utilisation même de la bombe est révélatrice à cet égard. Si la course aux armements nucléaires se déroule aujourd'hui entre les Etats-Unis et l'URSS, la course à la bombe A américaine a été entreprise contre l'Allemagne nazie, alors que l'on croyait que cette dernière cherchait elle-même à en construire une. Mais la défaite nazie eut lieu avant même que la bombe ne fût terminée. Elle sera finalement utilisée contre le Japon.

La version officielle veut que les bombardements atomiques de Hiroshima et Nagasaki aient permis de mettre fin à la guerre, de l'abrégée, d'épargner les coûts humains. Cependant les journaux de Forrestal, le secrétaire de la Marine américaine à l'époque, font état que les Etats-Unis savaient que le

Japon voulait capituler, un mois avant que les bombes ne soient larguées.⁶

Une ébauche d'un compte rendu de l'Armée américaine sur la guerre contre le Japon, en arrive à la même conclusion, dès le 26 juin 1945.⁷ Si à la rigueur on veut adopter la version officielle dans le cas de Hiroshima, le bombardement de Nagasaki seulement trois jours plus tard, se justifierait plus difficilement avec les mêmes arguments.

D'après Horowitz, --citant le journal de Forrestal-- le secrétaire d'Etat Byrnes aurait manifesté le souhait d'en terminer avec le Japon avant que l'URSS n'entre en guerre avec ce dernier. Cela aurait permis d'ignorer les accords consentis à Yalta qui garantissaient à l'URSS des droits d'être à Dairen et Port Arthur qu'elle avait perdus lors de la guerre russo-japonaise en 1905. Ce serait d'après Horowitz, la seule façon d'expliquer les bombes atomiques, notamment le court délai et l'absence d'ultimatum entre les deux bombes, et le largage de la deuxième bombe alors que les troupes soviétiques entraient en Mandchourie.⁸

Il faudrait peut-être aussi rajouter à ces raisons l'hypothèse d'une démonstration de force adressée à l'URSS, déjà par peuples interposés. Cette interprétation semble confirmée par la hâte à effectuer le premier test nucléaire à la date prévue du 16 juillet, malgré les problèmes techniques, afin de disposer de la menace d'une arme nouvelle comme moyen de pression au moment de l'ouverture de la conférence de Potsdam le lendemain.⁹ La nature démonstrative des bombardements de Hiroshima et Nagasaki est également appuyée par le choix même de ces villes sélectionnées en raison du fait qu'elles avaient été peu touchées par les destructions auparavant; ceci

permettait de démontrer d'autant plus facilement que la destruction était imputable à cette seule bombe.¹⁰ Le bombardement de Nagasaki ressemble à la volonté de démontrer que Hiroshima n'était pas un exploit, mais bien un spécimen. On peut citer le commentaire du scientifique britannique Blackett, pour qui le bombardement nucléaire du Japon n'était pas le dernier acte de la Deuxième Guerre mondiale, mais le premier de la diplomatie de la guerre froide.¹¹

On constate que la rivalité nucléaire n'est pas le fait de deux puissances spécifiques, ou comme le prétend le discours de la guerre froide, n'est pas strictement liée au fait que les systèmes socio-économiques, politiques et idéologiques des grandes puissances sont différents. La bombe A américaine était initialement destinée à l'Allemagne nazie et perdait l'utilité spécifique pour laquelle elle avait été construite, une fois l'Allemagne défaite. Mais la bombe conservait une utilité générale qui était transférable à d'autres objectifs spécifiques. L'instrument existant, on lui trouva une utilité politique. Elle sera utilisée contre le Japon, soit une nation déjà militairement défaite, en étant dirigé envers l'URSS qui émergeait comme puissance européenne dominante, comme concurrente et rivale. Comme telle, l'URSS se dotera elle aussi d'armements nucléaires, comme le feront par la suite les puissances qui forment maintenant le club nucléaire ou tenteront de le faire d'autres pays qui s'engageront dans le développement du nucléaire "pacifique".

La vision de la bombe nucléaire comme instrument de puissance est celle de bien des dirigeants américains. Forrestal, le secrétaire de la Marine voyait

les années où les Etats-Unis conservaient le monopole nucléaire comme une occasion de laquelle les Etats-Unis devaient savoir profiter. Truman et le secrétaire de la guerre Stimson, sont convaincus qu'il y a suffisamment de bombes pour que ce monopole se soit traduit en gains politiques. Truman voit dans la bombe l'instrument qui doit permettre d'établir un nouvel ordre mondial.¹² Sans doute est-ce pour cela que les Etats-Unis s'accrochent à ce monopole comme le démontrent les plans pour le contrôle international de l'atome qui est formulé de façon telle que le monopole soit maintenu.

Après leur démonstration à Hiroshima et Nagasaki, le souci des Etats-Unis dans l'immédiat après guerre, semble avoir été de traduire leur monopole nucléaire en suprématie politique. Le 22 février 1946, ce qui allait devenir le "long télégramme", parvint à l'administration Truman, dominant son utilité à la bombe. C'était un télégramme de 8000 mots, adressé par le chargé d'affaires de l'ambassade américaine à Moscou, en l'occurrence Kennan, qui dressait le portrait des intentions soviétiques comme étant expansionnistes, et posait la nécessité "d'endiguer" l'URSS. Bien que Kennan lui ait donné un sens plus économique et idéologique, l'administration américaine donna à "l'endiguement" un sens militaire, et au militaire une dimension nucléaire.¹³

Une première occasion d'endiguement se présentera avec les troupes soviétiques qui s'attardaient en Iran afin de soutenir leurs revendications sur les concessions pétrolières. En mars 1946, Truman lance un ultimatum à la bombe atomique pour le retrait des troupes soviétiques. Avant même l'échéance du délai prévu, les troupes se retirent, mais après avoir obtenu

du gouvernement iranien les concessions voulues. Cependant l'entente ne sera pas ratifiée. A ce moment les Etats-Unis n'étaient toutefois pas en mesure de faire plus que du chantage nucléaire, puisqu'ils ne disposeront pas de bombes utilisables au sens militaire du terme avant 1948.

Il devient de plus en plus courant de penser à recourir à l'utilisation d'armes nucléaires ou du moins de menacer de le faire, pour résoudre des conflits politiques ou militaires. La diplomatie de l'atome devient une donnée régulière dans la politique extérieure américaine.

Le blocus de Berlin qui débute en juin 1948, sera le premier affrontement majeur entre les deux puissances. Les Soviétiques qui accusent les Occidentaux d'utiliser la partie de l'Allemagne qu'ils occupent comme base anti-soviétique, imposent le blocus de Berlin tandis que les Occidentaux le considèrent comme un test de leur fermeté. Le 28 juin, Truman annonce à la presse américaine l'envoi de 60 B-29 en Angleterre. Cependant cette disposition relevait plutôt du bluff atomique. Les bombardiers ne transportaient pas de bombes nucléaires et n'étaient même pas en mesure de le faire puisqu'ils n'étaient pas modifiés en conséquence. Alors même que des discussions concernant l'utilisation de l'armement nucléaire étaient en cours, Forrestal doutait que les B-29 disponibles soient en mesure d'effectuer les plans de guerre prévus, à cause de leur portée insuffisante.¹⁴ C'est-à-dire que les plans de guerre dépassaient les capacités militaires. On veillera à se les procurer par la suite.

Il est toutefois à noter que les Alliés n'utiliseront pas plus la force militaire, que les Soviétiques n'oseront abbatre les avions qui assureront un pont aérien tout le temps que durera le blocus. Il semble y avoir eu un accord tacite pour éviter que l'affrontement ne dégénère, ceci alors même que l'URSS ne disposait pas encore d'armement nucléaire. C'est qu'une guerre entre les deux blocs, une Troisième Guerre mondiale en définitive, risquerait d'être extrêmement longue et onéreuse à tout point de vue, même sans armements nucléaires.

Bombe H américaine, réplique à la bombe A soviétique?

L'URSS, en tant que grande puissance, et dans ce contexte d'affrontement avec les Etats-Unis qui sont de plus en plus présents en Europe occidentale, cherche à se procurer elle aussi la nouvelle arme, ne serait-ce que pour être en mesure de l'opposer face au chantage nucléaire.

D'après Holloway, des recherches auraient été entreprises dès 1942, après qu'on ait su que les Etats-Unis poursuivaient un tel programme.¹⁵ Une réaction en chaîne a été obtenue dès 1946.¹⁶ Le 24 août 1949, l'URSS rompt le monopole nucléaire américain en testant sa première bombe A, et devance ainsi de 5 à 10 ans les prévisions américaines. Des discussions auront alors lieu parmi quelques membres du Congressional Joint Committee on Atomic Energy, sur la pertinence de lancer une attaque surprise sur les installations nucléaires soviétiques.¹⁷



Ce fait est d'importance, car il signifie que l'on envisage le déclenchement d'une guerre, non pas du fait d'une crise politique mais du simple fait qu'on potentiel technico-militaire existe. Dans un tel cas, le militaire n'est plus une simple extension du politique, mais trouve un dynamisme en soi.

La décision prise en janvier 1950 de construire la bombe H américaine, peut sembler avoir été directement suscitée par l'acquisition de la bombe A par les Soviétiques. Cependant il semble que la logique de sa production s'inscrivait déjà dans les "scénarios de guerre" ("war plans") existants qui estimaient que malgré les destructions importantes qu'une attaque nucléaire américaine pouvait infliger à l'URSS, il n'était pas encore possible aux Etats-Unis de porter un "coup décisif" ("a decisive blow"), avant d'acquérir le bombardier à longue portée B-52 et la super-bombe à hydrogène.¹⁸ Plutôt que cause, la bombe A soviétique n'était qu'un argument de plus pour les partisans de la bombe H américaine. La politique militaire nucléaire américaine semble guidée par la volonté d'acquérir une force de première frappe pour être en mesure d'imposer la "Pax atomica".

Par contre, il ne faudrait pas négliger la dimension politique de la décision, en ce sens que l'URSS semble de plus en plus vouloir s'imposer en tant que grande puissance. De plus, Mao vient de triompher en Chine, et malgré l'expérience yougoslave, les Etats-Unis ne comprennent pas nécessairement bien les subtilités du "socialisme dans plusieurs pays". Nous sommes alors dans un contexte de guerre froide.

Guerre de Corée, militarisation de l'endiguement

La polarisation politique en Europe s'était accompagnée de la mise en place de mécanismes militaires avec l'OTAN, qui, avec la guerre de Corée, marquent la militarisation de l'endiguement. La guerre de Corée constitue de plus un conflit ouvert.

Quand la guerre de Corée éclate en juin 1950, les Etats-Unis sont devenus une véritable puissance nucléaire. Ils fabriquent depuis deux ans l'ogive mark-VI, la première à être produite en quantité massive.¹⁹ Ils disposent de bases aériennes à l'étranger. De nouveaux bombardiers B-36 et B-47 ont été introduits dans l'arsenal américain. En janvier 1950, la décision de fabriquer la bombe H a été prise. Il est à noter que cette décision précède la guerre de Corée tout comme la décision de quadrupler les budgets militaires américains qui fut prise au moins deux mois avant l'invasion de la Corée du Sud.²⁰ C'est dire qu'au moment de l'éclatement de la guerre de Corée, les Etats-Unis sont déjà fermement engagés dans la voie de la militarisation. Leur intervention en Corée est davantage l'indice de cette militarisation que le début de celle-ci. L'armement nucléaire par sa destructivité qui était en voie de devenir absolue avec la bombe H, et par le pouvoir (absolu?) qu'une telle destructivité représente, ont pu constituer une incitation supplémentaire à la militarisation. L'URSS par contre, malgré qu'elle ait effectué son premier test nucléaire environ un an auparavant, est encore loin de réellement être une puissance nucléaire. D'après Gervasi elle ne disposera pas d'ogive fonctionnelle avant 1954.²¹

On peut se demander dans quelle mesure la décision des Etats-Unis de s'impliquer en Corée ne se fonde pas sur leur supériorité nucléaire écrasante. La question est d'autant plus justifiée que Dulles avait clairement et publiquement exclu la Corée du Sud du périmètre de sécurité américain en Asie, et d'autant plus que certains considéraient l'invasion de la Corée du Sud comme l'oeuvre de Moscou destinée à affaiblir le potentiel militaire américain et à le concentrer en Asie alors que l'enjeu réel de cette guerre aurait été l'Europe de l'Ouest. Le fait d'être une puissance nucléaire incontestée permettrait de se payer le luxe d'une guerre autrement sans intérêt. Le nucléaire est l'instrument de l'endiguement tous azimuts.

Dans ce même sens, diverses recommandations concernant l'utilisation de l'armement nucléaire ont été faites par les militaires américains à divers moments de la guerre de Corée. Même le président Truman en a sérieusement considéré l'éventualité alors qu'il endossait secrètement certaines de ces recommandations. En juillet 1950, il autorise l'envoi de composantes de la bombe A en Angleterre, une première traversée de l'Atlantique, ce qui semble confirmer les craintes au sujet de l'Europe occidentale. Le 30 novembre Truman déclare en conférence de presse qu'il est prêt à prendre tous les moyens nécessaires pour contrôler la situation militaire, y compris l'armement nucléaire. Au fur et à mesure des victoires chinoises et des pertes américaines, il y a des pressions de la part de certains politiciens de droite et de militaires pour lancer une guerre à grande échelle contre la Chine et même contre l'URSS. La principale résistance à ces pressions était liée à l'idée que l'enjeu réel était l'Europe de l'Ouest. Entre mars et mai

1953, alors que la guerre de Corée dégénère en une guerre d'usure, à Washington on discute de plus en plus de l'utilisation d'armes nucléaires de champ de bataille comme complément à une action militaire en Corée. Le point décisif fut la recommandation du JCS le 19 mars 1953, d'utiliser les armes nucléaires si les négociations échouaient, recommandation à laquelle Eisenhower adhéra. Mais les négociations avec la Chine progressèrent et aboutirent le 27 juillet 1953.²² ce qui est davantage lié à la réorientation de la politique extérieure soviétique accompagnant le dégel qu'à l'éventualité d'utiliser l'armement nucléaire.

Bombe H soviétique et guerre préventive

L'idée d'attaque préventive refait surface avec le test de la bombe H² soviétique à l'été 1953. Le Joint Chief of Staff Advanced Study Group préconise le déclenchement d'une guerre préventive avant que l'URSS n'ait acquis un arsenal important en bombes H.²³ Cette idée semble s'ancrer dans l'anticipation du développement du potentiel militaire nucléaire rival, et se trouve confortée à chaque fois que ce développement se réalise.

Il y avait en effet dans les cercles militaires aux Etats-Unis, des débats sur le fameux jour J. On estimait que 1954 serait le moment où les Etats-Unis disposeraient d'un arsenal leur permettant de déclencher une guerre nucléaire préventive et décisive contre l'URSS sans que cette dernière ne soit encore en mesure de riposter contre les Etats-Unis directement, ou en envahissant l'Europe. C'est ce qu'on a appelé la "window of opportunity"²⁴.

Comme dans le cas de la bombe A, le motif de cet éventuel conflit n'est pas politique. C'est l'existence de la capacité technique et militaire comme telle qui est en cause.

Il faut noter en outre, une certaine simultanéité des développements techniques américains et soviétiques dans le cas de la construction de la bombe H, comme ce sera aussi le cas pour les ICBM et les satellites. Ceci laisse supposer une certaine indépendance des programmes nucléaires militaires américain et soviétique, l'un face à l'autre. En effet, compte tenu des délais existants entre le moment où la décision de produire un certain type d'armement est prise et celui où l'armement devient opérationnel, les protagonistes de la course n'attendent pas que le rival nucléaire ait acquis un certain type d'armement pour chercher à se le procurer. Le développement de l'armement se fait ainsi dans la mesure et le sens de ses possibilités, c'est-à-dire qu'il s'inscrit davantage dans sa propre continuité technique que par rapport à l'armement développé par le rival. Il est réactif, dans la mesure où il anticipe sur ce que l'un des protagonistes de la course estime être techniquement réalisable par l'autre.

Dégel et puissance nucléaire soviétique

Le "dégel" s'amorce en 1953 après la mort de Staline, et s'institutionnalise avec le XXIème Congrès de PCUS en 1956 alors que la "coexistence pacifique" est érigée en ligne politique générale. C'est aussi lors de ce même Congrès que la thèse de "l'inévitabilité des guerres" pourtant

importante dans la pensée politique soviétique, est officiellement remise en question.

Le débat sur le sujet avait déjà été entamé officieusement peu après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, alors que l'URSS ne disposait pas encore d'armes nucléaires. L'inévitabilité des guerres n'avait pas été remise en cause en raison de l'armement nucléaire, mais conformément à l'orthodoxie marxiste, sur la base de contre-tendances économiques. Mais alors que les premières thèses formulées sur le sujet par Varga fondent leur logique sur les changements survenus dans le camp impérialiste, celles élaborées par Khrouchtchev lors du XXIème Congrès du PCUS en 1956, se fondent sur la force acquise par le camp socialiste et la possibilité d'un passage pacifique au socialisme.²⁵ Quant à ce qui était constitutif de cette nouvelle force, on sait que Khrouchtchev fondait une grande confiance dans la vitalité économique de l'URSS, mais ses déclamations sur une force militaire nucléaire de beaucoup exagérée, montrent que la confiance qu'il plaçait dans l'armement nucléaire n'était pas moins grande.

L'URSS oppose sa capacité militaire nucléaire à la diplomatie de l'atome américaine et adoptera elle-même une telle diplomatie pendant la crise de Suez et avec l'installation des missiles à Cuba. Quoique la capacité militaire nucléaire de l'URSS soit de beaucoup inférieure à celle des Etats-Unis, l'URSS dispose alors d'ogives opérationnelles, sa capacité de bombardiers s'est accrue, et elle est sur le point de tester son premier ICBM. Mais on ne saurait attribuer le dégel uniquement à l'état de l'arsenal soviétique. Il y avait bien d'autres motifs d'ordre politique pour

rechercher la détente des relations Est-Ouest, de même qu'une situation politique intérieure aussi bien qu'extérieure tendue. Le dégel permettait de donner un peu plus de fluidité au système politique international.

Dégel et coexistence pacifique survivront aux crises internationales pourtant sérieuses et malgré qu'il y ait eu nombre de motifs de tension. Il y aura vers cette époque la course aux alliances militaires de Dulles, le pacte de Bagdad, l'OTASE, le conflit en Indochine, l'intégration de l'Allemagne à l'OTAN, le Pacte de Varsovie, la crise de Suez, de Quemoy et Matsu, les soulèvements à Berlin et en Hongrie. Si les Etats-Unis ne se gênent pas pour intervenir ailleurs dans le monde, il faut noter l'absence de leur intervention lors de ces soulèvements, malgré la rhétorique de libération des pays de l'Est. Ce fait démontre une certaine adhésion à la notion de sphère d'influence dans cette région du moins, du fait des risques d'affrontement militaire direct entre les deux super-puissances. Ces tensions et ces crises n'empêchent pas de parler de dégel qui semble plutôt correspondre à un certain ton dans le dialogue et au maintien d'un contact qu'à une absence de tensions. Par contre, ce même type de tensions sert en d'autres occasions de justification à l'hostilité dans un discours de guerre froide.

Représailles massives, la réaffirmation d'une menace

La stratégie des représailles massives fut officiellement énoncée en janvier 1954, dans un discours de J.F. Dulles. (Il faut souligner qu'il s'agit de représailles nucléaires à une attaque conventionnelle, car le terme prête à confusion). Les Etats-Unis pratiquaient la diplomatie de l'atome, alors même

qu'ils ne disposaient pas encore d'un arsenal suffisant pour mettre à exécution les plans de guerre existants ou les menaces plus ou moins claires qu'ils proféraient. Mentionnons à cet égard le chantage à l'arme atomique pour tenter de forcer le retrait des troupes soviétiques d'Iran en 1946, alors que les Etats-Unis ne disposaient pas de bombes utilisables, et l'envoi en Angleterre de B-29, mais incapables de transporter des bombes nucléaires, lors de la crise de Berlin.

Par contre, au moment du discours de Dulles, les Etats-Unis disposent depuis déjà un certain temps, de bombes et de bombardiers qui font d'eux une puissance nucléaire réelle. Depuis 1948, ils sont en mesure de produire des ogives nucléaires massivement. Vers la fin des années 1940, les B-50, B-36 et B-47 entrent dans l'arsenal. Dès le début des années 1950, c'est-à-dire quelques quatre ans avant l'annonce officielle des représailles massives, les Etats-Unis disposaient d'un arsenal qui leur aurait permis d'exercer de telles représailles. Dès ce moment la diplomatie de l'atome s'appuyait sur une puissance nucléaire réelle et non fictive comme auparavant. En développant leur arsenal nucléaire, les Etats-Unis s'étaient donné les moyens de la politique qu'ils avaient menée à partir de la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Ainsi le discours prononcé par Dulles ne constituait pas tellement l'annonce d'une nouvelle stratégie, mais plutôt une réaffirmation de la menace à un moment où l'URSS se dotait d'une force de bombardiers, et après qu'aucune arme nucléaire n'ait été utilisée durant la guerre de Corée, malgré qu'on en

ait considéré l'éventualité. La stratégie des représailles massives n'a jamais été utilisée que sous forme de menace.

La guerre d'Indochine

Les Etats-Unis poursuivent leur diplomatie de l'atome lors de la guerre d'Indochine, c'est-à-dire qu'ils croient être en mesure d'imposer leur solution grâce à leur suprématie militaire nucléaire.

Au début de 1954, le colonialisme français au Viêt-nam est en train de s'écrouler. Le 8 mars, le général Ely se rend à Washington pour demander une intervention américaine afin de soutenir l'Indochine française. Le JCS lui offre deux ou trois bombes nucléaires. L'armée américaine se met à élaborer des plans de guerre nucléaire. Le JCS se fait le promoteur de l'utilisation d'armes nucléaires de champ de bataille, dont le premier test avait eu lieu en janvier 1953. Eisenhower ne veut pas intervenir unilatéralement, mais seulement avec la participation des Français et des Britanniques. Trois jours après la conférence de presse où il exposa sa "théorie des dominos", Eisenhower délègue deux conseillers à Paris et à Londres pour faire l'offre finale de deux bombes nucléaires. Les Britanniques et les Français veulent circonscrire le conflit et refusent. Lors de la chute de Dien Bien Phu, les Français envoient des messages urgents à Washington disant que la Chine pourrait bien intervenir. Le NSC est d'avis que le cas échéant, des armes nucléaires devraient être utilisées, mais contrairement aux prévisions françaises la Chine n'intervint pas.²⁶

Quemoy et Matsu, dramatisation des conflits par le nucléaire

Les Etats-Unis cherchent à traduire leur suprématie militaire en gains politiques. Cette diplomatie de l'atome dramatise des conflits qui, si l'on omet le fait que l'utilisation d'armements nucléaires avait été envisagée, étaient en soi mineurs. Tel sera le cas des deux crises de Quemoy et Matsu en 1954 et 1958.

Chiang Kai-shek considérait ces îles comme la base pour une éventuelle invasion par la république populaire de Chine. Vers la fin de 1954, il commence à masser des troupes se vantant ouvertement qu'il retournerait sur le continent. En septembre 1954, la Chine réagit en bombardant les îles. Dès le 12 septembre, le JCS recommande une riposte nucléaire sur la Chine. Le 23 novembre, la condamnation des pilotes américains dont les avions avaient été abattus lors de la guerre de Corée, envenime la situation. Le JCS réitère ses demandes de riposte. Début 1955, Eisenhower sonde le terrain chez les Alliés pour savoir comment ils réagiraient face à une attaque nucléaire sur la Chine. La plupart des pays de l'OTAN s'opposent à l'idée de risquer un affrontement majeur au sujet de deux petites îles qui finalement reviennent à la Chine. Au contraire, l'Angleterre en appelle à des négociations et au retrait des troupes de Chiang Kai-sek.

Le 15 mars, Dulles s'adressant à la presse mentionne que les Etats-Unis considèrent sérieusement l'utilisation d'armes nucléaires tactiques sur les îles de Quemoy et Matsu. Le JCS et le NSC considèrent la possibilité d'une

guerre. Le premier assume que la Chine tentera de prendre les îles avant la conférence des pays du Tiers-monde qui devait se tenir à Bandoeng le 17 avril 1955. Finalement la crise se résorbe. L'opinion mondiale n'est pas favorable à l'initiation d'une guerre pour un tel motif, état de fait qui constituerait un grave handicap pour les Etats-Unis dans un conflit d'envergure. Les Etats-Unis ordonnent à Chiang de cesser les provocations et les bombardements diminuent.

Chiang rééditera son exploit en avril 1958, en massant le tiers de son armée sur les îles. Alors que la Chine reprend ses bombardements le 24 août 1958 devant le refus de Chiang de cesser son build-up militaire, le Pentagone, le Département d'Etat et le JCS en appellent à nouveau à des attaques nucléaires sur la Chine.

La crise de Suez, fin du monopole nucléaire diplomatique

L'utilisation d'armement nucléaire sera aussi envisagée au moment de la crise de Suez, alors que les deux grandes puissances tentent et réussissent à substituer leur influence à celle des anciennes puissances coloniales.

La puissance nucléaire soviétique est loin d'égaler celle des Etats-Unis. La capacité des bombardiers soviétiques d'atteindre le territoire américain est restreinte en raison de la distance qui sépare les territoires des deux grandes puissances, et en raison des bases d'alerte et d'interception situées dans le Nord canadien. Mais l'URSS est tout de même devenue une puissance nucléaire réelle. Outre cette force de bombardiers, l'URSS dispose aussi

d'une soixantaine d'ogives²⁸ nucléaires et les tests du premier ICBM et du premier satellite seront effectués dès l'année suivante.

Lors de la crise de Suez, l'URSS à son tour usera de la diplomatie de l'atome. à l'égard de la France et de l'Angleterre, les anciennes puissances dominantes de la région, tout en proposant aux Etats-Unis une action conjointe.

On peut voir dans ce geste une certaine analogie avec Hiroshima et Nagasaki où les Etats-Unis s'adressaient à l'URSS en attaquant le Japon, soit un adversaire ne possédant pas l'arme nucléaire. L'URSS sera ainsi un avertissement aux Etats-Unis, en menaçant leurs alliés. Il faut toutefois mentionner que la Grande-Bretagne disposait à ce moment de quelques ogives, mais l'arsenal était alors très restreint.²⁹

Il est également intéressant de noter l'utilisation de l'otage européen dans un conflit se déroulant sur un terrain extérieur à l'Europe. Bien sûr le conflit impliquait deux des puissances importantes d'Europe, mais cela révèle tout de même que l'arme nucléaire n'est pas l'arme spécifique de la "dissuasion" en Europe. On pouvait déjà s'en douter, alors que les Etats-Unis avaient envisagé l'utilisation d'armes nucléaires à plusieurs reprises et avaient abondamment utilisé le chantage nucléaire lors de conflits situés hors de l'Europe, et le plus souvent envers des puissances qui ne disposaient pas d'armes nucléaires. Il avait suffi que l'URSS dispose d'une certaine capacité nucléaire pour qu'à son tour, elle se mette à exercer la diplomatie de l'atome.

Les Etats-Unis ne sont pas prêts à partager leur hégémonie politique, et face à la menace soviétique, menacent de répliquer en envoyant des fusées sur Moscou. Toutefois, ils devront tenir compte à l'avenir qu'ils ont désormais perdu le monopole de la diplomatie de l'atome, qui n'est pas l'instrument spécifique d'une seule puissance, et qui s'exercera désormais dans les deux sens,

ICBM et satellite soviétiques...et américains

La Commission Gaither chargée d'étudier les conséquences du "bomber gap" parvenait à ses conclusions au moment où les Soviétiques lançaient leur premier ICBM et leur premier satellite artificiel. Invoquant la vulnérabilité des bases de la SAC, trois membres de la Commission en appellent explicitement à ce que les Etats-Unis lancent une guerre préventive contre l'URSS, tant qu'ils détenaient encore une avance. Une fois de plus on propose une guerre nucléaire dont le motif déclencheur n'est pas politique (nous sommes d'ailleurs en plein dégel) mais strictement militaire.

A peine la Commission avait-elle soumis ses conclusions sur un "bomber gap" basé sur des sur-évaluations des forces soviétiques, que déjà se profilait le "missile gap" qui s'avérera lui aussi fictif. En fait le "bomber gap" et surtout le "missile gap" ont été des justifications à des programmes d'expansion des forces militaires américaines, comme le seront plus tard les conclusions du Committee on Present Danger constitué en 1976 pour faire obstacle aux accords SALT. En fait chaque nouvelle percée technologique

semble davantage s'inscrire dans la continuité des programmes militaires existants, plutôt que d'être une initiative nouvelle face au développement militaire adverse. Les nouvelles techniques sont déjà prévues dans les scénarios de guerre existants, et les percées technologiques du rival nucléaire ne font que servir de cautionnement à la poursuite de leur développement.

A cet égard, je souligne à nouveau la simultanéité du développement des programmes ICBM et satellite soviétiques et américains. Bien qu'on ait la plupart du temps fait grand cas de l'avance soviétique avec leur premier ICBM et le Spoutnik, cette avance se résumait en fait à quelques mois. Les Américains avaient déjà leur propres programmes ICBM et satellite en cours, c'est dire que les tests soviétiques n'ont pas provoqué l'initiation d'un nouveau programme américain, tout au plus en ont-ils accéléré le développement.

Khrouchtchev se mettra à agiter l'épouvantail de la force nucléaire soviétique, qui en réalité est bien inférieure à ce qu'il veut laisser croire. Ce recours à la menace nucléaire semble correspondre à la volonté de l'URSS de s'affirmer en tant que grande puissance. Elle signifie ainsi aux Etats Unis, qu'elle n'a pas à se laisser dicter sa conduite politique.

Réponse graduée, un raffinement de la diplomatie de l'atome

Le "missile gap" a servi à justifier l'expansion des forces militaires américaines des années soixante. Elle visait à rendre possible la stratégie de la "réponse graduée". Bien que le "missile gap" ait été fictif, il faut toutefois admettre que le fait que les Soviétiques commencent à disposer d'une capacité de réponse, fût-elle très inférieure à celle des Etats-Unis et fût-elle dirigée envers l'otage européen, obligeait les Etats-Unis à en tenir compte dans leurs stratégies, dans leur politique militaire nucléaire. Ainsi, l'abandon de la stratégie des représailles massive a-t-elle été imposée par le développement de l'arsenal nucléaire soviétique, dans un contexte de mondialisation de l'affrontement américano-soviétique où les enjeux sont d'importance diverse. Il faut dire que la réponse graduée a été rendue possible du fait des améliorations techniques notamment en matière de transport et de communication.

Bien qu'elle ait souvent été présentée comme une réorientation de la politique militaire nucléaire américaine, la stratégie de la réponse graduée s'inscrit à mon avis, en continuité de celle des représailles massives. La véritable réorientation aurait plutôt consisté en l'adoption d'une position de dissuasion nucléaire, qui n'a jamais été que rhétorique. Il s'agit ici de démystifier certaines croyances quant au contenu des stratégies militaires nucléaires américaines aux noms peu révélateurs.

Bien que dans le public en général on parle habituellement de la course aux armements nucléaires en termes de dissuasion, il faut se rappeler que l'URSS

n'acquerra la bombe A qu'en 1949 et qu'il faudra attendre les années 1960 pour qu'elle ait les moyens de les larguer sur les Etats-Unis. Il n'était pas nécessaire par conséquent, de développer un arsenal d'une telle importance pour dissuader l'URSS d'utiliser une arme dont elle ne disposera pas avant 1949, et qu'elle pourra difficilement véhiculer durant une dizaine d'années encore. C'est dire que tout ce temps, la condition fondamentale de la dissuasion, soit la vulnérabilité mutuelle, n'était pas réalisée.

Quant à l'hypothèse qui veut que c'eût été l'arme nucléaire qui ait dissuadé l'URSS d'étendre sa zone d'influence à l'Europe de l'Ouest, elle a déjà discutée plus tôt dans les pages de ce chapitre.

Il faut ajouter que si la dissuasion n'est pas que le terme servant à camoufler une autre réalité, soit la recherche d'une capacité de première frappe, elle ne peut être que minimale. L'importance de l'arsenal et surtout la recherche de précision des vecteurs ne peuvent se justifier uniquement par des motifs de dissuasion.

L'adoption de la riposte graduée correspond à la volonté des Etats-Unis de poursuivre une diplomatie de l'atome qui, face au développement de l'arsenal soviétique, dépendra de l'accroissement et de la sophistication de l'arsenal américain pour maintenir une capacité de première frappe sur laquelle la diplomatie de l'atome américaine s'appuie. Ce n'est pas une réorientation de la politique militaire nucléaire américaine, mais sa poursuite par des ajustements techniques visant à annuler la capacité de riposte que l'URSS a acquise par le développement de son arsenal.

Une critique formulée aux Etats-Unis à l'égard de la stratégie de la riposte graduée disait qu'une telle stratégie ne ferait que contraindre l'URSS à développer elle-même un arsenal d'armement tactique visant à contrebalancer les effets de cette stratégie. c'est-à-dire que la riposte graduée aurait pour conséquence d'accélérer la course.³¹ Il semble effectivement que les Soviétiques tentent de contrebalancer l'armement nucléaire américain, arme par arme. Mais ce sera la crise des missiles à Cuba qui apparaît comme l'élément déclencheur de cette dynamique. Auparavant, l'URSS semblait tenir une position de dissuasion minimale qui était imposée par l'état de son arsenal, tout en pratiquant au plan politique, ce que l'on pourrait appeler une contre diplomatie de l'atome alors que Khrouchtchev vantait la puissance militaire nucléaire soviétique. Alors que la diplomatie de l'atome américaine se fonde sur la capacité de première frappe, la diplomatie de l'atome soviétique se fonde sur celle de riposte.

La deuxième crise de Berlin

Comme la polarisation et le partage du monde ont d'abord été surtout ceux de l'Europe, de même il semble que ce soient les tensions en Europe reliées à la reconnaissance des sphères d'influence et des conséquences de la Deuxième Guerre mondiale qui définissent la guerre froide. Cela semble logique dans la mesure où la guerre froide est précisément un conflit où l'on s'abstient d'utiliser les armes. Mais cela va plus loin, car même des conflits armés importants à la périphérie n'empêchent pas la poursuite de la détente. Ainsi

l'escalade du Viêt nam n'empêchera pas la signature du traité SALT I, et la guerre du Kippour n'a pas remis en question l'ensemble de la détente.

Les crises à la périphérie semblent moins déterminer la guerre froide que ne le font les tensions en Europe. On peut mentionner l'exception de la crise des missiles à Cuba, mais qui en un certain sens pourrait être interprétée comme une tentative d'exporter l'Europe de l'Est au large des côtes américaines.

Ce sera la deuxième crise de Berlin qui marquera un retour à la guerre froide. C'est après que l'URSS ait testé son premier ICBM et son premier satellite, qu'en novembre 1958, Khrouchtchev lance un ultimatum aux Alliés, exigeant la révision du statut de Berlin. Il n'y a pas eu de menace d'utiliser l'armement nucléaire, mais Khrouchtchev se référait abondamment à la puissance nucléaire soviétique de façon générale. La menace concernait plutôt la signature d'un traité de paix séparée avec la RDA, qui lui aurait donné pleine souveraineté sur Berlin Est.

A nouveau l'utilisation d'armes nucléaires sera envisagée par les membres du NSC qui établiront aussi des scénarios de guerre. A la différence des plans du début de l'ère nucléaire, ces derniers n'étaient pas seulement hypothétiques et à long terme, mais envisagés pour être mis à exécution dans une situation courante. Les plans concluaient cependant à une possibilité que quelques bombardiers soviétiques puissent tout de même échapper à la destruction et être en mesure de riposter, faisant au mieux deux à trois millions de morts, au pire 10 à 15 millions. Ainsi les plans de guerre

élaborés théoriquement, s'avéraient politiquement inacceptables, du moment que l'autre avait une capacité de riposte. Le monde réel est plus compliqué que la théorie des jeux.³² Cette réalité s'imposera à nouveau lors de la crise des missiles à Cuba.

La révolution et la crise des missiles à Cuba, un concentré des relations américano-soviétiques

La révolution cubaine et la crise des missiles à Cuba constituent un cas intéressant à plusieurs égards, en ce qu'elles englobent une série d'éléments et d'événements qui combinent plusieurs des composantes importantes des relations américano-soviétiques. N'eût été de la crise des missiles et de certains aspects spécifiques à la révolution cubaine, le cas cubain aurait pu ressembler à d'autres événements du Tiers-monde où les grandes puissances s'affrontent indirectement.

La révolution cubaine a été tout d'abord une révolution locale qui touchait les intérêts américains et dans laquelle l'URSS s'est impliquée après coup. Pour les Etats Unis, la révolution cubaine signifiait sans doute l'échec le plus cuisant de "l'endiguement" dans une région qu'ils considéraient pourtant comme leur arrière-cour. Ceci démontre bien l'impossibilité de réduire la dynamique des sociétés à un affrontement Est-Ouest. Cuba constituait de plus pour les autres pays d'Amérique latine, un exemple dont les Etats Unis auraient fort bien pu se passer. C'est ainsi que les Etats-Unis recoururent à l'Alliance pour le Progrès qui devait redorer leur image et proposer une alternative à la révolution en Amérique latine.

Mais l'affrontement américano-soviétique à Cuba comprend également des éléments de leur affrontement qui sont habituellement caractéristiques du terrain européen, soit la question de l'armement tactique. Alors que les Etats-Unis disposaient de bombardiers et de missiles qui pouvaient atteindre l'URSS à partir de bases situées près de son territoire, l'URSS n'avait jamais disposé de l'équivalent. L'installation des missiles soviétiques à Cuba est aussi une première en termes d'armement nucléaire soviétique qui ne s'est jamais trouvé aussi près du territoire américain, quoiqu'on ait exagéré la portée des missiles.

La raison pour installer les missiles à Cuba est jusqu'à ce jour demeurée controversée. L'explication classique veut qu'elle ait eu pour but d'établir un équilibre stratégique après l'installation des missiles Thor et Jupiter en Italie et en Turquie. Lévesque quant à lui, soutient une thèse qui veut que l'installation des missiles à Cuba soit liée à la reconnaissance officielle par l'URSS de Cuba comme société qui en était à l'étape des transformations socialistes, ce qui impliquait pour l'URSS des responsabilités de défense dans une zone géographique éloignée de son territoire, mais située près du territoire américain. De plus, les Etats-Unis venaient d'adopter officiellement la riposte graduée, et l'URSS ne disposait pas de force d'intervention locale dans cette zone. Mais les missiles une fois installés pourraient fournir un puissant élément dissuasif face aux Etats-Unis.

En fait ces thèses ne sont pas mutuellement exclusives. L'URSS a fort bien pu chercher à améliorer sa position militaire alors que les Etats-Unis

s'adonnaient à un build-up militaire intensif. Il est également fort plausible que l'URSS ait perçu des possibilités intéressantes dans une révolution déclarant son caractère socialiste, alors que même le "neutralisme" trouvait grâce à ses yeux, et qu'elle se soit dès lors perçue des responsabilités de défense envers Cuba.

L'URSS avait adopté à ce moment une diplomatie de l'atome si l'on se fie aux déclarations de Khrouchtchev. Les capacités militaires nucléaires soviétiques étaient bien sûr exagérées, mais le simple fait qu'il se soit cru tenu de faire cette manifestation de force semble démontrer l'importance accordée à la possession de telles armes pour être en mesure d'être une super-puissance, une opposition crédible face aux Etats-Unis. Cette diplomatie a été en partie efficace, car bien que l'URSS ait été contrainte de démanteler les missiles installés à Cuba, elle a réussi à obtenir que les Etats Unis n'envahissent pas l'île.

Du côté américain on a considéré certains types d'intervention qui auraient pu conduire à un conflit nucléaire, notamment l'invasion américaine de Cuba.³³ La réalité démontrait une fois de plus que les plans de guerre acceptables hypothétiquement l'étaient plus difficilement au plan politique.

A partir du moment où un conflit nucléaire était apparu imminent, les deux puissances on pu constater la nécessité de trouver un minimum de consensus sur les règles du jeu et de réglementer la course aux armements nucléaires, ce qui se traduira par la signature de nombreux traités. La première des conséquences a été d'aménager certaines technicalités du monde nucléaire. La

crise avait mis en évidence l'importance de la communication entre les deux puissances qui sera par la suite assurée par une ligne télex directe, le "téléphone rouge", établie le 20 juin 1963.

Le 15 août de cette même année, c'est la signature du traité d'interdiction des essais nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace et sous l'eau. C'est le premier accord formel de contrôle des armements. Il visait de plus le maintien du duopole nucléaire et la restriction de la prolifération horizontale, puisque les deux grandes puissances s'engageaient à obtenir l'adhésion au traité de la part de leurs alliés. Un premier traité de non-prolifération formel sera mis au point le 1er juillet 1968. Vers 1966, les premiers contacts en vue des négociations SALT s'effectuent. On note donc après la crise des missiles, une formalisation des rapports militaires nucléaires. Après presque deux décennies de diplomatie atomique et un affrontement qui aurait pu mener à un conflit nucléaire, les grandes puissances ont reconsidéré certains aspects de la gestion politique et militaire du monde nucléaire. C'est la fin de la gestion "artisanale" du monde nucléaire et le début d'une certaine formalisation des rapports militaires.

Par contre, on constatera après la crise des missiles, une réorientation de la politique nucléaire de l'URSS qui intensifiera son programme de développement militaire, en cherchant à contrebalancer la puissance militaire américaine. Ce sera durant les années soixante que l'URSS atteindra la parité en matière d'ICBM, l'arme dominante de son arsenal nucléaire.

C'est l'abandon de la position de dissuasion minimale. Ce n'est peut-être pas la conséquence uniquement de la crise des missiles, mais aussi d'une réorientation de l'ensemble de la politique soviétique, car il y a vers cette époque, une réévaluation des possibilités que présente la décolonisation, réévaluation qui s'impose face aux échecs de la politique soviétique à l'égard du Tiers-monde, notamment en Afrique.

C'est toutefois après l'échec cubain que l'URSS entreprend de se doter d'un arsenal nucléaire important qui apparaît lié au statut de grande puissance et à la capacité d'agir comme telle. L'arsenal nucléaire doit permettre à l'URSS d'être en mesure de s'opposer à la diplomatie de l'atome ou encore d'exercer elle-même une diplomatie de l'atome afin de soutenir sa politique.

Viêt-nam, l'application d'une "guerre limitée et contrôlée"

L'escalade du Viêt-nam a lieu alors que la course aux armements nucléaires s'accélère et que le rapport des forces militaires nucléaires entre les deux puissances est en train de devenir la MAD, davantage situation de fait que stratégie délibérée. Compte tenu de l'état des arsenaux, la riposte graduée est dans l'esprit des stratèges, plus que jamais la stratégie qui s'impose. Et effectivement, l'escalade du Viêt-nam est l'application d'une guerre élaborée par les bureaucrates. McNamara avait demandé aux chercheurs de la RAND d'élaborer une stratégie pour le Viêt-nam. La RAND avait eu au cours des années l'occasion de développer, d'affiner et d'informatiser une "théorie de la coercition" dans l'élaboration des "war games" nucléaires.

L'escalade au Viêt-nam est en fait l'application à une guerre conventionnelle, de la théorie élaborée à propos de la guerre nucléaire limitée et contrôlée, qui elle-même avait été élaborée à partir de la guerre conventionnelle. La guerre est dite contrôlée en ce sens que les stratèges croient qu'une escalade de la violence peut être soigneusement planifiée, et qu'un dosage judicieux de la menace et de la violence concrète devrait permettre d'obtenir un maximum de "bénéfices" politiques.³⁴

C'est une véritable "gestion" de la violence au sens industriel et bureaucratique du terme. On assiste aujourd'hui au transfert des méthodes d'organisation habituellement appliquées au domaine de la production à celui de la destruction. Que ce fait concerne la fabrication des armes ne surprendra personne, mais il s'applique aussi à la façon même de conduire les guerres. Si le but immédiat des stratégies militaires a toujours été l'organisation efficace et systématique de la destruction, elles utilisent aujourd'hui les méthodes habituellement appliquées par les industries et les bureaucraties. C'est en quelque sorte un retour des choses. Si l'armement moderne est redevable à l'utilisation militaire de la science et à l'application des méthodes industrielles, on tente maintenant de "scientifiser" de rationaliser l'utilisation des armes.

L'assistant du président du National Security Affairs à l'époque, McGeorge Bundy, suggère d'utiliser les forces militaires dans une escalade graduelle pour maximiser leur impact dissuasif et leur menace. Le Viêt-nam était l'illustration concrète d'une des critiques adressées aux stratèges des "guerres limitées", à savoir ce qui pourrait advenir si l'adversaire ne

respectait pas les mêmes règles de jeux. En effet le Nord-Viêt-nam ne jouait ni les bluffs, ni les menaces, ni les "signaux". Un membre du Pentagone notait à cet effet que puisque la guerre d'usure ne fonctionnait pas, une nouvelle stratégie devait être envisagée. Dans l'esprit des stratèges cette dernière impliquait la possibilité d'utiliser des armes nucléaires. Des discussions ont cours à ce sujet dans le JCS. En 1965, McNamara dans une entrevue avec le New York Times mentionne qu'il n'y a pas de restriction quant au type d'armement à utiliser au Viêt-nam et que les inhibitions concernant l'utilisation des armements nucléaires ne sont pas insurmontables.

Début 1968, alors que des troupes américaines sont assiégées à Khe Sanh, l'utilisation de l'armement nucléaire est envisagée, plus que d'une façon simplement théorique cette fois, dans le cas où la situation se détériorerait. Ce n'était même pas que Khe Sanh représentait une valeur stratégique importante, mais parce que ce point était devenu le symbole de la détermination américaine. L'offensive du Tet sonna le glas pour les Américains. En novembre de la même année, Nixon remporte les élections en tant que candidat de la paix. Il affirme en outre avoir un plan secret pour terminer la guerre au Viêt-nam. Ce plan secret est en fait une escalade de menaces et d'opérations militaires incluant le largage d'une bombe nucléaire sur le Nord-Viêt-nam. A noter que pour les théoriciens de la guerre nucléaire, il n'y a pas de scissure entre les deux types d'armement, le passage de l'un à l'autre est une simple question de gradation. Les menaces commencèrent le 4 août 1969, alors que Kissinger rencontre secrètement les Vietnamiens à Paris pour leur signifier que si des progrès majeurs n'étaient pas faits avant le 1er novembre, des mesures dont les conséquences seraient

des plus graves, seraient prises. En octobre, alors que la situation est stationnaire, la SAC est placée en état d'alerte générale et maximale (DEF CON I), la première fois depuis la crise des missiles. C'est un message on ne peut plus clair, adressé à l'URSS pour qu'elle fasse pression sur le Nord-Viêt-nam afin qu'il cesse ses opérations dans le Sud. On peut se demander qu'est ce qui adviendrait dans les cas d'alliés trop turbulents. Les pressions s'accroissent sur le Nord-Viêt-nam par l'escalade au niveau des opérations terrestres, et malgré que la date de l'ultimatum approche, il n'y a aucun indice que les Vietnamiens veuillent reculer. L'armement nucléaire ne fut finalement pas utilisé, comme on le sait. D'après Kaku et Axelrod cette "option" a été abandonnée du fait de la protestation croissante contre la guerre du Viêt-nam, notamment le Moratorium à Washington qui le 15 octobre 1969, rassembla 250.000 personnes.³⁵

Ces menaces à l'égard du Viêt-nam démontrent une fois de plus que l'arme nucléaire n'est pas l'arme spécifique de la dissuasion en Europe et que la diplomatie de l'atome n'est pas spécifique aux relations américano-soviétiques, bien qu'indirectement elle s'adressait à l'URSS.

Parité nucléaire, limitation des armements et reconnaissance du statu quo européen

Les tentatives de limitation des armements ou du moins la formalisation des rapports militaires qui aboutiront aux accords SALT I s'inscrivent dans la lancée de la série de traités qui a suivi la crise des missiles à Cuba. C'est après que les deux puissances soient arrivées au bord du déclenchement

d'un conflit nucléaire. qu'elles commencent à rechercher une certaine réglementation de la course aux armements nucléaires et une codification de leurs relations.

Paradoxalement c'est après ce même conflit où les risques du monde nucléaire sont clairement apparus et alors que sont signés tous ces accords sur les essais nucléaires et la non-prolifération. que la course s'accélère au point d'en arriver à la MAD et aux notions "d'overkill". L'URSS intensifiera son effort militaire et entreprendra de se doter d'un arsenal qui puisse rivaliser avec celui des Etats-Unis. Quant à ces derniers, ils cherchent à préserver leur suprématie.

C'est durant la décennie 1960 que l'armement nucléaire qui avait d'abord été "la bombe" principalement véhiculée par les bombardiers. deviendra un véritable système. La "triade stratégique" (bombardiers, ICBM, SLBM) s'impose aux Etats-Unis et l'URSS devient une puissance nucléaire importante.

Si cette volonté de réglementation fût-elle limitée s'inscrit dans l'après-crise des missiles, il y a deux autres facteurs qui à mon avis ont favorisé l'ouverture des négociations SALT, soit l'adoption par l'Allemagne occidentale de l'Ostpolitik qui aboutira à la normalisation des relations germano-soviétiques, et l'accession de l'URSS à la parité nucléaire en matière d'ICBM avec les Etats-Unis. Parité nucléaire, limitation des armements et normalisation en Europe forment d'ailleurs un tryptique très étroit.

C'est au moment où l'URSS accède à la parité nucléaire que l'Allemagne occidentale adopte l'Ostpolitik qui aboutira à une normalisation de ses rapports avec l'URSS, quelques 25 ans après la fin de la Deuxième Guerre mondiale. L'Allemagne avait abandonné ses objectifs de réunification qui semblaient hors de portée dans un avenir prévisible. La puissance soviétique semblait désormais bien établie en Europe de l'Est et cette normalisation était une reconnaissance officielle d'une situation qui existait depuis déjà un certain temps. Détente et guerre froide apparaissent une fois de plus liées au sort de l'Europe.

Les premiers contacts en vue des négociations SALT se sont effectués entre 1966 et 1968, c'est-à-dire en pleine escalade du Viêt-nam. Ils seront ensuite momentanément suspendus en raison de cet engagement militaire, mais aussi en raison de l'invasion militaire soviétique en Tchécoslovaquie en août 1968. Puis les négociations s'amorcent en 1969, alors que l'Allemagne occidentale entreprend une politique d'ouverture envers l'Est.

L'ouverture des négociations a aussi été favorisée par une relative parité nucléaire. Tant qu'ils jouissaient de la supériorité nucléaire, les Etats-Unis ne voulaient pas la céder et l'URSS n'entendait pas sanctionner cette supériorité. Les Etats-Unis proposaient un gel des armements et l'URSS une réduction, ce qui semblait également inacceptable aux deux protagonistes de la course. Mais une fois cette relative parité atteinte, l'URSS pouvait proposer autre chose qu'une réduction.

Parler de limitation des armements au sujet des accords SALT comporte une certaine ironie. Les premières propositions de Johnson en 1966, portaient sur le rejet des ABM.³⁶ On peut dire qu'il s'agissait effectivement de limitation de la course aux armements dans la mesure où les systèmes défensifs risquaient fort probablement d'entraîner une prolifération des missiles pour les contrecarrer. Par contre, on pourrait simplement y voir l'abandon d'une avenue fermée. Ces systèmes défensifs étaient coûteux et, comme on parle d'armes nucléaires, inefficaces à moins d'être efficaces à 100%. Quant au volet du traité qui porte sur les missiles offensifs, il ne faisait qu'institutionnaliser un état de fait.

A noter qu'aucun des traités signés n'a empêché la course de se poursuivre ni même de s'accélérer. Il semble que les traités ne font que jeter les balises pour empêcher la dispersion des efforts. Alors qu'on abandonnait les systèmes ABM, les Etats-Unis avaient déjà les moyens de les contrecarrer avec les MIRV. Avec ces mêmes MIRV, on possédait déjà le moyen de contourner la limitation du nombre d'ICBM et de SLBM. D'ailleurs la décennie 1970 verra même une prolifération d'ogives des deux côtés. Mais il y a plus, car non seulement la course se poursuit, mais les Etats-Unis ne renoncent pas à l'avantage stratégique malgré que les négociations SALT I se soient en principe basées sur la notion de parité. En effet, dès 1970, ils déploient les MIRV qui, donnant l'avantage à l'attaquant, sont des armes de première frappe. Si le but des SALT avait réellement été la limitation des armements, c'est l'interdiction des MIRV qu'on aurait négociée.

On parlera tout de même de détente des relations américano-soviétiques au moment de la signature du traité. Le terme est quelque peu abusif car comme on l'a vu, il ne recouvre qu'un aspect limité des relations américano-soviétiques qui correspond à une normalisation des rapports de l'URSS avec l'Allemagne fédérale, la reconnaissance du statu quo européen, quelques accords commerciaux et une institutionnalisation des rapports militaires consistant en un balisage de la course aux armements nucléaires.

Par contre, la détente n'exclut pas les tensions et les conflits même aigus, ni les actions qui pourraient apparaître provocatrices. Quelques mois avant la date prévue de la visite de Nixon à Moscou, les Etats-Unis procèdent aux minage de port de Haiphong et bombardent Hanoi. La visite avait failli être compromise mais avait tout de même eu lieu et un traité ARM avait été signé. Quelques mois plus tard, les Etats-Unis reprennent les bombardements intensifs sur le Viêt-nam. Ce sera aussi en pleine détente qu'éclate la guerre du Kippour lors de laquelle les Etats-Unis se placent en état d'alerte nucléaire.

Moyen-Orient, polarité Etats-Unis/URSS et dynamique régionale

Malgré l'échec de la diplomatie atomique au Viêt-nam, Nixon continuera à l'utiliser, notamment au Moyen-Orient.

En 1970, Nixon utilise la menace nucléaire pour soutenir le roi Hussein de Jordanie qui le 15 septembre 1970 ordonne à son armée (50.000 hommes) de détruire toutes les bases de l'OLP. Alors que Hussein se lance le 17

septembre dans une guerre à grande échelle, Nixon envoie des "signaux" à l'URSS; deux porte-avions, quatorze destroyers, un croiseur, 140 avions et une force de 1200 hommes de la Marine sont rassemblés en Méditerranée orientale, une division est placée en alerte et les communications militaires sont envoyées en clair, pour que l'URSS ne rate pas le message. Quoique l'OLP ait été chassée de Jordanie, l'URSS ne recula pas avant le dernier jour.

Lors de la guerre du Kippour en 1973, alors que l'armée israélienne encercle la troisième armée égyptienne, l'URSS offre aux Etats-Unis une action conjointe pour faire respecter le cessez-le-feu qui avait été décrété par le Conseil de sécurité de l'ONU. Les Etats-Unis tentent de rassurer l'URSS du fait que la troisième armée ne serait pas en danger. Le 24 octobre, Brejnev redemande une action conjointe et affirme la possibilité d'intervenir unilatéralement alors que les sept divisions aériennes soviétiques sont placées en état d'alerte. L'alerte nucléaire mondiale est déclenchée aux Etats-Unis et l'option nucléaire est considérée lors d'une réunion du Comité spécial sur la gestion des crises. Le lendemain, les actions militaires israéliennes contre la troisième armée égyptienne cessent, les approvisionnements peuvent y parvenir et l'URSS laisse tomber son insistance sur la force de paix conjointe.³⁷

Une alerte nucléaire mondiale fut donc déclenchée peu de temps après la signature par les Etats-Unis et l'URSS des accords SALT I, de l'Accord de coopération économique et technique et du traité de prévention de la guerre nucléaire, c'est-à-dire alors que nous sommes en pleine détente. Ces faits

sont révélateurs de l'articulation de la dynamique Etats-Unis/URSS aux dynamiques régionales. Si l'on constate une surimposition de la polarité Etats-Unis/URSS à des conflits régionaux, la dynamique régionale à son tour entraîne les grandes puissances dans son sillage. Les grandes puissances s'affrontent sur des terrains extérieurs à leurs relations directes et les puissances régionales se servent de grandes puissances pour accroître leur influence régionale au moyen de l'aide militaire que les grandes puissances leur fournissent. Ce faisant, ces dernières militarisent et mondialisent les conflits.

On peut se poser la question à savoir si la présence des deux grandes puissances dans une région et le recours qu'elles peuvent faire à la menace nucléaire ne forcent pas une résolution artificielle du conflit. Leur action en empêche momentanément certaines manifestations, reportant sa solution à plus tard. Ceci a pour effet que la situation conflictuelle demeure irrésolue et s'aggrave d'autant plus que la solution en a été retardée.

Options multiples, sophistication de la diplomatie de l'atome.

Comme on l'a vu plus haut, la détente et le traité SALT I n'ont pas empêché la poursuite de la course aux armements nucléaires entre les Etats-Unis et l'URSS. Le premier test d'un MIRV soviétique a eu lieu en août 1973 dans le but apparemment d'égaliser les Etats-Unis arme par arme. Pour les Etats-Unis, le MIRV semble être le prétexte rêvé pour annoncer une nouvelle orientation dans la stratégie américaine, s'éloignant de la rhétorique habituelle de la dissuasion pour prôner ouvertement l'utilisation de nouvelles armes de

précision dans un rôle de contre-force limitée. On constate une fois de plus que le développement ou le déploiement d'une nouvelle arme d'un côté, semble plutôt justification que cause au déploiement ou au développement de nouvelles armes de l'autre côté. Après les "bomber" et "missiles gap", c'est la menace de première frappe qu'impliquent les MIRV.

La doctrine Schlesinger de contre-force avait été rendue possible par le développement d'une nouvelle génération de système de guidage par inertie, inaugurée par une révolution de l'ordinateur, et qui permettrait une précision nouvelle. Il faut souligner que d'un autre côté, cette précision a dû être recherchée dans une volonté plus générale et constante qui a son origine à Hiroshima: utiliser l'arme nucléaire pour dicter les conditions politiques. S'il était réellement question que de dissuasion, une dissuasion minimale serait suffisante, et on n'a pas besoin de missiles très précis pour exercer des représailles. Cependant quand on mène une diplomatie de l'atome, c'est-à-dire que l'on tente d'imposer sa volonté politique en recourant à la menace d'utiliser l'armement nucléaire, ce n'est pas de la crédibilité de la dissuasion dont il s'agit mais bien de celle de l'attaque. La menace est d'autant plus crédible qu'elle a de probabilité d'être exécutée, c'est-à-dire que l'adversaire ne soit pas en mesure de riposter, et pour l'en empêcher, il s'agit de constituer une capacité de première frappe. Des missiles aussi précis soit-ils n'ajoutent rien à la capacité de représailles, par contre ils sont essentiels pour être en mesure d'attaquer soi-même sans essuyer de représailles. C'est une course à une première frappe, toutefois très hypothétique.

La stratégie nucléaire américaine a évolué reflétant l'état des rapports de forces militaires et de la technologie. Les représailles massives supposent une supériorité écrasante et sont dictées par l'imprécision des missiles. La constitution d'une capacité nucléaire soviétique obligeait les Etats-Unis à tenir compte de la possibilité de représailles. Ce facteur combiné à la diversité de l'importance des enjeux dans l'affrontement américano soviétique, a eu pour conséquence l'élaboration de la stratégie de la riposte graduée. Elle était rendue possible à cause des progrès en matière de transports et de communications. La doctrine MAD ne peut vraiment être considérée comme une stratégie. Elle est moins délibérée qu'elle ne reflète un état de fait. Quant aux options multiples, elles consistent en une nucléarisation de la riposte graduée et en une remilitarisation de l'atome, toujours dans le contexte de la recherche d'une capacité de première frappe. Les options multiples ont été rendues possibles par l'accroissement de la précision des vecteurs.

Cependant derrière la rhétorique officielle, la stratégie nucléaire américaine a subi moins de réorientations que peut le laisser supposer l'introduction de nouvelles technologies dans l'arsenal nucléaire américain. La tendance et le but constants, le dénominateur commun et la stratégie sous-jacente à l'ensemble des stratégies, c'est la recherche de la capacité de première frappe.

SALT II et euro-missiles, l'un n'empêche pas l'autre

Les négociations SALT II s'inscrivaient en continuité avec les accords intérimaires SALT I qui devaient prendre fin en 1977 et qui avaient été conclus alors que prenait fin l'ère de la suprématie nucléaire américaine. Une entente de principe concernant les lignes directrices des négociations SALT II avait été conclue à Vladivostok en novembre 1974. Les négociations devaient porter sur la limitation d'ICBM, de SLBM, de bombardiers et du nombre de missiles mirvés. Mais SALT II ne portait pas plus sur l'armement qui constituait l'enjeu principal de la course aux armements nucléaires que SALT I ne l'avait fait. SALT II concernait par définition la limitation de l'armement stratégique à un moment où l'essentiel de la course se déroulait au niveau tactique avec les Pershing II et les CRUISE. La fine pointe de la technologie n'était plus le MIRV. La limitation des armements prévue par SALT II était essentiellement quantitative, alors que la course devenait de plus en plus qualitative, notamment avec l'accroissement de la précision des missiles.

Pas plus que SALT I, les accords SALT II n'empêcheront la poursuite de la course. Ils consistent moins en une limitation des armements, qu'en un balisage permettant l'efficacité des efforts en limitant les orientations qu'ils pourraient prendre. On limite délibérément la quantité pour pouvoir se consacrer à la qualité. Il faut admettre que la course à la quantité apparaît dans toute son absurdité quand les deux puissances peuvent de détruire mutuellement...plusieurs fois. Mais l'accroissement de la précision des vecteurs permet de cultiver l'illusion de la possibilité de mener et de gagner une guerre nucléaire en permettant des attaques sélectives plutôt

qu'une guerre globale résultant en un suicide mutuel. C'est qu'effectivement la stratégie des options multiples adoptée en 1974 par les Etats-Unis, est axée sur la remilitarisation de l'atome. Sa logique ne peut cependant s'exercer qu'en faisant abstraction des risques d'escalade et des dommages collatéraux.

SALT I avait été diversement accueilli aux Etats-Unis. En 1976, on assiste à la fondation du Committee on Present Danger qui prône un endiguement purement militaire calqué sur le modèle des années 1950. SALT II fut le prétexte pour contre-attaquer et le Comité devint un des plus puissants lobbies contre les accords. Mais les accords SALT II n'empêcheront pas Carter de poursuivre dans la lignée des options multiples avec une série de directives qui culminera avec la directive présidentielle 59 émise le 25 juillet 1980, qui est une reconnaissance officielle de la préparation de la guerre nucléaire. Six mois après la signature des accords SALT II (mais quelques deux semaines avant l'intervention militaire soviétique en Afghanistan), la décision de la modernisation de l'OTAN est officiellement prise.

La crise iranienne

Durant la crise iranienne, il y aura à nouveau recours à des menaces nucléaires. Le 23 janvier, Carter dans son discours sur l'état de l'Union met l'URSS en garde en disant que tout mouvement de l'URSS dans le golfe Persique, serait repoussé par tous les moyens nécessaires y compris la force militaire. Deux heures plus tard, le secrétaire de la défense Harold Brown fait des allusions à la guerre nucléaire. Le 2 février 1980, un rapport

secret du Pentagone intitulé "Capabilities in the Persian Gulf" et considérant la menace et l'utilisation d'armes nucléaires tactiques intitulé "Capabilities in the Persian Gulf" se retrouve dans les pages du New-York Times après une "fuite". En mars, Brown mentionne que tout conflit impliquant les Etats-Unis dans le Golfe implique la possibilité d'utiliser des armes nucléaires.³⁸

Retour à la guerre froide

On s'accorde habituellement pour situer le retour à la guerre froide en 1979 l'année de SALT II, de la modernisation de l'OTAN, de la prise d'otages à l'ambassade américaine d'Iran, de l'intervention militaire soviétique en Afghanistan. D'après F. Halliday, le retour à la guerre froide est lié à la détérioration des positions américaines dans le monde. D'après lui, la conception occidentale de la détente reposait sur l'idée qu'elle parviendrait à stabiliser le Tiers-Monde et dissuaderait l'URSS de porter secours aux mouvements révolutionnaires du Tiers-monde. Or la décennie 1970 a été témoin de la défaite au Viêt nam, de l'écroulement de l'empire portugais en Afrique, de la perte des anciens piliers de l'influence américaine tel l'Ethiopie et l'Iran.³⁹

Effectivement, la position reaganienne attribue le déclin des positions américaines dans le monde à la détente. Mais le discours de la guerre froide servait admirablement la modernisation de l'OTAN. Il était utilisable à nouveau alors que l'opinion publique américaine se remettait du Viêt-nam et s'indignait à propos de l'Iran.

Il semble qu'à nouveau ce soient des tensions en Europe qui définissent la guerre froide, dans la mesure où ces tensions sont reliées à la question des euro-missiles.

C. INTERPRÉTATION

Suite à la Deuxième Guerre mondiale, un nouveau rapport des forces se dessine au niveau international, où les anciennes puissances se retrouvent affaiblies et d'où sortent deux grands vainqueurs au plan militaire: les États-Unis pour qui la guerre fut de surcroît source d'essor économique et de prospérité, ont toute la latitude pour restructurer l'économie mondiale à leur avantage; l'URSS, bien que vainqueur au plan militaire et politique, avait payé sa victoire au prix fort économiquement et en vies humaines. Après l'invasion qu'elle a finalement réussi à repousser, l'URSS cherche à consolider ses victoires militaires pour se garantir un glacis de sécurité. Les divergences d'intérêts qui avaient été mises en veilleuse durant la guerre notamment au sujet de l'Allemagne, ne tardent pas à refaire surface une fois la guerre finie. Le conflit se polarise au travers d'une série d'actions qui graduellement établissent l'hégémonie des deux puissances dans les blocs de l'Est et de l'Ouest.

L'émergence des super-puissances et la bipolarisation du monde n'impliquent pas en soi l'arme nucléaire comme cause. Le partage du monde correspond plutôt au rapport de force résultant de la Deuxième Guerre mondiale. La bipolarisation consiste en l'établissement de l'hégémonie, dans leurs blocs

respectifs, des deux principaux vainqueurs de la guerre qui sont aussi puissances concurrentes et rivales. Elle est liée à des questions de sécurité militaire pour l'URSS et à la volonté des Etats-Unis d'asseoir leur influence en Europe de l'Ouest et "d'endiguer" l'URSS.

Cependant le fait que le partage et la bipolarisation du monde aient coïncidé avec la construction et l'utilisation par les Etats-Unis, de l'arme nucléaire à la fin de cette même guerre, aura très vite des conséquences sur le déroulement de l'affrontement américano-soviétique. L'arme nucléaire a pu très tôt avoir comme effet d'accentuer la rivalité des grandes puissances du fait de la menace de destruction sans précédent qu'elle impliquait. D'autre part, l'existence même de telles super-puissance rivales favorise le développement de l'arsenal nucléaire en tant qu'instrument de cette puissance.

En effet, l'affrontement politique entre les deux puissances mondiales dominantes, concurrentes et rivales se poursuit sur le plan militaire. La recherche de la suprématie militaire entre puissances rivales n'est pas un phénomène nouveau, mais le potentiel destructeur de l'armement nucléaire est tel, qu'il en fait une arme inutilisable concrètement pour atteindre un but militaire ou politique quel qu'il soit.

C'est sans doute à ce degré de destructivité que se réfère le général Gallois quand il qualifie les armes nucléaires d'armes de la non-guerre, Kennan, quand il mentionne que les armes nucléaires ne sont pas des armes au sens strict du terme, ou Huntzinger, quand il mentionne que "l'arme nucléaire est

moins faite pour gagner des guerres que pour supporter les diplomaties".⁴⁰

Ce sont les armes de la guerre froide pour autant que l'on définisse guerre froide comme un conflit où l'on s'abstient d'utiliser des armes.

Le dilemme de l'armement nucléaire est précisément de trouver une utilité politique et militaire à une destruction aussi massive, c'est-à-dire à une arme concrètement inutilisable. C'est ainsi qu'on a cherché à lui redonner une utilité, ce qui du point de vue politique s'exprimera par la diplomatie de l'atome. Les Etats-Unis l'adopteront dès les bombardements de Hiroshima et Nagasaki, si comme Blackett, on les considère non pas comme le dernier acte de la Deuxième Guerre mondiale, mais le premier de la diplomatie de la guerre froide. L'URSS de son côté cherchera à se procurer l'arme nucléaire elle aussi, et adoptera une diplomatie de l'atome dès qu'elle aura un arsenal nucléaire minimal: que l'on pense aux déclamations de Khrouchtchev notamment lors de la crise de Suez.

Du point de vue militaire, la recherche pour redonner une utilité à l'armement nucléaire, s'exprimera dans les scénarios de guerres nucléaires menées hypothétiquement, auxquelles on appliquera une pensée militaire héritée des guerres conventionnelles. On cherchera également à remilitariser l'atome par l'accroissement de la précision des vecteurs, qui de cette façon, sont présumées être capables d'atteindre des cibles exclusivement militaires, donnant ainsi l'illusion qu'une guerre nucléaire peut être menée. Comme la capacité de destruction est devenue illimitée, on cherche à circonscrire la guerre nucléaire à des "théâtres locaux". Bien que l'URSS n'adhère pas officiellement aux concepts américains de guerre nucléaire limitée,

l'importance de son arsenal correspond à plus qu'un arsenal de simple dissuasion. il est pensé pour la guerre nucléaire.

Outre Hiroshima et Nagasaki, l'arme nucléaire a jusqu'ici servi hypothétiquement, que ce soit dans les scénarios de guerres (bien que l'arsenal nucléaire lui, soit très concret) ou sous forme de menace. Mais une fois l'instrument créé, et malgré son inutilité, on envisage la possibilité de l'utiliser lors de conflits, ou on en profère la menace. Certains conflits autrement banals, sont dramatisés du fait que cette éventualité (Quemoy et Matsu). Qui plus est, à plusieurs reprises les Etats Unis ont considéré l'utilisation d'armement nucléaire, non en raison de tensions ou de conflits politiques, mais du simple fait qu'un potentiel militaire existait.

La course aux armements nucléaires ne porte pas uniquement les caractères et les conséquences de la destructivité qui fait de l'arme nucléaire une arme inutilisable concrètement. La course aux armements nucléaires se produit dans un contexte technique marqué par l'accélération de l'évolution technologique, laquelle trouve son pendant au niveau de l'évolution de la technologie militaire. La fabrication des premières bombes nucléaires américaines avait jeté les bases de l'exploitation militaire de la science et de la technologie. Très rapidement, à cause de la compétition politico-militaire, l'innovation militaire a été institutionnalisée dans les deux camps. Elle entraîne l'exploitation rapide et à grande échelle des progrès technologiques et conduit ainsi à l'accélération de la course. De plus, la complexité et la sophistication croissante des systèmes d'armements

nécessitent une planification à long terme qui fait que les armements se développent dans la mesure et dans le sens de leurs possibilités, et sur la base de l'anticipation de ce qu'on estime être techniquement réalisable par l'adversaire et par soi-même. Ainsi on a pu constater que pour les partisans du développement d'une nouvelle arme et/ou de l'expansion des forces militaires, "l'avance technologique" ou la "supériorité" de l'adversaire servent davantage à justifier la poursuite d'un programme de développement d'armes déjà en cours, qu'à en entreprendre un nouveau. On l'a vu surtout du côté américain. Cependant compte tenu des délais entre le moment de la prise de décision de produire un certain type d'armement et celui où il peut être déployé, l'armement soviétique doit lui aussi être développé sur une base d'anticipation et non de réaction.

On note d'ailleurs que la course se poursuit, peu importe que ce soit une période de guerre froide ou de détente et en dépit des accords abusivement nommés de limitation des armements. Ceci laisse supposer que la course jouit d'une relative autonomie par rapport à ses motivations politiques. Il faut toutefois émettre la réserve que guerre froide et détente ne correspondent pas à présence et absence de conflit, mais sont plutôt deux modalités d'un affrontement qui est continu. Si la course aux armements nucléaires se poursuit dans le sens et la mesure de ses possibilités techniques, il reste que l'affrontement politique continue de lui fournir un terrain de croissance.

La compétition et l'affrontement politico-militaire entre les deux puissances, se poursuivent sur plusieurs terrains, à divers niveaux et selon

plusieurs modalités. Un premier terrain se situe au niveau des relations directes entre les grandes puissances. Sur le plan militaire, il prend la forme d'une menace nucléaire réciproque où les territoires et les populations des grandes puissances sont respectivement prises et offertes en otage par le rival et par leur propre gouvernement. C'est en quelque sorte un terrorisme d'Etat érigé en système politique mondial.

Un second terrain d'affrontement entre les deux puissances se situe en Europe, au niveau de leurs zones d'influence respectives. Le début de l'après-guerre a consisté en l'établissement graduel de l'hégémonie des grandes puissances au sein de leur bloc respectif. Durant le début de la décennie 1970, alors que l'URSS atteignait la parité avec les Etats-Unis en matière d'ICRM, une série de traités ont officiellement reconnu le statu quo européen et les sphères d'influence sont maintenant bien consolidées. Sur le plan militaire, de nouveau l'affrontement prend la forme d'une menace nucléaire réciproque envers les territoires et populations de l'Europe de l'Ouest et de l'Est. De ce fait l'armement nucléaire tactique menace directement l'URSS, mais non les Etats-Unis. La situation en Europe est gelée. L'armement nucléaire y joue certainement un rôle du fait du danger d'holocauste qu'il implique, car un conflit entre les blocs de l'Est et de l'Ouest impliquerait directement les Etats-Unis et l'URSS, et il est logique de penser qu'un conflit ne pourrait longtemps se limiter à l'utilisation d'armement conventionnel. Cependant même sans l'existence de l'armement nucléaire, les super-puissances auraient eu intérêt à éviter un affrontement, car tout conflit direct entre elles risquerait d'être excessivement long et terriblement onéreux à tout point de vue, en raison de l'importance de leurs

territoires, de leurs populations et de leurs ressources, et aussi en raison de l'accroissement de la destructivité de l'armement conventionnel. Par contre je dois souligner ici que je ne considère nullement qu'une destructivité élevée puisse constituer une garantie qu'un conflit n'aura pas lieu.

Sur les deux premiers terrains d'affrontement des grandes puissances, l'affrontement militaire nucléaire s'est jusque là exprimé sous forme de menace et par la compétition militaire nucléaire, au fil de la croissance des arsenaux et des innovations technologiques.

Si les rapports en Europe sont gelés, le reste du monde demeure ouvert au jeu des influences. Les grandes puissances s'y affrontent indirectement en cherchant à accroître ou à maintenir leur influence ou du moins la neutralité des pays qui représentent pour elles des intérêts économiques, politiques ou stratégiques.

Les grandes puissances y pratiquent la diplomatie de l'atome qui n'est pas le monopole de leurs rapports au niveau de leurs territoires respectifs et de l'Europe. Au contraire, exception faite des deux crises de Berlin, les menaces d'emploi du nucléaire se sont faites dans le contexte de conflits situés hors de l'Europe, notamment dans le Tiers-monde, et envers des pays qui ne disposaient pas d'armes nucléaires. Par contre, ces menaces s'adressaient par puissance interposées à l'autre puissance nucléaire. Les menaces sont habituellement prudentes. Elles se font par voie des journaux, par allusions, ou en se plaçant en état d'alerte nucléaire. Ces facteurs

laissent supposer que ces menaces comportent une part de bluff. On peut toutefois se demander à quel point un tel bluff n'induit pas l'utilisation effective d'armement nucléaire dans la mesure où cette dernière serait l'étape suivante prévue dans les scénarios de guerre au cas où le bluff échouerait.

Malgré que l'utilisation d'armement nucléaire ait été envisagée lors de tels conflits et malgré que la menace en ait proférée, force nous est de reconnaître que les conflits ont été menés avec de l'armement conventionnel, quoique de plus en plus sophistiqué et de plus en plus destructeur. La diplomatie se fait avec l'atome et la guerre avec l'armement conventionnel. Ces affrontements militaires sont habituellement le fait de conflits régionaux. Si l'une des deux grandes puissances peut y être impliquée directement, il n'y a pas entre elles d'affrontement direct. Elles s'affrontent par peuples interposés.

Je veux souligner au passage, qu'en écrivant ce qui précède, je n'adhère pas à une quelconque notion d'échiquier mondial où les deux puissances seraient les seules maîtresses du jeu et les autres, des pièces et des pions qu'elles poussent à leur avantage. C'est-à-dire que l'impulsion serait uniquement dirigée du centre, déniait tout dynamisme aux autres sociétés. Au contraire, ce sont plutôt les tensions et changements au sein de ces sociétés qui posent des défis aux grandes puissances ou leur ouvrent des possibilités d'étendre leur influence. Ce n'est donc pas une pure manipulation des données du rapport de force de la part des grandes puissances, mais leur utilisation

opportuniste quand elles sont en mesure de le faire. D'ailleurs le contraire aussi se produit.

Les ventes d'armes sont souvent l'instrument privilégié des super-puissances ~~(aussi les deux principaux vendeurs d'armes au monde)~~ dans l'achat d'influence et de soutien diplomatique. Les puissances plus petites jouent de la rivalité des grandes puissances, pour accroître leur propre influence régionalement. Ceci donne lieu à des impérialismes régionaux qui dans leur compétition entraînent les grandes puissances dans leur sillage, ce qui aboutit souvent à une mondialisation des conflits régionaux.

Bien sûr, ces impérialismes régionaux ne sont pas uniquement le fait de l'aide militaire des grandes puissances, mais elle contribue à les accentuer et à les militariser. Ainsi, alors que les grandes puissances cherchent à accroître leur influence dans une région au moyen des ventes d'armes, souvent elles accentuent l'aspect conflictuel de la dynamique régionale qui alors, échappé de plus en plus à leur contrôle.

Les grandes puissances ont par contre sur leurs Etats-clients, une influence qu'on ne saurait nier. C'est qu'en plus d'exporter l'armement, elles exportent aussi avec l'envoi de leurs techniciens et conseillers militaires, l'infrastructure qui l'accompagne, reproduisant chez les Etats-clients l'infrastructure militaire des grandes puissances.⁴¹ L'articulation entre la militarisation des grandes puissances et la militarisation du Tiers-monde se fait ainsi de plus en plus étroite. On peut penser que dans le

Tiers-monde les effets sont d'autant plus pernicioeux que l'armée et la technologie militaire constituent le secteur le plus moderne de ces sociétés.

L'articulation entre armement nucléaire et conventionnel se fait de plus en plus étroite, également en raison de la sophistication des deux types

d'armements qui finit par impliquer une possibilité technologique de continuité d'utilisation. Déjà dans l'esprit des stratèges, il n'y a pas de scissure entre les deux types d'armements. En ce sens, le CRUISE ne serait-il pas l'arme de la nucléarisation du Tiers-monde?

NOTES

CHAPITRE IV

1. Polmar, N., Strategic Weapons: An Introduction, New York, Crane Russak, 1982, p. 107.
2. Kaku, M., Axelrod, D., To Win a Nuclear War, Black-Rose Books; Montréal, 1987, p. 251.
3. Ibid., p. 64.
4. Fouet, M., Le dollar, Paris, La Découverte, 1985, pp. 31-35.
Lévesque, J., L'URSS et sa politique internationale de 1917 à nos jours, Paris, Armand Colin, 1980, p. 122, 132.
5. Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., p. 34.
6. Horowitz, D., From Yalta to Vietnam, Harmondsworth, England, Penguin Books, 1971, p. 53.
7. Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., p. 46.
8. Horowitz, D., op. cit., p. 55.
9. Lamont, L., La fantastique aventure de la bombe, Gallimard, 1968, p. 139.
10. ibid., p. 238.
11. Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., p. 46.
12. ibid., p. 33.
13. Kennan, G.F., Le mirage nucléaire, Paris, La Découverte, 1983, pp. 22-24.
14. Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., p. 49, 53-54.
15. Kaldor, M., The Baroque Arsenal, Abacus, London, England, 1983, p. 76.
16. Aldridge, R.C., The Counterforce Syndrome: A Guide to U.S. nuclear Weapons and Strategic Doctrine, IPS Books, 1978, p. 66.
17. Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., p. 58.
18. ibid., pp. 59-61.

19. Polmar, N., op. cit., p. 4
20. Horowitz, D., op. cit., p. 260.
21. Gervasi, Tom, The Myth of Soviet Military Supremacy, New-York, Harper & Row Publishers, 1986, p. 406.
22. Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., pp. 71-75, 81-83.
23. ibid. p. 95
24. ibid. pp. 97-98, 105.
25. GERSS, Les fondements doctrinaux de la stratégie soviétique, Les Cahiers de la Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, Cahier no. 13, Paris, 1979, pp. 44-45, 50-51.
26. Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., p. 80, 88-94.
27. ibid. pp. 106-111.
28. Gervasi, Tom, op. cit., p. 406.
29. Polmar, N., op. cit., pp. 63-64.
30. Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., p. 130.
31. ibid. p. 120
32. ibid. pp. 139-142.
33. ibid. p. 145.
34. ibid. pp. 155-156.
35. ibid. pp. 155-166.
36. Huntzinger, J., Introduction aux relations internationales, Seuil, 1987, p. 280.
37. Kaku, M., Axelrod, D., op. cit., pp. 168-170.
38. ibid. pp. 224-226.
39. Halliday, F., Chapitre 9, "Les origines de la nouvelle guerre froide", in Thompson, E.P., L'exterminisme, armement nucléaire et pacifisme, Paris, P.U.F., 1983, p. 249.
40. Gallois, "Préface" in Koenig, W.J., Les armes de la terreur, Paris, E.P.A., 1982.

Huntzinger, J., op. cit., p. 295

Kennan, G.E., op. cit., p. 197.

41. Carrère d'Encausse, H., Ni paix ni guerre, Flammarion, 1986, p. 193.

CONCLUSION

J'attribue l'impulsion de la course aux armements nucléaires à l'affrontement entre les deux puissances mondiales dominantes, concurrentes et rivales qui ont émergé du rapport de forces résultant de la Deuxième Guerre mondiale.

L'Europe se trouvait partagée en deux zones d'influence, l'Ouest et l'Est, où les Etats-Unis et l'URSS établiront graduellement leur hégémonie.

La rivalité politique se poursuivra sur le plan militaire par la recherche de suprématie militaire. Le partage et la bipolarisation du monde avaient coïncidé avec la construction et l'utilisation par les Etats-Unis de la première arme nucléaire. Ceci aura des conséquences sur la rivalité politico-militaire, à deux titres.

Premièrement, l'arme nucléaire est si destructive qu'elle est concrètement inutilisable pour atteindre un objectif politique ou militaire quelconque. On cherchera à lui redonner une utilité, ce qui se traduira sur le plan politique par une utilisation hypothétique de l'arme nucléaire sous forme de menace, c'est-à-dire par la diplomatie de l'atome, et au plan militaire, par des guerres nucléaires jusqu'ici menées dans l'abstrait. Il y aura également des tentatives de remilitariser l'atome en construisant des vecteurs nucléaires plus précis, donc en principe destinés à des cibles exclusivement militaires.

Deuxièmement, cette rivalité politico-militaire se produit dans un contexte technique marqué par l'accélération de l'évolution technologique que l'on retrouve également au niveau de l'évolution de la technologie militaire nucléaire.

La compétition politico-militaire a peu à peu conduit les grandes puissances à institutionaliser et à systématiser l'innovation militaire. De plus la complexité et la sophistication des systèmes d'armements exige une infrastructure institutionnelle permanente imposante pour la production d'armes, de même qu'une planification à long terme, ce qui fait que la course jouit en fin de compte d'une relative autonomie.

On constate en effet que la course se poursuit en dépit des traités de limitation des armements et indépendamment du fait qu'on se retrouve en période de guerre froide ou de détente. Il faut toutefois se rappeler que ces deux dernières sont deux modalités de ce qui demeure un affrontement.

La compétition politico-militaire entre les grandes puissances se poursuit sur plusieurs terrains et selon plusieurs modalités.

Un premier terrain se situe au niveau de leurs relations directes. Sur le plan militaire la compétition se traduit par la course aux armements stratégiques.

Le second terrain de compétition des grandes puissances se situe au niveau de leurs zones d'influence en Europe. Militairement elle se traduit par la course aux armements tactiques. Ces deux terrains se retrouvent sous la menace d'un affrontement militaire nucléaire.

Un troisième terrain constitué du reste du monde demeure ouvert à la compétition entre les grandes puissances. Celles-ci cherchent à obtenir un maximum d'influence possible dans les pays représentant pour elles des intérêts économiques, politiques ou stratégiques. Bien que les grandes puissances y pratiquent également la diplomatie de l'atome, quand la compétition dégénère en affrontement militaire ce dernier est mené avec des armes conventionnelles: il n'y a pas entre les deux puissances d'affrontement direct, et l'affrontement est habituellement le fait de conflits régionaux.

Si les grandes puissances cherchent à obtenir un maximum d'influence possible dans ces pays où elles ont des intérêts économiques, politiques ou stratégiques, les puissances plus petites, à leur tour peuvent se servir de la rivalité américano-soviétique pour accroître leur propre influence dans les sphères régionales.

Ainsi, la course aux armements nucléaires provient de la compétition politique entre les deux puissances hégémoniques, concurrentes et rivales, compétition qui se poursuit au plan militaire. Si les motifs politiques ont généralement été à la base de la recherche de la suprématie militaire, la technologie nucléaire transforme drastiquement les conséquences de la guerre. Compte tenu de la tendance qu'ont les guerres une fois entreprises, à être

aussi destructrices que la technologie et les ressources le permettent.
l'élimination des armes nucléaires est une tâche urgente.

Bien sûr, à la base on peut dire que c'est l'existence même d'empires rivaux qui est la cause de la course aux armements nucléaires. Mais on ne peut attendre, pour éliminer cet armement, l'élimination des empires. Le potentiel destructeur des armes nucléaires ne permet pas des délais si longs. En ce sens on parle parfois de limitation des armements. Cependant même si on parvenait à les réduire de moitié, il faut admettre qu'il n'y a pas tellement de différences entre être capables de totalement se détruire vingt fois ou dix fois. Toutefois, la tendance à diminuer l'armement serait sûrement plus favorable que la tendance à augmenter.

Jusqu'ici, les démarches qui ont été faites relativement à la limitation des armements ressemblaient davantage à une rationalisation des efforts et des ressources engagées dans la course, qu'à une réelle limitation. Pour qu'il y ait effectivement un ralentissement significatif de la course aux armements, il faudrait que les efforts portent sur les armes qui constituent réellement l'enjeu de la course, et sur la recherche et le développement. Ce n'était pas le cas avec les négociations SALT I qui ne comprenaient pas les MIRV, ni des SALT II alors que c'était la limitation d'armements tactiques qui aurait dû être négociée. L'enjeu aujourd'hui, c'est l'IDS, la guerre des étoiles, ce projet Manhattan du XXI^e siècle où sky is not the limit.

Mais la technologie n'a pas fait un tour sur elle-même: l'IDS n'est pas ce bouclier spatial qui rendrait les armes nucléaires "impuissantes et

obsolètes" comme "l'ami Reagan" voudrait le laisser entendre. Rien ne peut garantir une étanchéité totale du bouclier, et compte tenu de l'armement auquel il est sensé parer, il serait inutile. Même dans le cas hypothétique où le bouclier serait totalement étanche, il en apparaîtrait d'autant plus menaçant à l'URSS qui n'assisterait probablement pas passivement à son déploiement.

Dans cette thèse j'ai regardé uniquement la dynamique qui s'établit entre les deux grande puissances. Il est effectivement important de tenir compte de la dynamique globale et non seulement de la dynamique interne aux sociétés. Mais l'élimination de l'armement nucléaire est une tâche complexe qui ne saurait se limiter à intervenir sur un seul plan. L'ensemble des facteurs, des dynamiques qui sont en jeu est sûrement plus large que ceux étudiés dans le cadre de cette thèse. La dynamique d'affrontement Etats-Unis/URSS est à l'origine de cette course aux armements, mais cette compétition politico-militaire entraînait graduellement la mise en place d'une infrastructure importante pour la production d'armement. L'importance même de cette infrastructure fait que des intérêts propres liés à son existence se sont développés. Ce type d'infrastructure complexe jouit d'une certaine autonomie par rapport au contexte qui l'a fait surgir. En ce sens, la limitation des armements passerait nécessairement par une réorganisation des ressources de tout ordre, matérielles, intellectuelles, institutionnelles, engagées dans la production d'armement; la limitation des armements passerait par un type de perestroïka, en quelque sorte. Par contre, cette dernière n'est pas nécessairement l'indice d'une limitation des armements, elle pourrait bien être qu'une autre façon de rationaliser la course. 

La compréhension de la course aux armements nucléaires que permet cette thèse est bien sûr fragmentaire. Cette compréhension nécessite l'analyse de la dynamique Etats-Unis/URSS, mais celle de la dynamique interne aux sociétés serait tout aussi importante. Il y aurait ensuite un troisième volet qui consisterait à savoir comment la rivalité Etats-Unis/URSS s'articule à la dynamique d'autres sociétés.

BIBLIOGRAPHIE

- Aldridge, Robert, C..
1978 The Counterforce Syndrome: A Guide to U.S. Nuclear Weapons and Strategic Doctrine, IPS Books.
- Barnet, Richard J..
1972 Roots of War, New-York, Atheneum.
- Berman, Robert, P., Baker, John C..
1982 Soviet Strategic Forces, Washington, Brookings Institution.
- Bernstein, Serge, Milza, Pierre
1984 Histoire du vingtième siècle, tome 1, La guerre et la reconstruction, tome 2, La croissance et la crise, Paris, Hatier.
- Brown, Seyom
1983 The Faces of Power, New York, Columbia University Press.
- Carrère d'Encausse, Hélène
1986 Ni paix ni guerre, Flammarion.
- Cocharn, T.B., Arkin, W.M., Hoenig, M.M.
1984 U.S. Nuclear Forces and Capabilities, vol. 1, Cambridge Mass., Ballinger Publishing Company.
- Craig, Paul P., Jungerman, John A..
1986 Nuclear Arms Race, New-York, McGraw Hill.
- de Sa Rego, Carlos, Tonello, Fabrizio.
1986 La guerre des étoiles, Paris, La Découverte.
- Dyer, Gwynne
1985 War, New-York, Crown Publishers Inc.
- Ellul, Jacques
1977 Le système technicien, France, Calmann-Lévy.
- Foret, Monique
1985 Le dollar, Paris, La Découverte.
- Gervasi, Tom
1986 The Myth of Soviet Military Supremacy, New-York, Harper and Row Publishers.

Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Stratégie Soviétique, Coutroit, Alain
et al

1979 "Les fondements doctrinaux de la stratégie soviétique",
Les Cahiers de la Fondation pour les Etudes de Défense
nationale, Cahier no. 13, Paris.

Gunston, Bill

1979 Rockets & Missiles, Salamanders Books, Ltd.

Horowitz, David

1973 De Yalta au Vietnam, Paris, Union générale d'éditions.

1971 From Yalta to Vietnam, Harmondsworth, England, Penguin Books
Ltd.

Huntzinger, Jacques

1967 Introduction aux relations internationales, Editions du
Seuil.

Jungkt, Robert

1979 The Nuclear State, London, John Calder.

Kaku, Michio, Axelrod, Daniel

1987 To Win a Nuclear War, Montreal, Black Rose Books.

Kaldor, Mary

1983 The Baroque Arsenal, London, England, Abacus.

Kaspi, André

1986 Les Américains, tome 2, Les Etats-Unis de 1945 à nos jours,
Editions du Seuil.

Keegan, John, Wheatecraft, A.

1986 Zones of Conflict, London, Great Britain, Jonathan Cape Ltd.

Kennan, Georges F.

1983 Le mirage nucléaire, Paris, Editions La Découverte.

Koenig, William J.

1982 Les armes de la terreur, Paris, E.P.A.

Lamont, Lansing

1968 La fantastique aventure de la bombe, Gallimard.

Lévesque, Jacques

1987 L'U.R.S.S. et sa politique internationale de Lénine à
Gorbatchev, Paris, Armand Colin.

1981 L'U.R.S.S. et sa politique internationale de 1917 à nos
jours, Paris, Armand Colin.

Lider, Julian
1981

Military force: an analysis of marxist-leninist concepts.
Farnborough, Hants, England, Gower.

Lockwood, Jonathan Samuel
1983

The Soviet View of U.S. Strategic Doctrine. New-Brunswick.
U.S.A., Transaction Books.

Malcolmson, Robert W.
1985

Nuclear Fallacies. Kingston, McGill Queen University Press.

Monks, Alfred L.
1984

Soviet Military Doctrine: 1960 to the Present. New-York.
Irvington Publishers Inc.

Mumford, Lewis
1973

Le mythe de la machine. Fayard.

Polmar, Norman
1982

Strategic Weapons: An Introduction. New-York, Crane
Russak, National Strategy Information Center.

Smoke, Richard
1984

National Security and the Nuclear Dilemma. New-York., Random
House.

Thompson, Edward
1983

L'exterminisme, armement nucléaire et pacifisme. Paris.
P.U.F.